

ENQUÊTE

APRÈS LES ÉMEUTES D'OCTOBRE, QUI VA PAYER ?

3,90 €

TRUMPISTES OU DÉMOCRATES

POURQUOI LES USA NE SERONT JAMAIS NOS AMIS

Marianne

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE

N° 1548
Du 12 au 18 novembre 2026

www.marianne.net

LES NOUVEAUX FLICS DE LA PENSÉE

Médias, partis politiques... cette gauche qui veut tout censurer

"Français issus de l'immigration": le sujet interdit

L 12811 - 1548 - F: 3,90 €

FRANCE MÉTRO : 3,90€ - AND : 5,40€ - D : 7,90€ - BEL : 4,90€ - ESP : 5,40€ - GR : 5,90€ - IT : 5,40€ - LUX : 5,50€ - PORT CONT : 5,40€ - DOM A : 5,90€ - TOM A : 1800XPF - CAN : 9,50CAD - CH : 6,90CHF - MAR : 55MAD - TUN : 15TND

AGUTTES
MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES



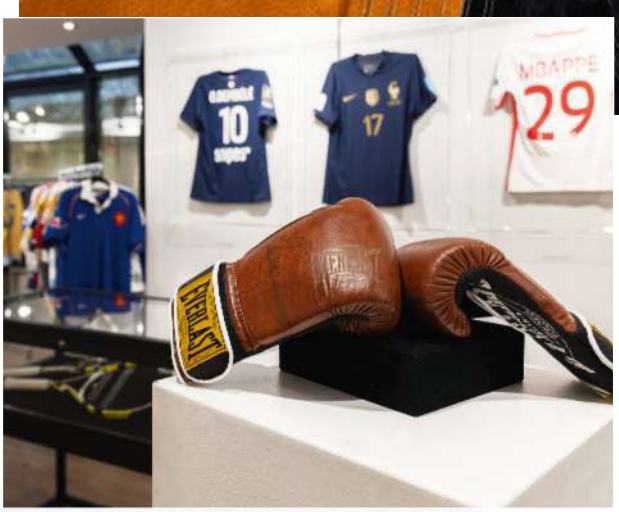
Rendez-vous avec nos experts
Pour une estimation gracieuse et confidentielle

Depuis plus de 50 ans, la maison se distingue par son indépendance et un savoir-faire unique : elle réunit une vingtaine de spécialités, portées par des experts aussi passionnés qu'expérimentés, couvrant des domaines aussi variés que la joaillerie, les montres de collection, les tableaux anciens, modernes, impressionnistes et contemporains, instruments et archets, livres rare et manuscrits, automobiles de collection, grands vins et spiritueux, ou encore la mode, la maroquinerie, mais également la Pop Culture ou les cartes de collection.

Nous accueillons nos clients sur rendez-vous, dans nos bureaux en région, à Neuilly ou à Paris et partout en France et en Europe pour des estimations gracieuses et confidentielles à domicile, ou pour le besoin d'inventaires complets.

Nous organisons 4 ventes par an de chaque spécialité, et près de 100 ventes chaque année au total, offrant à Aguttes une visibilité continue sur le marché de l'art et des collectionneurs.

Le calendrier de nos ventes est disponible sur aguttes.com. Vous pouvez également nous soumettre vos demandes d'estimation en ligne ou y trouver les coordonnées du bureau le plus proche de chez vous.



Illustrés : Supertramp, guild douze-cordes de Roger Hodgson. Époque Breakfast in America. En vente le 26 novembre 2026 • Exposition Sports, vente de décembre 2025 • Tour Auto 2026 | La Vente Officielle. Grand Palais, Paris • Pokémon : exceptionnelle carte Pikachu Illustrator (1998 Japanese Promo CoroCoro Comic). Illustrée par Atsuko Nishida. Vendue 192 400 € en 2024.





L'art et la passion de la transmission

Maison de ventes française, familiale et indépendante
164 bis, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine • +33 1 47 45 55 55

Neuilly-sur-Seine • Paris • Lille • Bruxelles • Genève & Représentants
en régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Centre, Est, Nord, Ouest et Sud-Est

L'ÉDITO



THIBAUT SOLANO
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA RÉDACTION

Le carburant de CNews

C'est un vieux refrain que la gauche a tant chanté. Mais cette fois, le micro crache des larsens, la voix s'éraille, l'orchestre joue trop fort, trop vite. Plus la salle se vide, plus les notes sonnent faux. Et si le spectacle est aussi poussif, c'est parce qu'il est joué dans la panique.

La gauche a de bonnes raisons de paniquer. Marine Le Pen atteint désormais 37 % des intentions de vote au premier tour. Jean-Luc Mélenchon plafonne deux fois plus bas. Alors, des Insoumis jusqu'au PS, on ressort du placard des automatismes qu'on croyait démodés : il faut interdire. Interdire quoi ? L'extrême droite, mais aussi tous ses supposés complices et faux nez, dans la presse ou chez les analystes… Si ce n'est pas possible, les intimider, les disqualifier, les excommunier. Dans cette discipline, le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, décroche la timbale de l'idée la plus démago en voulant carrément *« interdire de parole le RN »*. Au nom de la démocratie, bien sûr…

Beaucoup à ses côtés réclament une autre mise au pas : celle de CNews. Après tout, la chaîne collectionne les sanctions (10 amendes, une soixantaine de rappels à l'ordre depuis 2017, notamment pour incitation à la haine et manque de rigueur) et a même tendance à se radicaliser. En témoigne la place offerte aux faux patriotes et vrais pro-Poutine ou aux pseudo-journalistes identitaires du média *Frontières*.

Interdire CNews et ses 3,6 % d'audiences ? La belle affaire. Le Pen n'a pas attendu Bolloré pour agréger de plus en plus d'électeurs. Si l'émission de Pascal Praud passait à la trappe, ces mêmes électeurs trouveraient leurs sources d'information ailleurs : sur Internet, les réseaux sociaux ou un autre talk-show qui ne manquerait pas de naître, la nature ayant horreur du vide et les idées du RN une tendance récalcitrante à déborder les barrages de la gauche castor.

Pendant que des élus – et leurs soutiens journalistes, sociologues et avocats – réclament la censure, ils évitent évidemment de s'interroger sur le carburant de CNews. Qu'est-ce qui fait son succès ? D'abord, une volonté de rétablir la balance après des années de domination médiatique et culturelle de la gauche. Du moins sur les questions de société. Avant que Vincent Bolloré prenne le contrôle de Canal +, la chaîne en était l'un des principaux relais. Certes, elle n'était pas coupable des mêmes fautes mais, question pluralisme, le compte n'y était pas. Longtemps, l'hégémonie culturelle a bombé le torse, des écoles de journalisme aux artistes. C'est exactement contre cette toute-puissance, contre ce déséquilibre, que s'est construit l'empire du milliardaire breton.

Deuxième carburant : à croire le public de CNews, la chaîne parle de ce dont les autres ne parlent pas. C'est-à-dire d'immigration et des promesses non tenues du « vivre-ensemble ». Jusqu'à l'obsession. Ce positionnement n'est pourtant que le miroir inversé du déni d'une certaine gauche. Deux exemples tout frais viennent le confirmer : le tombereau d'anathèmes déversé sur le crâne d'Édouard Philippe, dont le crime est d'avoir parlé de l'implication de *« jeunes Français issus de l'immigration »* dans les émeutes du 17 octobre. Autre exemple : la mise à l'index du sondeur Jérôme Fourquet, qui a osé, après avoir pris connaissance dans la presse des suites judiciaires données aux actes de vandalisme, souligner la fréquence des prénoms arabo-musulmans et africains parmi les mis en cause. Sur le plateau de l'émission « Quotidien », les chroniqueurs lui sont tombés dessus à bras raccourcis. Fourquet a beau se défendre en indiquant que SOS Racisme s'appuie aussi sur les prénoms pour démontrer les discriminations à l'embauche, l'animateur Yann Barthès lui a rétorqué : oui, *« mais c'est pour dénoncer le racisme »*. Ce qui prouve que le problème majeur n'est pas tant la méthode que le but. La morale de ces deux épisodes ? Surtout, ne parlons pas d'immigration…

Troisième carburant de CNews : le sentiment d'un deux poids, deux mesures quant à la liberté d'expression. Éric Naulleau, l'un des chroniqueurs les plus fréquemment invités sur la chaîne, ne manque jamais une occasion de rappeler cette dissonance. Dix jours après l'attentat de *Charlie Hebdo*, en 2015, la romancière punk Virginie Despentes écrivait que, mûe par un sentiment d'amour généralisé pour l'humanité, elle éprouvait ceci à propos des frères Kouachi : *« J'ai aimé leur désespoir »*, *« je les ai aimés dans leur maladresse »*. Ce qui ne l'a jamais empêchée d'être invitée sur les plateaux du service public ni de devenir la chouchou de la presse culturelle. Car Despentes est une artiste progressiste, elle a donc la licence poétique et surtout le totem d'immunité. Si une personnalité tenait les mêmes propos sur le terroriste raciste de Trappes, elle serait, à juste titre, cramée médiatiquement jusqu'à la fin de ses jours, même sur les plateaux bolloréens.

Quiconque voudrait assécher le carburant de CNews – et par là même celui du RN – devrait réfléchir à ces aberrantes contradictions. Car cet orchestre qui joue toujours le même disque rayé commence furieusement à ressembler à celui du *Titanic*…

N° 1548 du 12 au 18 novembre 2026

SOMMAIRE

3 L'ÉDITO *de* ***Thibaut Solano***
Le carburant de CNews

5 QUATREMER EN LIBERTÉ
de Jean Quatremer
Les États-Unis ne seront jamais nos amis

6 ***Dans l'œil de Marianne***
– Adieu Baroudi
– JD Vance *vs* Trump

Marianne *DÉCRYPTE*
20 **"Djihadiste" pour Trump, espoir pour les démocrates**

Marianne *RÉVÈLE*
22 **Émeutes : l'État vous refile sa facture**

L'idée *DÉCORTIQUÉE*
24 **Supprimer les allocs des parents de délinquants ? On a déjà essayé**

Marianne *RACONTE*
25 **Face aux blocus, la colère des parents monte**

Marianne *DÉCRYPTE*
30 **Une élection à haut rendement**

Marianne *DÉCRYPTE*
32 **Dette : et si la BCE volait à notre secours ?**

Marianne *LE GRAND ENTRETIEN*
34 **Frère Adrien Candiard : "Le secret de la vie est là"**

Marianne *VOUS RAFRAÎCHIT LA MÉMOIRE*
37 **Quand la gauche interdisait le port... de la soutane**

42 QUELLE ÉPOQUE !
Petit précis des néomanifestants

38 L'AGENDA CULTURE
Le crépuscule des chanteuses woke

44 ***Mieux vaut en rire !***

50 LE MOT DE LA FIN *par* ***Frédéric Taddeï***
La morale de l'histoire



Sandrine Rousseau et Jean-Luc Mélenchon, à Trappes, le 30 octobre.

12 L'ÉVÉNEMENT
LES NOUVEAUX FLICS DE LA PENSÉE
16 **Accusé de racisme, BFM dans la tourmente**
18 **À droite aussi, un esprit d'inquisition**
19 **Daniel Cohn-Bendit : "Interdire des partis, c'est débile"**

LE DESSIN *de* Lacombe



Couverture : Raphaël Lafargue / Abaca - Stéphane Le Tellec / Abaca - Joël Saget / AFP - Sommaire : Isa Harsin/ Sipa



Démocrates ou républicains, les États-Unis ne seront jamais nos amis

La claque infligée à Donald Trump lors des midterms du 3 novembre – qui ont vu les démocrates s'emparer de la Chambre des représentants et du Sénat – est d'abord une excellente nouvelle pour la démocratie américaine. Alors qu'on pouvait craindre que l'imprévisible président américain se saisisse d'un prétexte soit pour ne pas organiser le scrutin, comme pouvait le faire penser les dérapages de l'ICE – la police de l'immigration devenue une violente milice privée au service du clan Maga – soit pour le perturber, soit pour en contester les résultats. Or il n'en a rien été : Trump a immédiatement reconnu sa défaite, tout en rappelant qu'il disposait du pouvoir de bloquer toutes les lois qui lui déplairaient en publiant sur son réseau Truth Social la fameuse casquette rouge siglée du mot « veto » en lettre blanche.

Le charcutage électoral, les sommes démentielles dépensées par les entreprises acquises à la cause Maga, celles d'Elon Musk au premier rang, qui contrôlaient les réseaux sociaux et une partie des médias traditionnels, n'ont rien changé aux résultats. Ce qui montre au passage à quel point la peur que les opinions publiques soient manipulées par des acteurs nationaux ou étrangers est largement fantasmée. Comme on l'a vu dans des pays dirigés par des populistes (Brésil, Pologne, Hongrie, Serbie…), si les citoyens ne veulent plus d'un dirigeant, ils s'en débarrassent et les fermes à trolls n'y changent rien.

La question, désormais, est de savoir ce que va changer ce tsunami démocrate, sachant que les nouveaux élus ne prendront leur fonction que le 3 janvier, ce qui laisse deux mois aux Maga pour sévir. Sur le plan intérieur, le président américain va avoir les mains liées. En revanche, à l'international et dans le domaine militaire, en référence à la formule clamée par Jack Lang en 1981 au lendemain de l'élection de François Mitterrand, les Américains ne viennent pas de franchir *« la frontière qui sépare la nuit de la lumière »*. Autrement dit, les États-Unis ne rejoindront pas purement et simplement le camp des démocraties occidentales avec lequel le locataire de la Maison-Blanche a rompu en brisant le lien transatlantique, en abandonnant l'Ukraine et en se rapprochant de la Russie, en déclarant une guerre commerciale au monde entier, y compris à ses alliés les plus proches, en menaçant d'annexer le Canada et le Groenland, en intervenant militairement au Venezuela, en sortant de l'accord de Paris et de 66 organisations internationales, ou encore en soutenant tous les partis d'extrême droite européens afin d'affaiblir l'Union, érigée en « ennemi des États-Unis ».

En effet, le président américain dispose de très larges pouvoirs en politique extérieure, en partie parce que le Congrès a renoncé à exercer les siens, notamment dans le domaine commercial : c'est à coups de décrets présidentiels que Trump a imposé à la planète ses droits de douane punitifs, et la victoire démocrate n'y changera pas grand-chose dans l'immédiat. Mais, surtout, Donald Trump n'a fait en réalité qu'amplifier un virage diplomatique lancé par le démocrate Barack Obama à l'égard de l'Europe, de la Chine et des institutions internationales. C'est sous le règne de ce dernier, en 2011, que le « pivot vers l'Asie » a été officialisé par Hillary Clinton : les États-Unis ont alors annoncé que le Pacifique serait désormais leur priorité afin de contenir la puissance chinoise de plus en plus menaçante. La portée de ce pivot a été sous-estimée par la plupart des pays européens, notamment l'Allemagne, qui n'ont pas voulu voir que cela impliquait un désengagement du théâtre européen, les intérêts américains prévalant sur tout le reste. En retirant dès sa réélection la garantie de sécurité américaine à ses alliés de l'Otan, Donald Trump a été brutal, mais il n'a rien strictement rien inventé : l'Alliance atlantique est morte à ce moment-là, même si son volet militaire poursuit encore son chemin sous son ère.

De même, c'est toujours Barack Obama qui a amorcé la paralysie de l'organe d'appel de règlement des différends de l'OMC en refusant de nommer un juge américain, puis en s'opposant au renouvellement du juge sud-coréen. Trump, durant son premier mandat, a poursuivi cette politique de blocage en s'opposant à la nomination de tous les juges… L'élection du démocrate Joe Biden n'y a rien changé, ce qui démontre la volonté des Américains de ne plus être tenus par des instances supranationales. Ainsi, il n'est absolument pas certain qu'un président démocrate n'aurait pas pris les mêmes sanctions que Donald Trump contre la Cour pénale internationale : rappelons que c'est Bill Clinton qui n'a jamais soumis au Congrès le statut de Rome, une décision que ni Barack Obama ni Joe Biden n'ont remise en cause… Il faut bien voir que même l'impérialisme de Trump à l'égard de ses voisins américains, Groenland compris, n'est pas une rupture à l'échelle de l'histoire américaine, les États-Unis ayant toujours considéré depuis leur indépendance qu'ils avaient vocation à diriger l'ensemble du continent, tous ses voisins ayant eu à souffrir de son interventionnisme.

Il n'y aura que deux pays qui seront impactés par la victoire démocrate, la Russie et Israël. Trump n'aura plus les mains libres pour lever les sanctions contre Moscou, comme il l'a fait pour le pétrole russe, même si le Congrès ne pourra pas l'obliger à reprendre l'aide militaire à l'Ukraine. D'où sa volonté de tordre le bras de Volodymyr Zelensky pour le contraindre à conclure une paix déséquilibrée avant le 3 janvier. De même, la percée de l'aile gauche des démocrates risque de compliquer la politique pro-israélienne de Trump, celle-ci étant favorable, comme une partie du clan Maga, à une rupture avec l'État hébreu. Mais, pour l'essentiel, les États-Unis resteront les États-Unis. M

Dans l'œil de Marianne

Hommage *par la rédaction de Marianne*

ADIEU BAROUDI

Les morts sont tous des braves types, chantait Brassens avec tendresse. Baroudi Drief, le « monsieur de l'accueil » à *Marianne* depuis près de quinze ans, n'a pas attendu de casser sa pipe pour en être un. Sa brusque disparition, classée au rang de ces injustices qui font montrer le poing aux nues, jette dans le cœur de tous ceux qui ont passé un jour le seuil de notre deuxième maison une profonde détresse. Endeuillée, la rédaction, qui adresse à sa famille ses plus sincères condoléances, veut ici rendre hommage à une figure du journal.



Raconter Baroudi, c'est parler de la vie, de son étincelle, de ces badineries qui la rendent moins moche, moins dure, moins lourde. C'est dire les habitudes rassurantes, les rites scandés qui font la sève d'une époque, cette paisible respiration des jours dont on ne s'aperçoit que trop tard qu'elle n'allait pas de soi. C'est se souvenir de son sourire goguenard, de son regard rieur, de ce phrasé inimitable – et pourtant imité affectueusement par tant de jeunes recrues comme un signe discret d'appartenance à notre fraternité. C'est s'amuser, avec du bleu à l'âme, de la justesse de ses pronostics électoraux, (presque) toujours exacts.

C'est penser à son pas tranquille, rassurant, qu'on entendait le soir quand un article nous retenait loin du foyer, et à cette voix bienveillante qui s'étonnait de nous voir encore ici à cette heure. Il prenait soin de nous, Baroudi. Il veillait au grain, avait toujours un mot gentil, une attention complice. Rien n'échappait à cette vigie malicieuse, ni les tracas ni le ridicule. Observateur avisé des mœurs de la presse, il nous rappelait souvent, depuis la coulisse, que le petit théâtre du journalisme est bien dérisoire. Sa connivence était une consolation. Avec lui, on laissait les soucis derrière et on prenait la clef des champs en lui souhaitant le bonsoir.

Baroudi s'était préparé à couler des jours heureux sous d'autres horizons. Tu t'étais construit, pour de vrai, ton château en Espagne, au bord de cette Méditerranée qui t'a vu naître. Tu en parlais souvent, comme un promoteur derrière ton comptoir. C'était la récompense de ton patient labeur. Ta petite place au soleil, ce même soleil qui illumine encore la cour où tu savourais ta cigarette, l'épaule contre la devanture, le nez frôlant le jasmin. Tiens, revoilà Brassens : *« Pauvres rois pharaons, pauvre Napoléon, pauvres grands disparus gisant au Panthéon, pauvres cendres de conséquence. Vous envierez un peu l'éternel estivant, qui fait du pédalo sur la vague en rêvant… »* Allez, salut Baroudi. *« Pas à demain ? Alors, bonnes vacances ! »*

TOTAL
Quelle générosité

Pas la peine de chercher une ombre au tableau. Sur les neuf premiers mois de 2026, TotalEnergies a engrangé 20,5 milliards de dollars de bénéfices, une hausse de 75 % par rapport à 2025. À la présentation de ces résultats, le 29 octobre, un analyste s'est toutefois inquiété d'un retour de bâton : la France pourrait-elle vouloir taxer son fleuron ? Le PDG du groupe pétrolier s'est appliqué à dissiper ces doutes. *« Au Parlement, il a beaucoup été question de taxer TotalEnergies,* a fait remarquer Patrick Pouyanné. *Mais le gouvernement s'est opposé à tous les amendements* [en ce sens] : *aucun d'entre eux n'a été adopté. Pourquoi ? Parce que nous avons plafonné les prix dans nos stations-service : nous avons été très clairs avec les autorités sur le fait que s'ils nous taxaient nous lèverions ce plafond. »* De fait, le ministre de l'Économie a mis en balance cette alternative devant les députés. *« Aujourd'hui, nous avons un système où une grande entreprise ressert une partie de ses profits aux Français par un plafonnement important des prix à la pompe.* […] *L'Assemblée nationale doit choisir entre taxer et laisser Total plafonner : on n'aura pas l'un et l'autre »,* a argué Roland Lescure le 28 octobre pour justifier son refus de plusieurs projets de taxation. Pourtant, Patrick Pouyanné a reconnu lui-même que sa ristourne n'épuisait pas ses bénéfices dans l'Hexagone. Selon le PDG, son groupe y paiera en effet un montant substantiel d'impôt sur les sociétés qui ponctionne les profits des entreprises : *« étant donné que nos affaires tournent bien en France cette année, nous devrions payer environ 500 millions d'euros* [à ce titre] *»,* a-t-il précisé le 29 octobre. Le patron peut donc se féliciter de sa culbute : *« Je suis convaincu que notre démarche auprès des clients français était la bonne tactique.* […] *C'est un moyen de préservation. »* Mieux vaut donner un doigt que se faire prendre le bras. ***Sébastien Grob***

Merci confrères !

La violence aveugle des émeutiers ne s'en prend pas qu'aux grandes enseignes et aux ultrariches. C'est ce que met en lumière une touchante dépêche de l'AFP, qui révèle que la seule voiture brûlée lors de la manifestation du 5 novembre appartenait à… un SDF. *« Cette voiture est la seule chose qui me restait »*, confie Fateh, 50 ans et au chômage depuis 2023, devant la carcasse encore fumante de sa BMW.



JEAN-PIERRE FARANDOU, MINISTRE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS, visite l'entrepôt de solidarité de la Fondation CMA CGM à Marseille le 16 octobre.

PORTRAIT

Le Monsieur "social" du gouvernement

Dans une France budgétairement à la dérive, Jean-Pierre Farandou manque de marges de manœuvre pour augmenter le smic sans comprimer l'emploi. Alors que la CFDT, syndicat dont il est philosophiquement proche, réclamait une hausse de 100 € net, il a concédé de le porter à 1502 € brut, soit une augmentation de 24 € à l'issue de la conférence sociale du 9 novembre à Matignon. Ensuite, le ministre du Travail compte impulser, par décret, des négociations dans les branches professionnelles afin de bonifier les salaires. Rompu aux rapports de force, l'ancien PDG de la SNCF, au débit de parole TGV, sort aussi le bâton : il menace de raboter les 70 milliards d'euros d'exonérations de cotisations accordées aux entreprises dont les minima de grille restent sous le smic.

Depuis sa nomination surprise, le 12 octobre 2025, cet ingénieur des Mines a gagné l'estime des partenaires sociaux. *« C'est un interlocuteur fiable, en qui nous pouvons avoir confiance »*, loue Frédéric Souillot, secrétaire général de FO. *«Dans ce gouvernement factice, c'est le dernier des Mohicans*, renchérit François Hommeril, ancien président de la CFE-CGC. *Le seul qui n'a pas d'agenda politique et qui s'est entouré d'une équipe engagée.* » Michel Picon, président de l'U2P, qui représente les artisans et les commerçants, ajoute : *« Il se bat pour l'emploi du pays et nous connaît bien. »*

Quand nombre de politiques se gargarisent d'IA, l'ancien chef de gare de Rodez mise, lui, sur l'intelligence collective. Et considère qu'un État moderne doit s'occuper de tous, *« y compris de ceux qui ont eu moins de chance que les autres »*. Fils d'une institutrice et d'un agent des douanes, il tient à relancer, par la formation, l'ascenseur social dont il a bénéficié.

Ce Bordelais savoure aussi sa revanche. En avril 2024, il avait signé un accord de fin de carrière permettant aux cheminots ayant occupé des postes pénibles de partir progressivement à la retraite. Théâtral, Bruno Le Maire l'avait alors accusé, depuis Bercy, de contourner dans l'opacité la réforme des retraites. Farandou avait été prié d'abandonner son fauteuil, depuis attribué à Jean Castex. Repêché par Lecornu, il ne s'est pas contenté de suspendre la réforme des retraites de 2023 : il a embarqué les syndicats, l'U2P et la CPME dans une Conférence « Travail-emploi-retraite » afin de réfléchir aux moyens d'améliorer les conditions de travail comme l'emploi des jeunes et des seniors. *« Ce continuum retraite-travail-emploi est fondamental »*, martèle-t-il, servant ainsi le gouvernement et le débat pour l'élection présidentielle.

Laurence Dequay



Il aurait mieux fait de se taire

"Les casseurs sont nécessaires parce que les gouvernements ne comprennent que la force. "

MATHIEU KASSOVITZ dans "Les grandes gueules" sur RMC jeudi 5 novembre.



CONTRARIANT

par Franck Dedieu

Casse-tête budgétaire

***« Il faut demander plus à l'impôt et moins aux contribuables »*, cabotinait l'humoriste Alphonse Allais.**

Sans le sou, le gouvernement Lecornu se voit contraint d'appliquer ce bon mot à la lettre. Et de répondre à cette question pas facile : comment financer des actions publiques sans toucher à la fiscal ité ? Chaque camp politique y va de son idée pour résoudre cette impossible équation.

Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, phosphore sur la piste Livret A. Il pourrait remonter le plafond (passer de 22 950 à 25 000 €, voire 30 000 €) pour gonfler les réserves et les déployer au bénéfice non seulement du logement social mais aussi des lycées ou des infrastructures électriques. Une machine à lever de l'argent frais, mais à condition d'augmenter la rémunération du livret, aujourd'hui à 1,7 %, soit bien en deçà de l'inflation.

La droite libérale explore une autre voie, celle de la capitalisation. Moins de cotisations sociales versées au grand pot collectif et plus d'épargne individuelle pour assurer ses vieux jours. Une manœuvre efficace comptablement – sauf si les Bourses s'effondrent – mais désastreuse socialement. La gauche, pour finir, fait aussi dans le classicisme et propose un emprunt forcé. Mais encore ? Patrick Kanner, à la tête des sénateurs PS, prévoit d'imposer aux plus riches la souscription de titres pour financer l'État et de ne pas les rémunérer. Les 0,05 % des foyers concernés ne se verraient pas imposer un nouvel ISF (youpi !) mais leur argent mobilisé ne leur rapporterait pas un centime (bouh !). L'idée du sénateur consiste à faire vibrer la fibre patriotique pour l'appliquer à l'épargne. Firent de même en leurs temps la Convention en 1793, le Directoire, trois ans plus tard, et un certain Pierre Mauroy en 1983. Des tentatives peu concluantes mais, dans l'allure, la proposition en impose plus qu'une réforme du Livret A.

Matt Baron / BEI / Shutterstock - Laurent Coust / Abaca

Dans l'œil de Marianne

MÉDIAS TICS *par Benoît Franquebalme*

Pourquoi Bolloré a épargné "Groland" ?

C'est une anomalie depuis douze ans. Depuis son arrivée à la tête de Canal +, en 2014, Vincent Bolloré a ratiboisé les derniers vestiges du fameux « humour Canal » (« Le grand journal », « Les guignols… »), supprimé les émissions d'investigation mais laissé la vie sauve à « Groland », l'émission humoristique de gauche. Une île solitaire où on pouvait voir, entre autres perles, des puissants répondant aux sobriquets d'Emmanuel Micron ou de Grolloré.

Le 12 décembre, cette île coulera corps et biens avec une soirée spéciale retraçant son histoire. Et ce ne serait toujours pas la faute de Vincent B. ! *« La direction voulait repartir pour une année et c'est nous qui avons refusé*, nous assure Benoît Delépine, cocréateur et âme du programme. *On avait peur de l'année de trop. »*

Dans leur livre *Groland, je mourirai pour toi !* (Éditions La Tengo), les journalistes Jérémie Imbert et Christophe Geudin dévoilent une scène inédite et racontée par Delépine lui-même. *« En 2016, Ardisson a lancé une campagne de presse pour récupérer notre créneau horaire à 0 h 30. J'ai appelé le standard afin d'obtenir un rendez-vous avec Vincent Bolloré. Quelques jours plus tard, je me suis retrouvé face à lui dans son bureau* […] *Il me répond : "Ardisson me propose de reprendre votre horaire sans la moindre augmentation de budget." – Ça veut dire qu'il vous vole depuis des années. Proposez-lui plutôt 25 % de budget en moins sur son émission." Il me fixe longuement et me dit : "Vous, je vous aime bien." Ensuite, il m'a parlé de "Groland" et m'a expliqué que des personnes de son entourage aimaient beaucoup l'émission. »*

Raphaël Garrigos, auteur du livre *l'Empire. Comment Vincent Bolloré a mangé Canal +* (Le Seuil, 2016) a une autre théorie. *« Je pense qu'il n'a jamais vu "Groland". Savait-il que ça existait encore ? Peut-être que Maxime Saada s'abrite derrière la figure menaçante de son patron pour prendre ses décisions. Quand Sébastien Thoen a été viré de Canal pour s'être moqué de Pascal Praud, Saada a dit que c'était un choix de l'actionnaire. Trois ans après, Bolloré a entendu Thoen aux "Grosses Têtes" et a dit : "Il est drôle, faut l'embaucher" ! »* Ce qui fut fait illico. M

Soirée spéciale « Groland » le 12 décembre sur Canal +.



ÉDOUARD GEFFRAY, ministre de l'Éducation nationale, s'est rendu au Lycée des graves, à Gradignan, près de Bordeaux le jeudi 15 octobre.

LYCÉES

La rénovation de la discorde

Il fallait qu'il fasse quelque chose et il l'a mal fait. Le gouvernement a publié une liste de 200 lycées à rénover d'urgence qui ne satisfait personne à part, peut-être, les lycéens consultés entre les 6 et 23 octobre. Des établissements tout neufs ou tout rénovés s'y trouvent, et pas des lycées années 1960 pleins d'amiante. Les élèves ont semble-t-il surtout indiqué les plafonds qui fuient et les toilettes sales, ce qui peut arriver même à un bâtiment à l'excellent DPE. La liste est subjective, a reconnu le ministre de l'Éducation nationale. Sur les réseaux sociaux, proviseurs et professeurs sont consternés. Chacun trouve que son lycée mériterait un bon coup de réno, et la société Oxand leur donne en partie raison dans un rapport opportunément publié ces jours derniers. Ce bureau d'études a ausculté 590 lycées dans sept régions, soit 5 700 bâtiments : selon lui, le parc est *« majoritairement en bon état »*, mais 80 % auraient besoin d'une remise à niveau. Les toitures, portes et fenêtres en particulier, dont un quart environ sont en mauvais état (un tiers pour les toitures). Cumulé, le coût de la rénovation est estimé à une dizaine de milliards d'euros sur cinq ans, soit 240 € le mètre carré. Précision d'Oxand, ce n'est pas parce qu'un lycée est propre qu'il consomme peu d'énergie en hiver et est frais en été. À ce sujet, les régions, qui ont la charge des lycées, devraient s'inspirer du réputé programme Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique (Actee), qui finance depuis 2019 le conseil à la rénovation énergétique des bâtiments publics pour les collectivités. Grâce à lui, des écoles ont été rénovées à peu de frais pour faire face à la canicule : volets, ventilos au plafond et un gardiennage le soir pour que l'on puisse tout ouvrir, ça ne coûte pas cher. Mais le gouvernement a décidé en septembre d'arrêter Actee. Il préfère mettre ses sous sur l'électrification, le tout clim plutôt que la réno à bas coût. Lycées et écoles souffrent des mêmes problèmes : les atermoiements politiques et la technique de l'ingénieur. M *Frédéric Denhez*

LE CHIFFRE QUI CHIFFONNE

500

Ce mercredi 11 novembre, notre confrère Christophe Gleizes aura passé cinq cents jours dans sa prison en Algérie. Le journaliste du groupe So Press est incarcéré par le régime de Tebboune pour avoir réalisé un reportage sur le club de football JS Kabylie.

Thierry David / Sud Ouest / Maxppp

On s'en fout !

Jordan Bardella enchaîne les publications à un rythme digne d'un Balzac : ce mercredi 4 novembre est paru *Gouverner*, son troisième livre en deux ans ! L'ennui, c'est que l'opuscule (comme les deux précédents) ne présente qu'un intérêt tout relatif, enchaînant les banalités dans un style convenu et peinant à masquer que Bardella a vraisemblablement écrit l'ouvrage en étant persuadé d'être candidat à la présidentielle…

LFI

Aux armes, citoyens ?

Après les 101 propositions de Mitterrand en 1981, voilà les 1 069 mesures de Mélenchon version 2027. Évidemment des yaka et des fokon, classiques chez les LFistes, mais aussi des mesures plus surprenantes pour un parti censé comporter une dimension libertaire. Celle-ci en particulier : le rétablissement de la conscription. Exit donc le service militaire volontaire de Macron, place à la mobilisation générale. Comme au temps de Valmy ? Pas exactement. D'abord, ledit « service », d'une durée de neuf mois et payé au smic, pourrait se faire « à l'ancienne » – sous les drapeaux et habillé en militaire – mais aussi en civil, au bénéfice de la citoyenneté et de l'action écologique. Et puis, surtout, le caractère obligatoire ne s'imposerait pas tout à fait. En 2020, tout à sa volonté de ne pas trop contraindre les jeunes, Jean-Luc Mélenchon imaginait la possibilité d'y déroger à condition *« d'exprim*[er] *explicitement* [son] *refus motivé »*. **Franck Dedieu**



Emily J. Higgins / White House / Zuma / Sipa - Sipa USA / Sipa

Vance vs Trump

Qui pour régner sur la sphère Maga ? Depuis la déroute électorale du Parti républicain aux élections de mi-mandat, le vice-président des États-Unis se démarque de son patron avec, en ligne de mire, la présidentielle de 2028 *Par* **Paul Rabeisen**

Le plus crédible

J.D. Vance est un idéologue brillant, doté de qualités intellectuelles certaines. Issu d'un milieu ouvrier, sa politique est centrée autour de l'« America First » et des problématiques économiques. Vance s'est opposé dès le départ à la guerre en Iran, considérant que le coût financier de l'opération reviendrait cher à l'économie américaine. Il prône ardemment des valeurs traditionalistes dans ses discours.

Donald Trump a évolué depuis 2016. Arrivé sans véritable colonne vertébrale politique, « Papy Donald » a rattrapé son retard sous l'influence de l'extrême droite américaine. S'il défend des idées similaires à celles de Vance, il est plus instinctif, voire imprévisible, dans ses décisions, notamment sur les sujets internationaux. Les menaces à l'encontre du Groenland ou du Canada l'illustrent.

Avantage : J.D. Vance

Soutiens

J.D. Vance est appuyé par les élites intellectuelles d'extrême droite, notamment par le milliardaire Peter Thiel. Il bénéficie également du soutien des élus républicains du Sénat et de la Chambre des représentants.

Donald Trump est soutenu par une partie de l'élite économique américaine, mais il réussit surtout à mobiliser les classes populaires. Cette base électorale forte semble autant attachée à sa personne qu'à ses idées.

Avantage : Donald Trump

Avenir

J.D. Vance : Par son âge (42 ans) et son expérience de vice-président, il semble être le candidat « naturel » de la sphère Maga pour les prochaines années. Déjà adoubé par les élus républicains, Vance devra travailler son image pour récupérer l'électorat ouvrier acquis à Trump. Mais son plus gros challenge sera de convaincre le président de lui laisser la place. Vance devra être inventif pour offrir à Trump une raison viable d'arrêter la politique, ou, du moins, à un autre poste que celui de président. Pourquoi pas « président d'honneur du monde » ?

Trump : En théorie, il ne peut pas se représenter pour être président. Mais qu'en sera-t-il si « Papy » fait de la résistance ? Trump est l'épicentre de la politique mondiale et il adore ça. Il est difficile de l'imaginer passer du statut d'homme le plus puissant du monde à retraité en Floride en moins de deux ans. Trump est un personnage imprévisible, qui peut changer de position du jour au lendemain. Il a déjà eu l'occasion, après sa défaite en 2020, de quitter la politique, alors pourquoi arrêterait-il cette fois-ci ? Une chose est sûre, restons méfiants !

Avantage : J.D. Vance

Victoire finale : Vance a l'avenir devant lui,
mais devra trouver comment envoyer son patron à la retraite.

LA GRIFFE *d'Hadrien Mathoux*



Dans leur bulle

Si la prochaine élection présidentielle s'annonce comme unique en son genre, ce n'est pas seulement parce que Marine Le Pen pourrait la remporter ou que le second tour ferait s'affronter deux candidats aux idées particulièrement radicales. Nous abordons le scrutin suprême de la vie politique française à une époque où les phénomènes de bulles de filtre algorithmiques et de polarisation affective ont atteint des niveaux tout à fait inédits, ce qui augure de réactions potentiellement inquiétantes au moment du résultat.

La manière de s'informer a profondément évolué en l'espace de quelques dizaines d'années. La presse écrite n'est plus considérée comme une source de référence que par une petite minorité de citoyens avertis, et elle voit son nombre de lecteurs baisser chaque année avec le lent basculement de la civilisation de l'écrit à celle de l'image. Les chaînes d'info en continu, dont on nous rebat les oreilles en permanence, ne réalisent que des audiences modestes à l'échelle du pays. C'est désormais sur les réseaux sociaux, en consultant des contenus soigneusement sélectionnés par les algorithmes – qui dirigent l'utilisateur standard vers ce qui le confortera dans ses convictions – que de nombreux Français s'informent. Les analyses, préoccupations et idées des autres « camps » leur sont de plus en plus étrangères, sauf quand elles sont utilisées pour créer du rejet parmi les membres de leur « tribu ».



L'effet est d'autant plus fort que les clivages politiques s'organisent désormais beaucoup en fonction de critères géographiques, les urbains se caractérisant par une tendance beaucoup plus nette à soutenir la gauche, contrairement aux habitants des zones rurales et périphériques, où le vote RN explose. Il est donc fort possible qu'un Français vivant dans une grande métropole ne côtoie pas au quotidien, ni parmi sa famille, ni au sein de ses amis, ni chez ses collègues, le moindre électeur de la favorite de la prochaine présidentielle. Du jamais-vu.

Il résulte de cet éloignement une explosion de la polarisation affective : ce n'est plus seulement les idées de l'autre que l'on rejette, mais sa personne, son identité. D'après une enquête Ipsos-BVA réalisée en septembre, 90 % des électeurs de LFI expriment de l'antipathie à l'égard des électeurs du RN, et 87 % des électeurs du RN rendent la pareille aux Insoumis. Cette perspective a de quoi inquiéter, et pas seulement parce que le pays est fracturé : dans quelques mois, le résultat de la présidentielle pourrait s'apparenter à un coup de massue psychologique pour des millions d'électeurs qui n'y auront pas été préparés, enfermés dans une bulle sociologique et informationnelle qui les aura rendus hermétiques au reste de la société, persuadés que leurs idées étaient majoritaires. M

INDISCRÉTIONS

Une Assemblée en roue libre

À moins de six mois de la présidentielle, les députés du bloc central ne font plus beaucoup d'efforts. *« J'ai l'impression d'assister à l'effondrement de l'Empire romain,* lâche un conseiller parlementaire. *Certains misent tout sur leur circo pour sauver les meubles. D'autres multiplient les contacts avec les boîtes privées parisiennes pour préparer l'après. Enfin, une poignée passe son temps à se poivrer la gueule en se disant qu'ils ont bien vécu pendant dix ans. Résultat : beaucoup s'en foutent des textes de lois, dont le projet de loi de finances. »* Allez, plus que quelques mois à tirer. ***M.J.***

Aveugles cherchent labradors

Ces élus du bloc central semblent eux aussi perdus. En cause : la multiplicité des candidatures dans leur camp. Certes, certains prétendants ont déjà enregistré des soutiens chez les parlementaires, mais d'autres n'osent pour l'instant pas se mouiller. *« J'attends de voir quelle écurie est la plus forte pour miser dessus »,* explique un député courageux. Un autre ajoute : *« Soit vous faites partie du noyau dur d'un candidat et celui-ci fera le forcing pour vous recaser s'il se retire… mais si ce n'est pas le cas, vous êtes mort. Il est donc urgent d'attendre. »* Allez dire ça aux élus du Rassemblement national et de La France insoumise, déjà tous en ordre de bataille dans la campagne. ***M.J.***

Les petits arrangements du fisc

Ce lundi 9 novembre, la Cour des comptes présentait sa note sur les niches fiscales et son rapport sur le redressement des finances publiques. Si le crédit d'impôt recherche figure en tête des niches, avec 8 milliards d'euros par an, la Cour ne propose pourtant pas de le raboter. Étonnant ! L'explication : un rapport complet lui sera consacré en janvier. Selon nos informations, la DGFiP

Ugo Amez / Sipa

y serait étrillée pour sa gestion du dispositif : arrangements négociés lors de contrôles fiscaux, enjeux industriels, voire menaces de licenciements, pesant dans la balance au moment de l'attribution de faveurs fiscales aux entreprises. Ce n'est pas tout : le caractère innovant des travaux engagés par les boîtes serait apprécié de façon discutable, et les curseurs seraient modulés en faveur des grands groupes ! Un pas de plus dans la critique d'une niche déjà contestée : Sanofi en touche plus de 100 millions d'euros par an, tout en réduisant ses effectifs de R&D. **E.L.**

Le grand soulagement de Retailleau

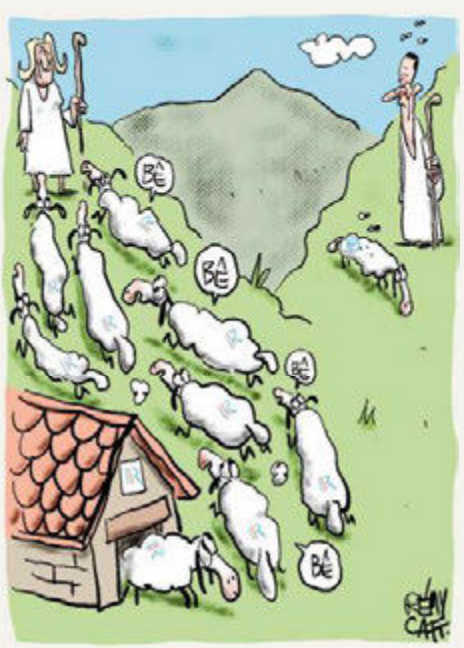
Dans l'entourage du sénateur de Vendée, on respire (un peu) mieux depuis le plaidoyer du candidat LR à la présidentielle en faveur d'une primaire de la droite et du centre. *« On a refilé le mistigri »,* résume un proche de Bruno Retailleau, pour qui la pression s'exerce désormais exclusivement sur Édouard Philippe, qui refuse toujours un tel processus de départage. Un peu plus d'air peut-être, mais toujours pas de vent dans les voiles pour la candidature du patron des LR, qui fait jeu égal avec David Lisnard dans les sondages. *« On voyait tous venir l'effondrement d'Édouard* [Philippe] *»,* poursuit notre cadre, qui n'avait pas, en revanche, prédit un report de voix au profit du maire de Cannes. Inquiétant à ce stade de la campagne ? *« Actuellement, les électeurs de droite sont très liquides, très gazeux et surtout, très dépendants du robinet CNews-Bolloré, donc ça fluctue beaucoup* [selon la personnalité mise en avant à l'antenne]. *Un jour, c'est Lisnard ; un jour, c'est Knafo, et un jour, c'est Bruno ! Et puis, il y a les réseaux. Même nos petits vieux passent leurs journées sur Facebook et Instagram, on n'avait jamais vu ça avant. Ils suivent les gros mouvements, ils s'embarquent, bref ça monte et ça redescend. »* Pour un candidat à la présidentielle, mieux vaut tout de même dans un sens que dans l'autre. **T.V.**

L'info en plus

Saint-Germain-des-Prés brûle !

Le monde de l'édition est quelque peu dans l'embarras en cette nouvelle rentrée. Une maison, surtout, Madrigall (propriétaire de Gallimard, de Flammarion ou encore de POL) qui a raflé la quasi-totalité des prix littéraires, au détriment des autres structures, ivres de rage. Goncourt, Renaudot, Femina, Flore, bref, un véritable raz de marée pour le groupe possédé par Antoine Gallimard, alors que la distribution des prix littéraires suit d'habitude une prudente règle tacite de répartition entre grandes maisons. *« On est dans une rentrée très mouvementée. Je n'arrête pas de répondre aux journalistes, c'est délicat… »,* répond une cadre du groupe. *« Ce n'est pas normal. C'est même scandaleux pour de nombreux auteurs qui méritent d'être sur une liste ! »,* fulmine un auteur reconnu et primé par le passé. *« Que les bons livres aient des prix, oui, bien sûr, mais qu'il y ait une telle concentration, non ! »,* ajoute un éditeur. La république des lettres transformée en oligarchie ? On tombe des nues… T.V.





LA FUITE DU TROUPEAU

"Bardella ne sera jamais Premier ministre"

UN ÉLU LES RÉPUBLICAINS

Chez les élus de droite, beaucoup s'attendent à observer au printemps une future transhumance des personnalités historiques LR vers le Rassemblement national, où l'herbe semble déjà plus verte. Et au petit jeu de la politique-fiction, certains y vont de leur prono. *« Bardella ne sera jamais Premier ministre,* assure un élu. *Si Marine Le Pen l'emporte à la présidentielle, elle nommera un élu de droite pour sceller l'union afin de l'emporter aux législatives. »* En cas de victoire, donc, Marine Le Pen semble ne plus avoir qu'à sonner la cloche pour attirer le troupeau. M.J.

Mélenchon a-t-il vu la Vierge ?

Découvrant le programme de La France insoumise pour l'élection présidentielle, le commentaire de ce parlementaire de gauche qui n'apprécie guère le líder máximo : *« On sent que Jean-Luc Mélenchon, qui arrive à la fin de sa vie, est en pleine crise de foi ! »* La preuve ? Son projet d'écorégions, construites à partir des bassins versants des cours d'eau, une célébration de la nature, manifestation d'une sorte de délire *« théologico-politique »* aux yeux de notre interlocuteur, qui avait déjà vu dans l'épisode de la perquisition au siège de La France insoumise et de la sortie de Jean-Luc Mélenchon – *« La République, c'est moi ! »* – une *« vision christique symbolique »* : *« Jean-Luc Mélenchon considère que son corps est sacré et qu'il en fait don pour le peuple. »* En tout cas, lui n'est pas près de communier avec les Insoumis. **F.D.**



Eliot Blondet / Abaca

La grande intimidation

LES NOUVEAUX FLICS



AU BOURGET (Seine-Saint-Denis), le 7 novembre, Jean-Luc Mélenchon, entouré de ses fidèles – Manuel Bompard, Aurélie Trouvé et Bally Bagayoko de g. à dr., a présenté son programme pour 2027.

DE LA PENSÉE

Après l'attentat de Trappes, la riposte politique vire à la mise à l'index : médias à interdire, mots à proscrire, rivaux politiques mis au pilori. Ou comment la gauche radicale entend dicter, au nom de l'antiracisme, ce qu'on a le droit de dire. ***Par Ève Szeftel***

Après les émeutes du 17 octobre, les premières comparutions immédiates livrent un bilan : 30 % des personnes incarcérées sont étrangères ; les trois quarts sont de nationalité algérienne, marocaine ou tunisienne, selon le ministère de l'Intérieur. Parmi les 70 % de Français restants, combien de jeunes issus de l'immigration étaient impliqués ? La question, qui porte en elle celle de l'intégration, va bientôt être au cœur de la polémique.

Mais ce débat n'a pas le temps de s'installer que survient l'attentat raciste de Trappes, le 23 octobre. Il y a un lien avec ce qui précède : l'assassin de Pengo Bossio Wangi a indiqué avoir voulu venger les commerçants. Mais personne ne l'établit. De même, qui relève que seule l'intervention de cinq policiers de la BAC a permis d'éviter un carnage – ces mêmes policiers conspués par une partie de la jeunesse aux cris de « Acab » et par Jean-Luc Mélenchon, pour qui « *la police tue* » ?

> ***"Interdire le RN de parole publique ? Bien sûr."*** **BALLY BAGAYOKO,** maire de Saint-Denis, LCI, 25 octobre.



Le sang des victimes n'a pas encore séché qu'Ali Rabeh, le maire Génération.s de Trappes (lire notre article, p. 17), attaque bille en tête : « *Soyez tous lucides sur votre responsabilité, tous, y compris vous les journalistes.* » Le ton est à la menace, à peine voilée. Jean-Luc Mélenchon s'indigne qu'on attribue aux Insoumis une responsabilité morale dans les violences ayant émaillé le mouvement lycéen, mais le 26 octobre à La Courneuve, entouré des élus noirs du mouvement, le leader insoumis éructe contre le racisme, promettant « *la déchéance des fonctions d'autorité pour ceux qui, d'une manière ou d'une autre, auront signifié qu'ils en sont infectés* ». Pour son grand meeting du Bourget, le 7 novembre, il enfonce le clou : cet attentat est « *le résultat d'un martèlement médiatique raciste décomplexé* », accuse l'ancien sénateur, qui menace, « *une fois au pouvoir* », de poursuivre « *au peigne fin le racisme, par tous les moyens légaux, par toutes les punitions déjà prévues, et par celles que nous y ajouterons* ». Filant la métaphore hygiéniste, il ajoute : « *Les structures sous influence seront méthodiquement décontaminées, du sol au plafond.* »

L'opération a pour Mélenchon un double avantage : un, se poser en protecteur ultime des Français d'origine étrangère, dont il pense ainsi s'assurer le vote, contre « *l'extrême* ●●●



droite raciste » ; deux, radicaliser l'affrontement avec le reste de la gauche, assimilé au macronisme, voire à l'extrême droite. Contre eux, tout est permis. « *Des commentateurs me recommandent de mettre de l'eau dans mon vin pour séduire et être moins clivant. Je ne le ferai pas* », justifie Mélenchon au Bourget.

« Macron est de retour », « Glucksmann n'est pas un camarade » : chahuté à chaque apparition publique ou presque depuis deux ans – au point qu'il avait renoncé, pour des raisons de sécurité, à défiler aux côtés des lycéens –, le candidat social-démocrate est copieusement hué lors de la manifestation syndicale du 5 novembre. Il ne peut parcourir que 27 m avant de devoir, cerné par les black blocs, quitter la place de la République à Paris. Qui bafoue le plus le droit à manifester : le ministre de l'Intérieur ou cette gauche sectaire ? Interrogée sur France Inter, le lendemain, la députée insoumise Clémence Guetté se garde bien de condamner : « *Ce n'est pas mon sujet* », élude la vice-présidente de l'Assemblée nationale. Avant d'ajouter : « *Chacun prend ses responsabilités* » et de laisser entendre que le vainqueur de la primaire socialiste, parce qu'« *il s'inscrit dans la droite ligne de l'héritage macroniste* », mérite en somme son sort.

Décontaminer les médias

Interdiriez-vous d'antenne des élus du RN ? « *Oui, à partir du moment où ils tiennent des propos racistes* », répond le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, sur LCI. Si le parti frontiste est aussi haut dans les intentions de vote, c'est qu'on lui a laissé dérouler sa propagande raciste, explique-t-il. Il s'agit pour ces nouveaux censeurs d'appliquer à la France le « *cordon sanitaire médiatique* » instauré en Belgique contre l'extrême droite néonazie. « *Désormais, les médias qui invitent un cadre du RN ou de Reconquête ! acceptent le risque que ses propos, largement diffusés, servent de mobile au prochain attentat. Si vous le faites, c'est en conscience* », déclare sur le réseau social X l'avocat Seydi Ba.

Lancée depuis plusieurs mois, la pétition pour interdire CNews franchit début novembre le cap des 500 000 signatures, nécessaire à la tenue d'un débat dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Le 8 novembre, elle s'approchait du million. Même la patronne de la CGT, Sophie Binet, refuse la présence même de CNews à ses points presse. La contestation s'étend à BFMTV (lire p. 16), accusé de « *banaliser le racisme* » parce que la journaliste Sonia Mabrouk, transfuge de CNews, a reçu Éric Zemmour après la tuerie de Trappes et tend chaque dimanche le crachoir à Robert Ménard. La rédaction la rend responsable des agressions dont les journalistes de la chaîne qui couvrent les manifestations font l'objet. Mais n'est-ce pas plutôt Jean-Luc Mélenchon qui a sonné l'hallali lorsqu'il a invité BFM à se « *calmer sur les remarques racistes de toute sorte, parce que ça commence à bien faire* » ? Ingrat : la chaîne avait diffusé en intégralité son discours de La Courneuve…



« *Il faut interdire que quiconque puisse continuer […] à diffuser la théorie du grand remplacement* »
ALI RABEH, maire de Trappes, BFMTV, 25 octobre.



« *Les médias qui invitent un cadre du RN […] acceptent le risque que ses propos, […] servent de mobile au prochain attentat* » **(SEYDI BA, AVOCAT,** Twitter, 29 octobre)

Haro sur les mots

Interdire les médias ne suffit pas, il faut proscrire certains mots. Ali Rabeh appelle sur France Inter à changer la loi sur la presse et à sanctionner toute personne qui véhiculerait la théorie du « grand remplacement ». Selon un sondage publié en 2022, plus de la moitié des Français (53 %) considéraient que cette thèse « *correspondait à une réalité en France* ». Ils étaient aussi nombreux à la juger « *raciste* ». S'il faut poursuivre en justice plus de un Français sur deux, ça va faire du monde…

Mais il y a mieux. « Français issus de l'immigration » était jusqu'à présent une catégorie statistique neutre, utilisée couramment par l'Insee. Mais l'employer équivaut désormais à une insulte raciste. Pour avoir osé dire que « *dans les images des pillages il y avait un nombre important de jeunes Français issus de l'immigration* », Édouard Philippe et la présentatrice du 20 heures de TF1 ont subi les foudres de Jean-Luc Mélenchon. « *Anne-Claire Coudray reprend à son compte les calomnies racistes d'Édouard Philippe. Lequel déroule son discours dégoûtant sans être interrompu* », a grondé le fondateur de LFI.

Deux jours plus tard, le journaliste Jean-Michel Aphatie s'en prend à son tour au candidat centriste, avec le même argument : « *Français issus de l'immigration* » serait une expression raciste. Applaudissements nourris sur le plateau de « Quotidien », la grand-messe cathodique de la gauche bien-pensante.

Puis c'est au tour de Sandrine Rousseau. Au micro de Sud Radio, elle accuse Édouard Philippe d'aller « *chercher les voix de Bardella (…) Qu'il revienne dans le champ de la République.* »

Manolo Mylonas / Divergence - Jeanne Accorsini / Sipa - Alexis Jumeau / Abaca -



LA JEUNNESSE a fait siens les slogans contre les chaînes d'information en continu, telles que BFMTV et CNews. Ci-contre, lors de la manifestation du 24 octobre.

Le précédent Tribalat

L'hystérie autour des statistiques ethniques n'est pas nouvelle. Dans leur enquête sur l'immigration, *le Grand Silence,* les journalistes Géraldine Woessner et Erwan Seznec rappellent la campagne dont la démographe de l'Ined Michèle Tribalat, plutôt située à gauche, a été victime à la fin des années 1990 de la part de son collègue Hervé Le Bras. Son crime ? Avoir voulu mieux documenter les trajectoires des immigrés sur plusieurs générations, ainsi que les discriminations. *« Le procès politique a remplacé la discussion de méthode. Tribalat n'est plus seulement une démographe discutant des catégories d'enquête. Elle devient le symptôme d'un danger : celui d'une statistique qui, en prétendant mesurer les origines, ferait planer le spectre du racisme sur l'ensemble de la République »,* écrivent les auteurs. Cette affaire, qui fait de la chercheuse une paria, met un terme à sa carrière. Au même moment, celle de François Héran, qui dirigera l'Ined, décolle. En février, le professeur au Collège de France était la caution scientifique d'un colloque de l'Institut La Boétie, le laboratoire d'idées de La France insoumise, sur le thème « Immigration : faire face à la submersion xénophobe ». Rien ne se perd, rien ne se crée.

Avant de déclarer qu'elle refuserait un débat avec l'ancien Premier ministre en raison de ses propos : *« Débattre, ça voudrait dire reconnaître que des positions racistes sont légitimes dans le débat politique »*. Sans débat, tout est plus simple.

« Mais on rêve ou quoi ? Bien sûr qu'il y a des Français issus de l'immigration et ils sont Français, ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs », s'insurge Philippe. Après avoir dénoncé *« une police de la pensée imposée par l'extrême gauche »* et rappelé que Mélenchon *« est le premier à utiliser les codes de l'antisémitisme »* ainsi que *« le terme de racisé »*, il affirme : *« Oui, il y a un problème d'intégration, et on n'aurait pas le droit de le dire ? »*

« Il faut toujours dire ce que l'on voit ; surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit », disait Charles Péguy. Désormais, il est interdit de dire ce que l'on voit, et même de voir ce que l'on voit. Et ceux qui ont la prétention de vouloir décrire le réel sont les premiers à monter sur l'échafaud. Ce qui est arrivé à Jérôme Fourquet en offre une sinistre illustration. Le 26 octobre, le politologue est interrogé par *le Figaro* sur le profil des émeutiers. Il explique qu'au terme d'une première analyse rapide, forcément imparfaite, portant sur 70 individus déférés devant les tribunaux, il ressort que *« trois quarts d'entre eux portaient des prénoms arabo-musulmans ou africains »*. La première à lui tomber dessus est Alexandra Gonzalez, journaliste police-justice à BFMTV. Elle conteste sa méthode, évoquant *« un échantillon non représentatif »*. « Quotidien » prend le relais, avec toujours Aphatie dans le rôle du procureur, flanqué cette fois de Salhia Brakhlia. La journaliste politique feint de s'interroger : *« C'est quoi un prénom arabo-musulman ? C'est quoi un prénom africain ? Sarah, Jasmine ? Sarah, vous le mettez dans quelle catégorie ? »* Comme si les émeutiers n'étaient pas à 95 % des hommes...

En attendant une étude plus exhaustive, on peut se référer à celle menée par l'Inspection générale de la justice et l'Inspection générale de l'administration après les violences urbaines consécutives à la mort de Nahel Merzouk en 2023. À Paris et en petite couronne, *« une grande majorité des émeutiers interpellés sont des jeunes individus de nationalité française, mais originaires de l'immigration (deuxième ou troisième génération), principalement du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne »*, pouvait-on y lire. *« Cette polémique est ridicule,* s'agace un préfet. *Dans mon département, on a regardé : 95 % des jeunes qu'on a interpellés ont un prénom arabo-musulman. Bien sûr, il ne faut pas s'arrêter à ce constat et tenter de comprendre pourquoi et comment on en est arrivés là. Mais si même le constat devient impossible... »*

Après les journalistes et les chercheurs, est-ce au tour des livres d'être mis au pilori ? Déjà certains ouvrages étiquetés d'extrême droite sont introuvables dans les librairies des arrondissements de gauche, qui ne mettent en avant que les publications progressistes. Le 6 novembre, des militants du mouvement Alternatiba sont allés plus loin en *« déménageant »* une boutique Relay à la gare Montparnasse. Une vidéo les montre retirant livres et magazines des rayons sous la banderole « La propagande d'extrême droite tue », référence à l'attentat de Trappes. Cet autodafé symbolique s'inscrit dans une campagne qui dure depuis plusieurs mois pour exiger de Jean Castex, PDG de la SNCF, qu'il mette fin au *« monopole accordé au milliardaire Vincent Bolloré, propriétaire de l'enseigne, qui cherche à imposer les idées d'extrême droite dans l'espace public ». « Il n'y a pas de surreprésentation des journaux, ni des livres du groupe Bolloré dans les magasins Relay,* conteste un haut fonctionnaire du ministère des Transports. *Lagardère Travel Retail France applique scrupuleusement la loi Bichet »*, qui régule la distribution de la presse depuis 1947. Mais qui se soucie encore de la loi ? De la rationalité ? Et même des faits ?

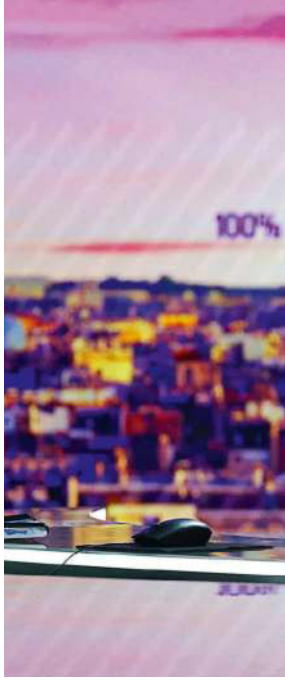


"Nous avons un cadre du débat national où certaines opinions ne sont pas tolérées."
SANDRINE ROUSSEAU, Sud Radio, 5 novembre



"Anne-Claire Coudray reprend à son compte les calomnies racistes d'Édouard Philippe. [...] Je n'irai pas au "20 heures" de cette chaîne" **JEAN-LUC MÉLENCHON,** X, 1er novembre

Isa Harsin / Sipa - Alain Robert / Sipa



CONTROVERSE Pour la Société des journalistes de BFM, "un fossé se creuse entre les gens en plateaux et ceux qui sont sur le terrain". Elle dénonce l'importance des émissions de débat, dont fait partie le programme de Sonia Mabrouk.

Flux tendu

Accusé de racisme, BFM dans la tourmente

La rédaction de BFMTV craque sous la pression de LFI et de la rue, où pullulent les accusations de racisme depuis l'arrivée de Sonia Mabrouk. ***Par Mélanie Lepoutre***

L'opération de communication a tourné à la déconfiture. Le 2 novembre, Igor Sahiri, grand reporter à BFMTV, accepte une invitation de l'émission « Quotidien », pour *« défendre le reportage sur la chaîne et expliquer pourquoi les attaques* [la] *visant étaient fausses et mettaient en danger les journalistes de terrain »*, se justifie-t-il auprès de *Marianne*. Interrogé par Yann Barthès et son équipe pour savoir si BFMTV est une *« chaîne raciste »*, le grand reporter pointe d'abord le travail des présentateurs et des éditorialistes. *« Ce qui focalise l'attention, ce sont les plateaux au détriment du terrain* [...]. *Quelques secondes de dérapage d'un invité ou d'un éditorialiste peuvent neutraliser le travail plutôt bien fait de l'ensemble de la rédaction »*, déclare le journaliste. Avant que l'échange ne tourne autour de la présence de Sonia Mabrouk sur la chaîne. Transfuge de CNews, la présentatrice fait l'objet de multiples attaques depuis la rentrée de la part des syndicats de BFMTV, mais aussi de plusieurs représentants de La France insoumise. Concédant un *« malaise »* dans la rédaction, le grand reporter explique que Sonia Mabrouk *« cristallise la haine au sein de BFMTV* [...], *une haine qu'on ressent nous en direct sur le terrain »*. Une déclaration qui a provoqué des secousses dans la rédaction, jusqu'à la principale intéressée. Si Igor Sahiri explique que ses propos ont été mal interprétés, Sonia Mabrouk, elle, ne décolère pas. *« C'est grave !*, nous confie-t-elle. *Ce n'est pas une cible dans le dos à ce niveau mais un pistolet sur la tempe. »*

Les déclarations d'Igor Sahiri sont soutenues en interne par les équipes régie et les journalistes de la chaîne, qui ne supportent pas les accusations de connivence avec l'extrême droite. Le 3 novembre, 160 salariés de Next Prod – société de production liée au groupe RMC-BFM – publient un communiqué pour dénoncer *« la lente dérive idéologique »* de BFMTV. Selon eux, *« le pluralisme ne doit pas se résumer à donner la parole à tous les courants »*. Le lendemain, les membres de la Société des journalistes (SDJ) de BFM prennent la plume pour brocarder eux aussi *« la banalisation de certains propos racistes ou discriminatoires »*. Des déclarations ambiguës. Les salariés veulent-ils la peau de Sonia Mabrouk ? Subissent-ils des pressions de la gauche radicale ? Plusieurs des signataires de la SDJ ont accepté de nous répondre tout en conservant leur anonymat. *« On ne cesse de nous répéter que BFM n'est pas une chaîne d'opinions alors qu'à partir de 16 h 30 y a plus que du talk* [émission de débat]. *Il y a un fossé qui se creuse entre les gens en plateau et ceux qui sont sur le terrain. On veut que les reportages prennent plus de place à l'antenne. On n'est pas des censeurs et il n'y a aucune guerre avec Sonia Mabrouk. »* Pour eux, c'est donc toute la stratégie éditoriale de la chaîne qui est à revoir.



Jean-Baptiste Quentin / LP / MaxPPP

Guerre des mémoires

11 Novembre : une cérémonie face au boycott

La polémique ne prend pas de jour férié. L'instauration d'une cérémonie commémorative obligatoire à l'école quatre jours avant ou après le 11 Novembre embrase l'Éducation nationale. Parue en juillet, la circulaire du ministre Édouard Geffray impose du CM1 au lycée un hommage aux *« morts pour la France »*. Or le texte suscite le rejet d'une grande partie des syndicats enseignants (FSU, SUD, FO), qui appellent au boycott.
Le cœur de la discorde réside dans une phrase. Le ministère justifie la nécessité mémorielle par *« un contexte international troublé, marqué par des formes renouvelées de conflictualité »*. Pour les opposants, ce sous-entendu renvoie à la guerre en Ukraine et fait écho au discours du général Fabien Mandon devant l'Association des maires de France, affirmant que le pays doit être prêt à *« accepter de perdre ses enfants »*. Les syndicats dénoncent une dérive militariste et un conditionnement idéologique visant à préparer les élèves à de futurs conflits. *« Il n'est pas absurde de dire que des dangers géopolitiques nous menacent*, tempère un inspecteur de l'Éducation nationale. *Mais lier la commémoration des grands sacrifices de 14-18 à l'actualité est une maladresse vis-à-vis du milieu enseignant. »*
Cette colère réveille un antimilitarisme enseignant, exacerbé par le climat social. Dans les manifestations, l'amertume règne



Sarah Meyssonnier / Reuters

« Tout ça vient de Mélenchon, il a collé une étiquette dans le dos de la chaîne, fulmine Bruno Jeudy. *C'est malveillant et particulièrement malhonnête »*, ajoute l'éditorialiste présent depuis onze ans à l'antenne. Jean-Luc Mélenchon peut en effet se réjouir. Ses fidèles lieutenants fustigent la chaîne sur les réseaux sociaux en continu. Pour eux, les règles de l'Arcom quant au pluralisme ne comptent pas. La programmation d'un invité d'extrême droite n'est plus *« une ligne éditoriale mais une ligne politique »*, assène le député insoumis Antoine Léaument. Des attaques qui trouvent un écho auprès des manifestants depuis le 17 octobre et que les journalistes de terrain prennent de plein fouet. Impossible de sortir sans un service de protection. Quasi impossible de tendre un micro sans être taxé de raciste ou de facho. La rue est devenue un combat. L'est-elle davantage que lors du mouvement des Gilets jaunes ? *« Pendant les Gilets jaunes, on nous disait qu'on était les putes à Macron mais on savait comment répondre,* justifie l'un des reporters signataires de la SDJ. *Mais face aux accusations de racisme, on ne sait pas. »*

d'autant plus que le budget de la défense aura doublé entre 2017 et 2027, quand celui de l'école progresse plus modestement. Et La France insoumise se nourrit évidemment de la polémique. Édouard Geffray a dû exprimer ses regrets face aux accusations de *« militarisation »* de l'école, affirmant que l'hommage n'a aucune visée d'embrigadement mais s'inscrit dans la transmission d'un héritage civique collectif à tous les enfants. Au milieu de la tempête, l'Association des professeurs d'histoire et de géographie refuse le boycott mais exige le respect de la liberté pédagogique. À l'inverse, l'historien Denis Peschanski fustige ce boycott qui *« relève de l'indignité »*, défendant un texte qu'il juge souple et légitime pour transmettre les valeurs républicaines. ***Marie-Estelle Pech***

Ali Rabeh

La bonne et la mauvaise récupération

En première ligne après l'attentat raciste qui a eu lieu à Trappes, dont il est le maire, l'élu de gauche a réagi en menant campagne pour interdire d'évoquer le "grand remplacement", et a chargé ceux qui ont critiqué l'influence de l'islamisme dans sa ville. *Par Édouard Roux*

« On ne peut pas interdire dans la loi des idées, et il ne le faut surtout pas. En revanche, on peut rendre illégale la parole de ceux qui considèrent qu'il y a un ennemi de l'intérieur. » Sur France Inter, le 30 octobre, soit une semaine après l'attentat raciste de Trappes (Yvelines), qui a fait un mort et sept blessés, le maire de la ville, Ali Rabeh, est monté au créneau en proposant de *« rendre illégale »* la théorie du « grand remplacement ».

Le soir, lors d'un hommage aux victimes de la tuerie, le quadragénaire, repéré par Benoît Hamon et membre de son parti, Génération.s, a fustigé le RN, mais aussi des médias, tel CNews, tous coupables de propager la haine et la division ; Ali Rabeh fait notamment un lien entre la présence d'autocollants du RN et du livre *Mein Kampf*, retrouvés au domicile de Kévin Tessier, l'assassin de Trappes, et les discours radicaux diffusés sur ces chaînes.

De la récupération politique et une tentative de museler la liberté d'expression, disent ses adversaires ; un maire courage pour ses amis de gauche et de gauche radicale. À croire qu'il existe une bonne et une mauvaise récupération ? Quelques heures après l'attentat, le président de la République, dépêché sur place, manquera une occasion de se taire, en parlant du *« premier attentat contre des gens pour leur couleur de peau et leur religion »*. Ali Rabeh, à ses côtés, opine du chef.

Tollé ? Pas pour tout le monde. Le lendemain, les amis de monsieur le maire, Assa Traoré et son clan du comité Adama, renchérissent et disent vouloir s'organiser en groupes de protection autonomes. *« Nous vivons un chaos total, une répression totale, des actes terroristes graves »*, dit-elle. Pas de quoi faire hurler Ali Rabeh, bien au contraire : lors de son passage sur France Inter, il accuse, lui, le RN d'avoir armé symboliquement le tueur de Trappes.

Communautarisme

Des propos *« indignes »*, selon le président du RN, Jordan Bardella, lequel avait demandé, dans une lettre datée de 2021, de *« rendre Trappes à la France »*, après le scandale Didier Lemaire, ce professeur de philosophie menacé de mort pour avoir alerté sur la montée de l'islamisme à l'école. Dans cette missive, le jeune premier de la droite radicale implore l'État de mettre la ville sous tutelle, *« au regard de sa complaisance avec le communautarisme »*, mais aussi de révoquer le maire fraîchement élu, parlant de Trappes comme d'une *« République islamique en miniature »*.

Ce n'est pas la première fois que la ville yvelinoise est décrite comme un vivier communautariste et islamisé. Trois ans plus tôt, les journalistes du *Monde*, Ariane Chemin et Raphaëlle Bacqué, ont publié un livre sur le sujet, *la Communauté* (Albin Michel), qui démontre ce qu'est devenue Trappes… outre le fait que la ville détient le record européen des départs au djihad.

Censure partout

À DROITE AUSSI, UN ESPRIT D'INQUISITION

Faire taire celui qui pense différemment plutôt que débattre avec lui : cette tendance liberticide n'existe pas qu'à gauche. ***Par Aurore Malval***

Ce 1er octobre sur BFMTV, Bruno Retailleau n'imagine pas que, quelques semaines plus tard, c'est son nom qui sera inscrit sur des pancartes brandies par des manifestants disant vouloir priver de parole publique ceux qui incitent à la haine. L'attentat de Trappes n'a pas encore eu lieu, et il s'agit alors de sévir après les premières violences constatées dans les mobilisations lycéennes. Alors, le patron de LR *« pose une question »* – elle lui a été soufflée par François-Xavier Bellamy, l'eurodéputé que Jean-François Copé appelle son *« mauvais génie »*. Il sait qu'elle fera l'objet d'une dépêche de l'Agence France-Presse : *« C'est la question de l'interdiction de LFI. C'est très difficile en droit, mais je la lance dans le débat public »*, balance le Vendéen, après avoir décrit *« un parti qui est fasciné par la violence, qui appelle à la sédition et même qui essaie d'organiser l'insurrection. Ce qui se passe aujourd'hui devant les lycées*, dit-il, *c'est la répétition générale de ce qui pourrait se passer en 2027 si Madame Le Pen gagnait. »*

Empêcher toute reconstitution d'une Nupes

En matière de stratégie politique, rien de nouveau sous le soleil des LR : taper sur LFI constitue depuis plusieurs mois l'un des axes de la campagne de Bruno Retailleau. Objectif : instaurer le match avec Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, mais aussi préparer les élections législatives. La diabolisation de La France insoumise est un moyen d'imposer un cordon sanitaire pour empêcher toute reconstitution d'une Nupes ou NFP bis – alors qu'en cas de victoire de Marine Le Pen les gauches pourraient être tentées d'oublier leurs querelles face au péril de l'extrême droite. Mais l'appel à interdire un parti, fût-il formulé sous forme de question, est rare dans une famille politique qui, si elle ne voit en général aucun problème aux censures administratives (interdictions de manifester, assignations à résidence de syndicalistes, suppression de contenus sur les réseaux sociaux et autres blocages de plates-formes), se targue de défendre farouchement la liberté d'expression. D'où les acrobaties exécutées par le même Retailleau le 3 novembre sur BFMTV : à la question d'interdire Reconquête! en raison des propos racistes proférés par son chef, Éric Zemmour, le candidat LR botte en touche : *« C'était des condamnations ponctuelles sur un homme, mais il n'a pas, si j'ose dire, un projet global, total, vous voyez, qui me laisse à penser qu'il est antirépublicain ou antidémocrate, ce qu'est aujourd'hui LFI. »* Sur le plateau, la démonstration ne semble guère avoir convaincu.

« On a sorti [cette proposition] *en temps "calme" en se disant "on va créer le match" »*, raconte un proche de Bruno Retailleau. Elle s'est vue ensuite *« percutée par la météorite du 17 octobre »*. Deux jours plus tard, Gérard Larcher, le président LR du Sénat à la réputation de modéré, joint sa voix à celle du chef de son parti : *« LFI est un parti politique qui concourt à l'expression de la nation. Je l'entends. Mais il tient une grande part de responsabilité dans le discours de haine. Je pense que la question* [de son interdiction] *peut être posée. »* LR enfin uni dans la détestation de LFI ? *« Larcher a une véritable opposition sur le fond des valeurs avec Mélenchon, il le voit vraiment comme quelqu'un qui se bat contre la République »*, appuie un cadre LR. Pour un sénateur de gauche, la sortie du deuxième personnage de l'État prend sa source dans un *« compte personnel à régler avec Jean-Luc Mélenchon ». « Souvenez-vous du "Ferme ta gueule"* [Larcher s'adressant à Mélenchon au micro de RTL en 2023] *! Ils sont arrivés ensemble au Sénat, Gérard Larcher a un problème avec Mélenchon, pas avec La France insoumise – il ne comprend même pas ce que c'est. »*

Côté média, le groupe Bolloré, qui fait la pluie et le beau temps dans les intentions de vote du peuple de droite, règle lui aussi ses comptes à longueur d'antenne avec La France insoumise. Au mois de juin, l'Arcom a mis en demeure CNews pour *« déséquilibre manifeste et durable »* dans l'expression des courants de pensée et d'opinion. Comment pourrait-il en être autrement ? Au sein de la chaîne, qui revendique pour slogan « La liberté d'expression n'a jamais fait autant parler », chaque écart de ligne est sanctionné immédiatement par l'omniscient directeur général, Serge Nedjar. Plusieurs éditorialistes ont ainsi écopé de semaines de suspension pour avoir exprimé leur sensibilité sur la question du conflit israélo-palestinien. D'autres ont même été purement évincés après s'être opposés à Xenia Fedorova, chroniqueuse russe vedette de CNews et porte-voix du Kremlin. M



LE CHEF DES RÉPUBLICAINS est soutenu par le président du parti au Sénat, Gérard Larcher, dans son souhait de faire interdire LFI.

Raphaël Lafargue / Abaca



Élodie Grégoire / Abaca

Daniel Cohn-Bendit

“Interdire des partis, c’est débile”

L’ancien eurodéputé défend la liberté d’expression et alerte sur l’autoritarisme de LFI, “du pain bénit pour Marine Le Pen”. ***Propos recueillis par Jean Quatremer***

Marianne : Une bonne partie de la gauche, à commencer par LFI, est de plus en plus allergique aux divergences d’opinions. Cela vous rappelle quelque chose ?

Daniel Cohn-Bendit : C’est le comportement traditionnel des organisations staliniennes ou trotskistes. Elles ne voient, par exemple, aucune contradiction entre le fait de défendre la liberté de manifester et leur refus de laisser Raphaël Glucksmann rejoindre les cortèges ou les socialistes s’exprimer. Cela montre comment une organisation sans démocratie intérieure qu’est LFI gouvernerait la France : « Nous avons raison, ceux qui ne le comprennent pas sont les ennemis de notre socialisme et doivent donc être réduits au silence. »

On pensait cette page d’intolérance refermée avec la chute du communisme, en 1990…

On pouvait l’espérer, mais la tentation de la radicalité a toujours existé face à un système capitaliste injuste qui donne envie de renverser la table sans bien réfléchir à ce qui viendra ensuite. Une partie de la jeunesse, confrontée à des perspectives peu réjouissantes et sans forces politiques démocratiques capables de dialoguer avec elle, tombe dans le piège où sont tombés des milliers d’intellectuels face au communisme en soutenant majoritairement LFI.

En 1968, la gauche radicale voulait interdire d’interdire. Aujourd’hui, elle veut interdire tout ce qui ne pense pas comme elle.

Effectivement, il est surprenant que des gens pensent que l’interdit est une réponse adaptée à ce qui nous dérange. Que CNews soit insupportable ou ne respecte pas son cahier des charges, je l’entends. Mais exiger aujourd’hui son interdiction, cela ouvre la porte à l’effacement de tous ceux qui ne sont pas des « camarades ». La course à l’échalote a déjà commencé : maintenant LFI s’attaque à BFM, à LCI, à TF1, sans compter les pressions que subissent les journalistes « mal-pensants » dans les journaux de la part d’une partie des rédactions radicalisées.

On parle même d’interdire des partis : LFI, le RN…

C’est débile. Si on est en désaccord avec LFI ou le RN, il faut s’opposer radicalement à ces partis, mais on n’interdit pas parce qu’on n’aime pas. Certes, l’un joue avec l’antisémitisme, l’autre avec le racisme, mais il faut simplement les combattre dans le champ des idées. Ce n’est pas en préconisant une politique autoritaire qu’on défend la démocratie.

Dire qu’il y avait une dimension ethnique lors des émeutes du 17 octobre, c’est pour la gauche du racisme…

Il faut pouvoir dire qu’on a un problème pour en identifier les causes profondes afin d’essayer de le résoudre. Ainsi, quand on vit dans une banlieue où il n’y a rien et qu’on découvre la richesse de Paris, on explose. Ça ne justifie rien, mais il faut expliquer d’où vient la violence. Ensuite, il est évident que les populations immigrées qui se sont succédé ont des histoires différentes. Ainsi, la radicalisation d’une partie de l’islam dans le monde creuse un fossé avec les sociétés d’accueil et avec les autres populations immigrées. C’est un débat légitime. Simplement, si quelqu’un dit une bêtise, par exemple sur le « grand remplacement », il faut le contredire, pas le réduire au silence, ce qui ne résoudrait rien. Cela me rappelle les agressions sexuelles commises par des hommes d’origine africaine sur des centaines de jeunes femmes lors du Nouvel An 2016 en Allemagne : c’était réel, mais seules quelques centaines d’hommes étaient impliqués. En voulant interdire le débat au nom de l’antiracisme, on a nourri le fantasme qu’il s’agissait de dissimuler qu’il y avait eu des agressions de « masse ».

La radicalité de LFI n’est-elle pas la garantie d’une victoire du RN ?

Absolument ! En 1968, après la plus grande grève générale de l’histoire, une large majorité du peuple, y compris ceux qui avaient fait grève, a voté de Gaulle, cela a été la « chambre introuvable ». Une gauche qui n’est démocratiquement pas fiable perd toujours : c’est ce qu’a compris François Mitterrand en 1981. Ce que fait Jean-Luc Mélenchon, c’est du pain bénit pour Marine Le Pen. Elle n’est pas fiable non plus, mais elle ferme sa gueule. M



ABDUL EL-SAYED, candidat démocrate, réagit après sa victoire lors des élections de mi-mandat, le soir du scrutin à Détroit, dans le Michigan, le 4 novembre.

Brian Snyder / Reuters

Abdul El-Sayed

"Djihadiste" pour Trump, espoir pour les démocrates

Élu premier sénateur musulman des États-Unis, il a fait de sa foi un ressort de campagne. Face à Trump, ce caméléon promet de rendre coup pour coup. **Par Marina de Russé**

La nuit de la victoire, à Détroit, il décline son nom en entier : « *Abdulrahman Mohamed El-Sayed.* » Toute la campagne, il a répondu « *inch'Allah* » sur l'issue du scrutin. Ce soir, promet-il, « *nous pouvons transformer cet inch'Allah en…* » La salle complète : « *Al-hamdoulillah !* », Dieu soit loué. Puis, il se tourne vers Donald Trump, qui l'a appelé Mohamed des semaines durant. « *Donald, je sais que vous avez eu du mal avec mon nom. Après ma prestation de serment, vous pourrez simplement m'appeler sénateur !* »

Cet épidémiologiste de 42 ans, fils d'immigrés égyptiens, arrivera à Washington avec un programme inspiré de Bernie Sanders : assurance maladie pour tous, encadrement du prix des médicaments, régulation fédérale de l'intelligence artificielle, mais aussi fin de l'aide militaire à Israël.

"Il faudrait l'abattre !"

Pour le politologue Matt Grossmann, interrogé par *Marianne*, le rejet de Trump a été, « *de loin, le facteur dominant* » de l'élection d'El-Sayed, alors que 38 % des électeurs du Michigan se disaient moins enclins à voter pour un musulman. Lui s'en amusait en octobre : « *Je dirais que je suis plutôt doué pour quelqu'un qui s'appelle Abdul dans le Michigan.* »

Les attaques sont venues du sommet. Trump le qualifie de « *djihadiste vicieux et violent* », l'accuse d'être membre des Frères musulmans et veut lui faire passer un contrôle au détecteur de métaux à l'entrée du Sénat. En septembre, à la convention républicaine de Dallas, un participant crie : « *Il faudrait l'abattre !* », sans qu'on sache s'il vise El-Sayed ou Zohran Mamdani, cité juste avant.

Ces accusations de proximité avec les Frères musulmans reposent sur trois éléments… fragiles. En novembre 2012, étudiant en médecine, il signe avec 45 Égyptiens d'Amérique une lettre de soutien

“Tu es grossier et odieux, alors je vais être grossier et odieux.” **ABDUL EL-SAYED** à destination de Donald Trump

au président Mohamed Morsi, issu de la confrérie, quelques jours après le décret qui soustrait ses décisions au contrôle des juges. Le texte l'appelle à *« purger les médias et la police »*. Quelques mois plus tôt, sa demi-sœur, Eman Abdelhadi, avait évoqué sur Twitter le militantisme de leur mère chez les Frères dans les années 1970, ce qu'il balaie comme des *« ouï-dire »*. Enfin, cette mère, qui ne l'a pas élevé, a travaillé pour l'Iara, une association caritative ensuite classée terroriste par Washington, sans jamais être poursuivie.

Sommé par un stratège républicain, Tommy Teepell, de désavouer la confrérie, El-Sayed a répondu lors d'une conférence de presse très relayée sur les réseaux sociaux : *« Bien sûr, oui, absolument. »* Avant d'invoquer John Kennedy, premier président catholique, soupçonné en 1960 de prendre ses ordres du pape. *« Je ne suis pas candidat pour être un sénateur musulman. Je suis candidat au Sénat, et il se trouve que je suis musulman. »*

Diplômé de médecine à Columbia

Sa foi, il l'a reçue de son père, un ingénieur d'Alexandrie. Le 11 septembre 2001, il a 16 ans. Sur un terrain de football américain, on le traite d'*« enturbanné »* et d'*« Osama »*. Suivent une bourse Rhodes à Oxford, un diplôme de médecine à Columbia, la direction de la santé publique de Détroit à 30 ans et, en 2018, une défaite à la primaire pour le poste de gouverneur.

En 2009, il finance l'achat de son appartement par un prêt sans intérêt, conforme à la charia, *« par obligation »* religieuse, confie-t-il alors au *New York Times*. Son entourage assure qu'il est aujourd'hui hostile à toute forme de communautarisme. Lui affirme sur Fox News qu'il ne cherche à imposer la charia, *« pas plus, je l'espère, qu'on soupçonnerait un catholique de vouloir imposer le droit canon »*, qui n'a guère d'effet civil hors du Vatican.

C'est sur Israël que sa campagne a divisé les démocrates. L'Aipac, principal lobby pro-israélien aux États-Unis, a dépensé, par le biais de son comité de financement, plus de 30 millions de dollars dans la primaire en publicités pour sa rivale, Haley Stevens, et contre lui. En face, selon Fox News, plus de 115 000 dollars de dons à sa campagne viennent de personnes liées au Cair, principale association de défense des musulmans américains.

El-Sayed évoque régulièrement l'*« apartheid »* et le *« génocide »* à Gaza. En mars, un homme qui venait de perdre quatre proches dans une frappe israélienne au Liban lance son véhicule contre la synagogue Temple Israel, près de Détroit – une attaque qui ne fait pas de victimes. Il est tué. El-Sayed condamne l'attentat mais ajoute que *« les gens blessés blessent à leur tour »*. Il s'en excusera cinq mois plus tard. Lors d'un débat, il juge *« ridicule »* la question de savoir qui, d'Israël ou de l'Iran, menace le plus les États-Unis. *« Totalement rédhibitoire »*, tranche Mike Rogers, son adversaire républicain. Haley Stevens rallie ce dernier l'avant-veille du vote : *« Quand on voit la haine se répéter, ce n'est pas acceptable. »*

Reste la méthode. Sa femme, la psychiatre Sarah Jukaku, le décrit au *New Yorker* comme un *« counterpuncher »*, le boxeur qui contre-attaque. Le jour du vote, à Détroit, il refuse de répondre au correspondant de la chaîne britannique Sky News et lui pose les mains sur les épaules, bras sportifs sous un tee-shirt noir ajusté : *« Vous savez combien de voix je veux au Royaume-Uni ? Zéro. »* Puis : *« Je me fiche de ce que vous pensez et des questions que vous voulez poser. »*

Cette posture est devenue sa marque de fabrique. Le 5 novembre, dans le podcast Pod Save America, il explique que les démocrates, trop attachés à la bienséance, doivent traiter Trump *« comme le guignol qu'il est »* et lui rendre coup pour coup : *« Tu es grossier et odieux, alors je vais être grossier et odieux en retour. »* Faute de quoi, dit-il, la brute *« devient plus forte »*. Il faut, selon lui, *« sortir de l'épisode de “The West Wing” qu'était autrefois* [la] *vie politique* [américaine] », en référence à la série « À la Maison-Blanche ». Quelques jours après l'élection, il a lancé Habibi PAC, un comité destiné à lever des fonds pour ses alliés politiques. Le signe, selon le site The Hill, qu'il entend peser sur l'avenir du Parti démocrate. **M**

Cinq choses à retenir des midterms

Vers une gouvernance par décrets ?
Après la victoire des démocrates au Sénat (54 sièges contre 44 pour les républicains) et à la Chambre des représentants (au moins 254 sièges sur 435), Donald Trump a aussitôt contre-attaqué en nommant Stephen Miller, architecte de sa politique migratoire, secrétaire général de la Maison-Blanche. Un signal clair. Trump pourrait gouverner par décrets et bloquer le Congrès. Mais la victoire ne garantit pas automatiquement l'unité des démocrates, dont l'aile gauche et l'aile modérée se disputent déjà la ligne du parti.

Ces bastions républicains tombés
Au Texas, le séminariste presbytérien James Talarico bat Ken Paxton pour le Sénat et Gina Hinojosa détrône le gouverneur Greg Abbott. Les démocrates n'y avaient plus gagné d'élection à l'échelle de l'État depuis 1994. Au Kansas, que Trump avait remporté de 16 points en 2024, le pasteur Adam Hamilton devient le premier sénateur démocrate depuis 1932. En Caroline du Sud, les comtés pro-Trump ont glissé d'environ 21 points vers la gauche.

Guerre, facture… et puces
La guerre contre l'Iran, le coût de la vie et la hausse du prix de l'essence ont pesé sur le scrutin. Mais aussi l'installation d'immenses data centers indispensables à l'intelligence artificielle. Selon le sondage de sortie des urnes de NBC, 56 % des électeurs en ont fait un facteur crucial ou majeur de leur choix, et ils les ont rejetés dans 40 des 41 référendums locaux.

La bascule des jeunes et des Latinos
Les deux tiers des 18-29 ans ont voté démocrate, et même les jeunes hommes, que Trump avait séduits en 2024, l'ont délaissé. Les Latinos ont voté démocrate à près de deux contre un. Dans le camp républicain, plusieurs élus tiennent pour responsable la ligne migratoire dure de Stephen Miller, celui-là même que Trump vient de promouvoir.

La Californie épargne ses milliardaires
Paradoxe de ces midterms, ce bastion démocrate est en passe de rejeter la Proposition 40, une initiative citoyenne pour une taxe unique de 5 % sur la fortune de quelque 200 milliardaires qui devait compenser les coupes fédérales dans la santé. Le camp du non, financé par les fortunes de la tech, a dépensé plus de 300 millions de dollars, un record. Le syndicat de la santé, qui portait la mesure, promet de revenir à la charge en 2028. **M** ***M.R.***

Casse bonbons

Émeutes : l'État vous refile sa facture

Dès janvier 2027, chaque assuré alimentera un fonds antiémeute : il lui en coûtera en moyenne 5,50 €. Le ministre de l'Économie jurait pourtant que l'État continuerait de payer comme avant. *Par* ***Emmanuel Lévy***

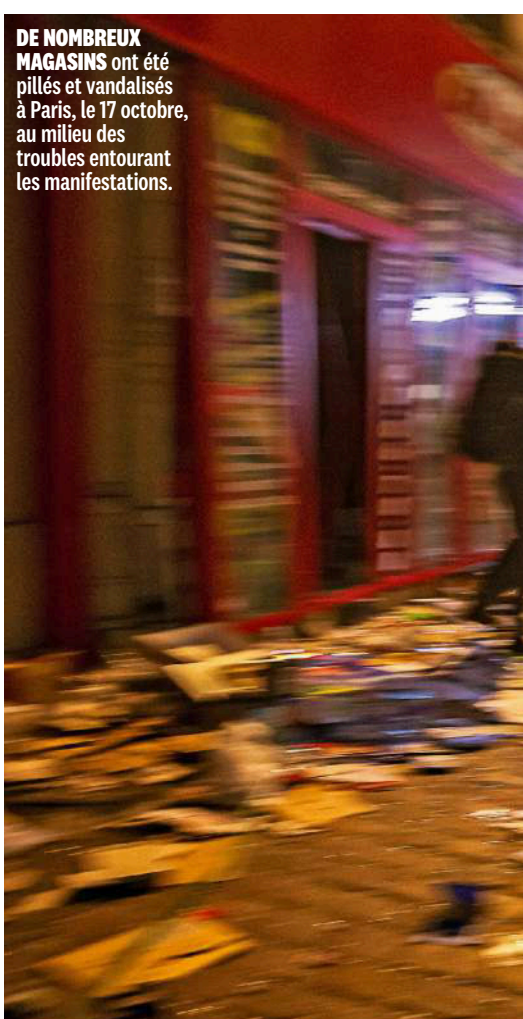
L'hôtel de ville de Limoges, incendié le 17 octobre, sera reconstruit à 80 % par l'État, a promis Sébastien Lecornu, le mécénat couvrant le reste. Les autres dégâts de ce week-end-là – jusqu'à 1,2 milliard d'euros selon Morningstar DBRS (agence mondiale de notation financière) – retomberont sur les assureurs, donc sur les primes 2027.

Et les casseurs ? La loi casseur-payeur, adoptée par le Sénat le 28 octobre, attend encore l'Assemblée… Elle prévoit à ce jour d'engager la responsabilité civile des participants à un attroupement violent et de saisir les prestations sociales des mis en cause. Après les émeutes de 2023 qui avaient suivi la mort du jeune Nahel, tué à Nanterre par un policier, les assureurs avaient indemnisé 793 millions d'euros de dégâts ; l'État en a réclamé huit aux auteurs, dans six dossiers, selon l'étude d'impact du texte. Soit 1 % de la note. En janvier, le député RN Matthias Renault se félicitait d'avoir fait supprimer la « taxe Nahel ». Le 49.3 l'a rétablie, et le Conseil constitutionnel, saisi par le RN, l'a validée.

L'idée de ce fonds vient d'un rapport du sénateur LR Jean-François Husson sur les communes qui peinaient à s'assurer, un problème aggravé après 2023 mais « *limité à 100 à 150 communes sur 35 000* », selon un bon connaisseur du dossier. Le parlementaire l'assume : « *Soit on dit ce que les gens ont envie d'entendre, soit on essaye d'être responsable.* » La députée RN Edwige Diaz s'y est opposée. Elle y voyait, au contraire, une mesure qui « *vise à faire payer les honnêtes gens à la place des casseurs* ». Or 96 % des foyers ont une assurance habitation : presque tout le monde paiera, 5,50 € par an en moyenne (lire ci-dessous). Le fonds vise en réalité d'abord la Nouvelle-Calédonie, qui comptait 1 milliard d'euros de dégâts en 2024 (environ 30 % de la facture totale de la France cette année-là), puis les outre-mer.

Le risque des déserts assurantiels

Pas une taxe, avait juré Roland Lescure, mais « *une certaine solidarité entre assureurs* ». Les assureurs paieront bien 0,8 % de chaque prime auto, habitation ou professionnelle de leurs clients : 450 millions d'euros par an, jusqu'à 2,40 € pour un contrat habitation moyen. Les assureurs « *peuvent choisir* » de ne pas augmenter les tarifs, affirme le Trésor. Le patron de la Macif a fait son choix : « *On va répercuter.* » Selon nos informations, le gros du secteur devrait suivre. Bercy a un



DE NOMBREUX MAGASINS ont été pillés et vandalisés à Paris, le 17 octobre, au milieu des troubles entourant les manifestations.

Assurances : bientôt 235 € de plus par famille !

La taxe émeutes n'arrive pas seule. Au 1er janvier 2027, la contribution attentats passera de 6,50 € à 8,50 € par contrat de biens. Après les mégafeux de l'été, le projet de budget prévoit aussi de porter de 18 à 18,9 % la taxe sur les garanties auto pour financer les pompiers. Et ce n'est pas tout, il faudra compter sur la contribution « exceptionnelle » de 2,05 % sur ces cotisations, que le gouvernement veut reconduire. Surtout, la multiplication des sinistres liés au changement climatique pousse une nouvelle fois les primes au-delà de l'inflation : environ + 7 % en habitation et jusqu'à + 4,5 % en auto, selon le cabinet Addactis, et jusqu'à 10 % pour la complémentaire santé. Pour une famille de quatre personnes, propriétaire de son logement, avec une voiture et une mutuelle : calquée sur l'assiette des catastrophes naturelles, la taxe émeutes lui coûtera environ 5,50 € sur une hausse totale d'environ 235 € en 2027, presque 20 € par mois. Soit une progression de 8,5 %… M

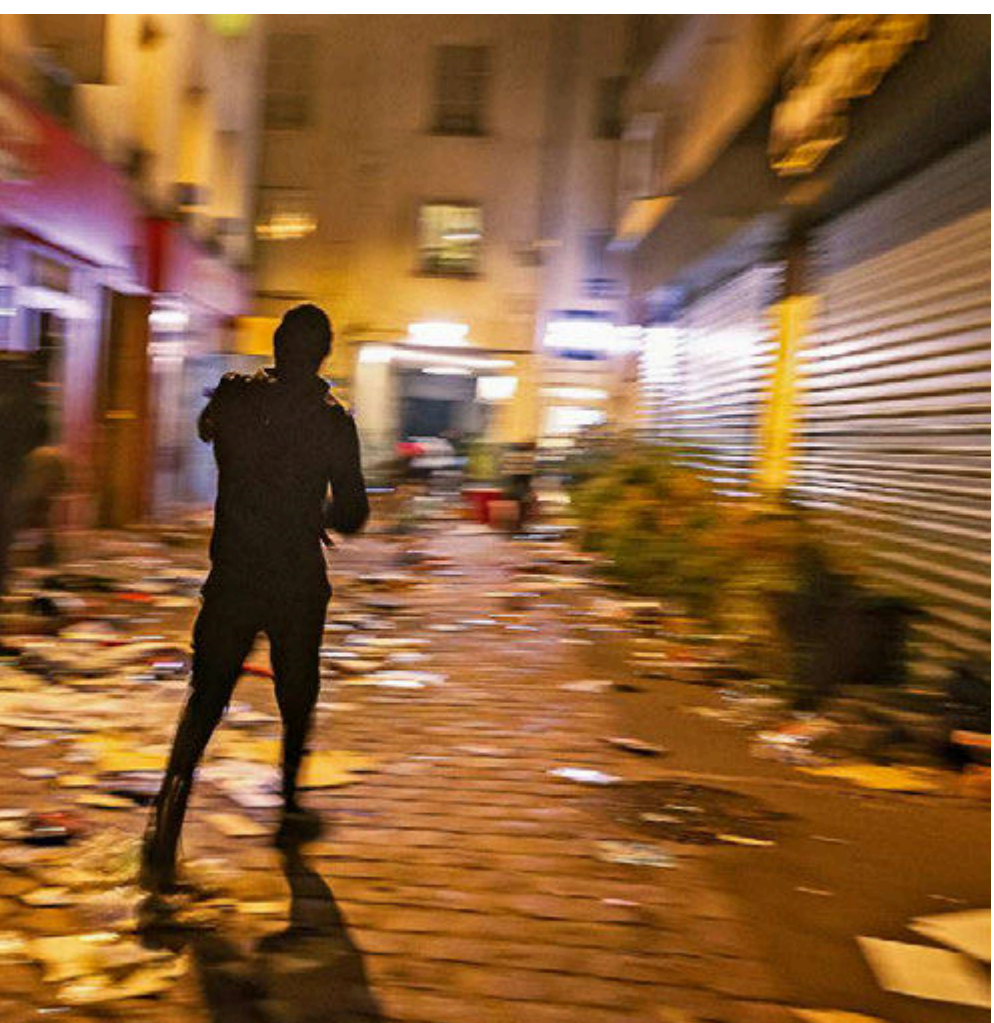
argument. Sans ce filet, aux déserts médicaux que l'on connaît déjà pourraient s'ajouter des déserts assurantiels dans les territoires exposés. Chez les réassureurs – les assureurs des assureurs –, *« la France, en matière de risque émeute, c'est comme le Nigeria »*, lâche un professionnel… et le tarif suit. En début d'année, Verisk Maplecroft (entreprise d'analyse de risque) classait la France septième pays le plus exposé aux grèves, émeutes et troubles civils, trois rangs devant le Nigeria.

L'État, juge et partie

Les critiques ne manquent pas : du RN au MoDem, en passant par Horizons, plusieurs partis ont tenté de supprimer le dispositif. Tout comme LR, alors même que l'idée vient de l'un de ses sénateurs… Depuis 1795, la collectivité répond des dégâts des attroupements ; depuis 1983, c'est l'État, sans qu'il soit besoin de prouver sa faute. Pour les risques cédés au fonds, si on veut faire payer l'État, il faudra prouver sa faute. Pour les pires risques, la facture passe donc du contribuable à l'assuré.

L'État serrait déjà les cordons de la bourse : 28,9 millions d'euros versés de 2015 à 2023, selon la Cour des comptes, après une consigne donnée aux préfets de laisser *« agir d'abord les assureurs »*. Désormais, il se fait payer. Sa garantie au fonds, jusqu'à 4 milliards d'euros par an, est rémunérée, confirme le Trésor, qui en tait le prix. Au tarif des catastrophes naturelles (10,8 % des primes), elle lui rapporterait jusqu'à 54 millions par an, selon nos calculs. Qui dira si les incidents sont bien considérés comme une émeute ? Une commission où siégeront notamment les directeurs du Trésor et du Budget. Les critères de déclenchement de la CCR sont assez objectifs, mais le garant – l'État – sera donc juge et partie.

On ne peut plus, *« à chaque fois, faire appel au contribuable et à la solidarité nationale »*, martèle Sébastien Lecornu pour sa loi casseur-payeur. Le même mois, son gouvernement confirmait donc une contribution de solidarité sur tous les contrats. Le casseur paie rarement, l'État de moins en moins. L'assuré, lui, toujours. M



Frédéric Munsch / Sipa

QUESTION BRÛLANTE

Quel est le profil des pilleurs du 17 octobre ?

La sortie d'Édouard Philippe, qui paraphrasait Charles Péguy – *« Il faut voir ce que l'on voit »* –, a eu l'effet escompté. Le candidat à la présidentielle jugeait *« patente »* la *« surreprésentation »* de jeunes issus de l'immigration lors des pillages du 17 octobre. Un lien entre immigration et pillages aussitôt dénoncé par la gauche. Sur cette question inflammable de l'origine des personnes, le sondeur Jérôme Fourquet a réalisé un compte rendu à partir d'une revue de presse, dans laquelle il a identifié 70 personnes dont le prénom avait été révélé. Conclusion : 75 % d'entre elles portent un prénom arabo-musulman ou d'origine africaine. Ces personnes ne représentent toutefois qu'un petit échantillon des 917 personnes déférées devant la justice.

Que peut-on déduire des profils des émeutiers ? Une note diffusée par le ministère de la Justice au lendemain des événements permet d'y voir plus clair. Entre le 18 et le 21 octobre, sur 186 personnes écrouées pour des faits liés aux violences urbaines, 95 % étaient des hommes, deux tiers âgés de 25 ans ou moins, 70 % de nationalité française et 29 % de nationalité étrangère. Parmi ces derniers : 29 Algériens, sept Marocains et cinq Tunisiens.

Plus de la moitié des personnes écrouées étaient inconnues de la justice. Trois profils se dégagent. Les pilleurs, condamnés pour vol et recel, représentent 46 % des écroués. Les émeutiers condamnés pour violences, outrages ou rébellion envers les forces de l'ordre, comptent pour 26 % des écroués. Enfin, 10 % cumulent les deux types de charges. Une source policière nuance : *« Ce ne sont pas les plus malins qu'on a chopés, ni les plus violents, ce sont surtout ceux qui courent le moins vite. »*

Le défilé de comparutions immédiates qui a suivi apporte un autre éclairage. *Marianne* a assisté à la condamnation de deux jeunes, Sayfaddine et Omar, pour vol et tentative de vol. Les deux ont en commun une famille aimante. Le premier, conducteur de bus, *« adore* [s]*on travail »*. L'autre, 18 ans, obtenait d'excellentes notes dans son BTS commerce et s'est retrouvé dans le box pour avoir volé des glaces et des bonbons. M ***Emilien Hertement***

Casseur-payeur

Supprimer les allocs des parents de délinquants ? On a déjà essayé

Alors que le Sénat vient de voter le projet de loi qui autorise la saisie des prestations sociales, le RN réclame la suppression totale des allocations pour les parents de mineurs récidivistes.

Par ***Marie-Estelle Pech***

En réponse aux violences urbaines d'octobre, le Sénat a voté le projet de loi qui autorise la saisie directe des prestations sociales (allocations, RSA, APL) pour rembourser les dégradations. Le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, a soutenu le texte tout en réclamant début novembre une suppression totale et punitive pour les parents de mineurs récidivistes : *« Si le mineur ne peut pas payer, ce sont ses parents qui paieront jusqu'au dernier euro. »* Il englobe une palette d'infractions bien plus large que les seuls débordements en marge des manifestations.

C'est le passage politique obligé à chaque violence impliquant des mineurs. D'autant plus que ce type de texte est systématiquement applaudi dans les sondages menés auprès des Français. Mais ces velléités de sanctions se heurtent pourtant à un bilan historique très mitigé.

Du PS à LFI, la gauche s'insurge contre ce virage législatif. Elle assure que couper les vivres est inutile et contre-productif car les familles visées sont majoritairement *« déjà en difficulté financière »*. Si Emmanuel Macron souhaite *« sanctionner financièrement »* les parents d'émeutiers, son camp a longtemps temporisé, arguant que *« le retrait des allocations familiales a déjà existé sans donner de résultats probants »*. Sacha Houlié, ancien président de la commission des Lois, fustigeait des idées *« opportunistes »*, ironisant après une proposition d'Éric Ciotti, alors président des Républicains. Ce dernier voulait restaurer une version étendue d'une loi qu'il avait portée sous Nicolas Sarkozy pour supprimer les aides en cas d'absentéisme scolaire répété. L'école buissonnière n'est pas un simple problème scolaire, rappelait-il, mais le point de départ du décrochage social, favorisant le basculement vers les incivilités, le vandalisme et les trafics.

L'arsenal répressif financier a pourtant été largement testé. De 1966 à 2004, une ordonnance permettait de suspendre les allocations des parents d'élèves absentéistes. En 2001-2002, la Cnaf recensait 6 700 familles sanctionnées (un enfant sur 1 000). La mesure fut abrogée en 2004 car jugée inéquitable : elle excluait les parents d'enfants uniques (les allocations familiales débutant au deuxième enfant) et pénalisait lourdement les familles nombreuses. De plus, seuls 20 % des signalements débouchaient sur une sanction, ce qui rendait le dispositif aléatoire d'un département à l'autre.

Un bilan dérisoire

En 2006, le contrat de responsabilité parentale de Dominique de Villepin a donné le pouvoir aux départements de couper les aides. Sauf que les élus locaux ne s'en sont presque jamais saisis, quel que soit leur bord. Le retour à la méthode forte a sonné en 2011 avec la loi Ciotti, centrée sur l'absentéisme scolaire. Son bilan, présenté par le gouvernement socialiste avant son abrogation en 2013, fut dérisoire : seules 619 suppressions eurent lieu en 2011-2012 (dont 142 rétablies). Dans 77 % des cas, *« l'enfant ne retournait pas à l'école »*.

À droite, on objecte que l'absentéisme au collège était de 2,6 % en 2010, chiffre qui n'a cessé d'augmenter depuis. L'abrogation de la loi en 2013 aurait envoyé un signal de laxisme. *« Ce qui compte, c'est l'aspect dissuasif »*, défend Nicolas Daragon, maire LR de Valence, réélu dès le premier tour en mars.

En 2020, après des émeutes, l'élu a fait voter la suspension des aides municipales facultatives (cantine, transports, bourses) pour toute famille dont un enfant subit un rappel à l'ordre. Les maires ne peuvent en effet toucher aux prestations de la CAF. Des années plus tard, le bilan est jugé bon : aucune aide n'a été coupée car les familles convoquées ont toutes accepté l'accompagnement éducatif proposé pour éviter la sanction financière. Quelques maires LR et RN l'ont imité. Validé par les juges car lié à un suivi social, le texte de Valence reste en vigueur. Le débat national, lui, rebondit désormais devant l'Assemblée. M





CERTAINS ÉLÈVES voudraient retourner en cours, mais n'osent pas s'opposer. Ci-contre, le lycée Camille-Vernet, à Valence, le 5 octobre.

Eliot Bernard / PhotoPQR / "Le Dauphiné Libéré" / MaxPPP

Nouveau confinement

Face aux blocus, la colère des parents monte

De Marseille à Tours, des parents n'acceptent plus de voir leurs enfants privés de cours. Sans rejeter les revendications du mouvement, ils dénoncent une stratégie qui compromet l'année scolaire. ***Par Marie-Estelle Pech***

Dans les couloirs des lycées et dans les universités, les chaises restent désespérément vides. Parents et étudiants racontent l'usure du quotidien et l'isolement. Le mouvement conserve un soutien assez large dans l'opinion : nombreux sont ceux qui partagent toujours ses revendications sur les emplois du temps ou les profs non remplacés. Mais les blocages, surtout lorsqu'ils durent, cristallisent le rejet.

L'exaspération monte et se manifeste parfois très concrètement. À Marseille, des parents ont essayé de forcer les blocus – des poubelles et bennes empilées – pour permettre à leurs enfants d'aller en cours. À Tours, au lycée Descartes, le 5 novembre, une cinquantaine de parents, organisés via WhatsApp, ont tenté d'empêcher de jeunes manifestants masqués d'ériger des barricades. Le face-à-face a dégénéré en invectives et bousculades. « *L'escalade de la violence et l'autoritarisme, en bloquant ce qui doit rester accessible, ne sont pas la voie,* témoigne Antoine Pillot, parent mobilisé. *J'invite les manifestants à prendre part aux choix électoraux de 2027.* »

Une vingtaine de sites partiellement bloqués

Sandrine, mère d'un élève de terminale dans la banlieue lyonnaise, refuse d'être cataloguée comme antigréviste : « *Je comprends la colère et manifeste contre la précarité. Mais cela fait un mois que mon fils n'a pratiquement pas eu cours. Il reste dans sa chambre. On revit les pires heures des confinements.* » À Lille, Éric assiste au décrochage de sa fille, en première année de droit : « *Le mouvement est légitime, mais le blocage est contre-productif. Sans cours à distance, ma fille rentre le week-end en pleurant.* »

Xavier-Laurent Salvador, professeur de droit à la Sorbonne, raconte : « *Des étudiants nous supplient maintenant de faire cours, parce qu'ils ont compris que l'année est foutue.* » Certains désapprouvent les blocages votés en assemblée générale, mais n'osent pas y assister, par peur. À l'École normale supérieure de Paris, malgré un vote à 60 % en faveur de la reprise, l'établissement est resté fermé. « *Aujourd'hui, on doit se justifier d'aller en cours plutôt qu'aux manifestations* », déplore Cécile, en licence de biologie à l'ENS de Lyon, où les cours tournent au ralenti depuis trois semaines.

Les universités ont pris le relais des lycées. Les autorités recensent une vingtaine de sites partiellement bloqués, d'autres ont été fermés préventivement par les rectorats. L'Union étudiante affirme qu'au moins un campus sur deux est perturbé et revendique plus de 50 campus bloqués.

« *On nous empêche d'étudier au nom d'une cause que la plupart d'entre nous soutiennent pourtant* », résume Yassine, 20 ans, étudiant à Montpellier. Boursier, il vit chaque fermeture comme une menace : « *Je veux que les choses changent. Mais des grilles cadenassées des semaines, c'est l'impasse. Ceux qui en ont les moyens paieront des cours pour rattraper leur retard : l'inverse de la solidarité.* »

Une mère dont le fils étudie à Paris, à La Chapelle, déplore qu'il n'ait souvent qu'un cours par jour. « *Nous habitons à La Réunion et avons dû emprunter pour financer ses études. Personne ne parle des conséquences psychologiques et économiques pour les étudiants loin de chez eux. Louer un logement pour ne plus avoir cours, ça fait mal au cœur.* » À l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Manon, étudiante en sciences, confie : « *On essaie de suivre les polycopiés en ligne, mais le cœur n'y est plus. J'ai l'impression qu'on nous vole nos plus belles années, celles de la sociabilisation.* » Pierre, dont la fille est en double licence anglais-philosophie à la Sorbonne Nouvelle, s'inquiète : « *Pas de cours depuis un mois, aucune visio. Elle n'a eu que trois semaines de cours. Comment vont faire ces jeunes ? Qu'adviendra-t-il des partiels et du contrôle continu ?* »

"On nous vole nos plus belles années, celles de la sociabilisation." **MANON** Étudiante en sciences

Ah ça ira... mieux

Pourquoi la Révolution compte-t-elle autant pour les Français ?



Dans les cortèges de lycéens, les manifestants entonnent “la Marseillaise” et brandissent des drapeaux tricolores. La référence à 1789 revient sans cesse. Faut-il s’en féliciter ou s’en méfier ? Éléments de débat avec deux historiens : Jean-Christian Petitfils, auteur de “la Révolution française”, et Jean-Numa Ducange, spécialiste de la gauche française et professeur à l’université de Rouen. ***Propos recueillis par Franck Dedieu***

Marianne : ***Jean-Christian Petitfils, à propos de la Révolution, vous parlez beaucoup de notions revenues aujourd’hui sur le devant de la scène, comme la souveraineté populaire ou l’endoctrinement. Sommes-nous dans une période révolutionnaire ?***

Jean-Christian Petitfils : En arrière-plan d’un récit que j’ai voulu le plus fluide et vivant possible, j’ai cherché à introduire en effet une analyse de science politique moderne, soulignant les enjeux en matière de souveraineté, de légitimité, de démocratie, de lutte de clans, de propagande, de technique d’embrigadement politique et idéologique...

Sans doute peut-on établir de nombreux parallèles avec la France de 2026 : la gravité de la crise financière, l’incapacité de l’État à se réformer, le délitement du corps social, les blocages institutionnels et même le dérèglement climatique. La comparaison s’arrête là. Les enjeux d’aujourd’hui ne sont plus les mêmes : défense de l’environnement, lutte contre la concurrence internationale déloyale, rapports avec l’Union européenne, intégration de l’immigration, égalité hommes-femmes, etc. La difficulté vient de ce que nous avons gardé assez largement un logiciel révolutionnaire, marqué par la passion maladive de l’égalité. D’où ce cancer de la jalousie, cette haine populiste des riches, des nantis, des privilégiés dans des luttes intestines donnant l’impression d’une guerre civile à peine régulée. Heureusement, à la différence de 1789, nous avons la démocratie pour arbitrer nos pulsions et pour réguler nos passions.

Jean-Numa Ducange : Les passions reprennent le dessus aujourd’hui mais il existe aussi, de façon plus rationnelle, ce que certains appellent aujourd’hui la convergence des luttes, et elle a un certain parfum de 1789. Si évidemment les conditions sociales et économiques de la France de 2026 n’ont pas grand-chose à voir avec celles de la France de 1789, là où il y a un air de famille, c’est que le mécontentement est puissant, profond, général et touche des catégories de la population très diverses. Dans l’imaginaire collectif, la Révolution française, c’est la révolte légitime du peuple contre un régime à bout de souffle – pour partie, ce n’est évidemment pas faux. Mais une partie des élites aristocratiques protestent aussi dans les années 1780 pour garder ses privilèges. Ceux-là ne se doutent évidemment pas qu’ils vont contribuer à un mouvement qui bientôt exigera de les balayer ! On ne peut pas exclure aujourd’hui une telle configuration : des catégories aisées qui se plaindraient de payer trop d’impôts, apportant ainsi de l’eau au moulin de la contestation généralisée que nous avons sous les yeux... et qui pourrait exiger plus d’impôts !

Des historiens se querellent encore sur le rôle déterminant du peuple ou de la bourgeoisie, voire de l’aristocratie, dans le renversement de l’Ancien Régime. Qui joue le premier rôle selon vous ?

J.-N.D. : On ne peut plus être trop péremptoire. D’une part, bourgeoisie et aristocratie ne sont pas toujours si clairement distinctes et forment ensemble une sorte d’élite ; d’autre part, l’intervention du peuple et les revendications des groupes les plus à gauche rendent difficiles d’enfermer la séquence 1789-1799 sous l’étiquette de « bourgeoise ». Attention, néanmoins, à ne pas pour autant perdre de vue une dimension sociale des événements. Il y a bien eu par exemple un vaste transfert de propriété lors de la vente des biens de l’Église (les biens nationaux). Jean-Christian Petitfils le déplore dans son livre et y voit une gigantesque opération de confiscation illégitime. C’est un point de vue... Mais qui a hélas tendance à obscurcir l’essentiel : je suis d’accord avec l’historien

“La convergence des luttes d’aujourd’hui a un certain parfum de 1789.” **JEAN-NUMA DUCANGE** Historien



LE 17 OCTOBRE, place de la République à Paris, les manifestants n'ont pas hésité à brandir des drapeaux tricolores et à chanter "la Marseillaise".

Bernard Bodinier, qui dit qu'il s'agit peut-être bien là de l'*« événement le plus important de la Révolution »*.

J.-C.P. : Il faut effectivement se méfier des concepts simplistes – aristocratie, bourgeoisie, peuple… – dans lesquels sont tombés les historiens marxistes. La situation de la France à la fin de l'Ancien Régime était beaucoup plus complexe avec, à l'intérieur des trois ordres, des différences de condition sociale très diverses. C'est la fraction la plus riche des deux ordres privilégiés – clergé et noblesse – qui, en refusant le plan de réformes de Calonne, en 1787, plan soutenu par Louis XVI, a déclenché le processus. *« Les patriciens*, dit Chateaubriand, *commencèrent la Révolution. »* Puis les notables élus du tiers état – avocats, gens d'affaires… –, s'émancipant de la tutelle de la noblesse, prirent le relais, suivis de la paysannerie, qui, à l'été 1789, attaqua les châteaux, les couvents. Parallèlement vint le petit peuple des villes, fort remuant et vite embrigadé par les clubs populaires.

La Révolution est-elle universelle ou correspond-elle à un esprit très français ?

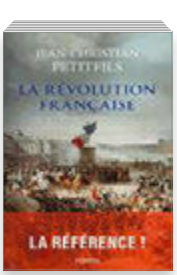
J.-C.P. : La Révolution fait assurément partie de notre héritage. Elle a largement contribué à fonder la société contemporaine, nous a conduits à la modernité (l'égalité civile, les droits de l'homme, les libertés…), mais de la pire des manières, à la différence des autres nations occidentales. Universelle, elle l'a été également, en ce sens qu'au XIXe siècle, notamment, des peuples du monde entier se sont soulevés en brandissant le drapeau tricolore, en chantant *la Marseillaise* et en se réclamant des droits de l'homme. La révolution bolchevique de 1917, fort différente dans ses présupposés, crut même y trouver une profonde source d'inspiration.

J.-N.D. : Elle est française, incontestablement, mais elle a voulu s'adresser à l'humanité ! C'est le sens de la fameuse Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789, de la Déclaration de paix au monde de 1790, etc. Aujourd'hui, on relativise tout cela. Les courants postcoloniaux, par exemple, y voient un lexique humanitaire justifiant la colonisation. Il est pourtant difficile de dissocier de nombreuses revendications démocratiques et sociales ultérieures sans avoir à l'esprit la « Grande Révolution » – ainsi l'a-t-on longtemps qualifié au XIXe siècle, justement pour la distinguer des autres. Même quand de Gaulle dit qu'*« il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde »*, il n'est pas si loin de cela en un sens. Son fidèle compagnon d'armes Malraux insistait d'ailleurs là-dessus : partout où l'on réclame la liberté dans le monde, il y a encore un peu de 1789…

À l'école, dans les livres d'histoire, sous-estime-t-on la violence ? Ou, au contraire, à une époque où les médias décontextualisent, a-t-on tendance à ne retenir de 1793 que la brutalité ?

J.-C.P. : La violence qui s'est épanouie en 1793 avec la Terreur n'a pas été un accident de parcours imposé par la conjoncture extérieure (la guerre extérieure, la « Patrie en danger », la nécessité d'une doctrine de salut public…), comme le soutiennent encore certains manuels d'histoire, mais la manifestation d'une dynamique interne sous-estimée, d'une radicalité propre aux forces populaires, soucieuses d'imposer progressivement leur prééminence puis leur dictature, tout en s'affrontant d'ailleurs. Elle était présente dès 1787 en province, avant même le 14 Juillet. Elle était inscrite dans la transformation des États généraux en Assemblée nationale, accaparant sans mandat tous les pouvoirs, et dans la folle politique de fuite en avant des députés, votant la Constitution civile du clergé, source d'un schisme dramatique avec Rome, et déclarant la guerre à l'Europe.

J.-N.D. : D'accord, la « théorie des circonstances » pouvait pousser certains historiens à justifier la violence révolutionnaire. La contre-révolution intérieure et l'adversité des monarchies à l'extérieur sévissaient. Mais il existe des chercheurs qui, comme vous, Jean-Christian Petitfils, insistent au contraire beaucoup sur la violence propre à la Révolution elle-même, qui a créé ses propres monstres. Il faut sortir des caricatures et admettre le caractère objectivement contradictoire de la séquence révolutionnaire : oui, ce fut une horreur par bien des aspects, et personne ne souhaiterait revivre ce qui a été – pas uniquement mais aussi – une guerre civile. Mais ce fut également le moment d'affirmation de principes et de projets qui ont donné lieu à de grandes choses : pensons au livre de « bienfaisance nationale » de mai 1794, non suivi d'effet à l'époque, mais qui annonce ce que sera bien plus tard la Sécurité sociale… M



La Révolution française, par **Jean-Christian Petitfils,** Perrin, 976 p., 29,90 €.

Marie-Paola Bertrand-Hillion / Abaca - Perrin

Roi nu

UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS TEXTOTER ÇA

Pendant deux ans, Emmanuel Macron a écrit à la journaliste et conseillère en communication Françoise Degois sur le réseau Telegram. Sans savoir qu'elle en ferait un livre. Naïveté ? Manœuvre intéressée ? Ou le signe d'une grande solitude ? ***Par Étienne Campion***

On peut discuter de la méthode de Françoise Degois, ancienne journaliste et conseillère, proche de Ségolène Royal. Et même la trouver plus que cavalière. Elle vient de tirer un livre, *Vous êtes tous trop durs avec moi*, de deux ans de correspondance privée avec Emmanuel Macron sur la messagerie cryptée Telegram. Le chef de l'État savait qu'il écrivait à une journaliste. Il ignorait qu'il lui écrivait un livre. L'ouvrage a été préparé « sous X » chez Robert Laffont : secrètement, sans annonce à la presse. Selon nos informations, l'Élysée n'en a appris l'existence que le 2 novembre, quatre jours avant sa sortie.

Règlement de comptes par SMS

Françoise Degois s'en explique au début de l'ouvrage. Elle estime que ses échanges avec un président de la République sont d'intérêt public. Mais pourquoi donc s'est-il livré ainsi ? Certes, l'ancienne conseillère avait pris la défense de Brigitte Macron à l'été 2024, ce qui lui a valu un premier message de remerciement. Mais que Macron ait éprouvé le besoin de parler autant, comme d'ailleurs avec des dizaines d'autres personnes à Paris, dont certaines ne se seraient jamais imaginé qu'elles pourraient, un jour, engueuler d'égal à égal le président de la République, mérite qu'on s'y arrête. Sur sa messagerie préférée, il défend son bilan pied à pied, s'enquiert de ce qu'on pense de lui et, dans un français volontiers gouailleur, habille les absents pour l'hiver. De Gabriel Attal, qu'il a nommé Premier ministre à 34 ans, il écrit à Degois : *« On lui a trop tout donné. Tout le temps. Trop. »* À Davos, après avoir tenu tête à Trump sur le Groenland, c'est aux *Tontons flingueurs* qu'il emprunte *« Donald, y connaît pas Raoul »*.

François Hollande, qui aimait aussi s'expliquer, a vu sa fin de mandat parasitée par la parution du livre *Un président ne devrait pas dire ça*, écrit par les journalistes du *Monde* Gérard Davet et Fabrice Lhomme, dans lequel il en a sans doute trop dit. Macron, lui, reçoit depuis plusieurs années l'historien Éric Roussel, biographe du général de Gaulle, de Pompidou et de Mitterrand. Ce besoin de convaincre tout le monde, les Français dans leur ensemble et, si ça ne marche pas, les Français un par un, c'est une vieille histoire chez lui. Quand Degois lui reproche d'avoir nommé Michel Barnier à Matignon au mépris du résultat des législatives, elle le rudoie comme un petit garçon : *« Vous vous foutez du monde ! »* Il pourrait en rester là mais veut à tout prix prouver qu'il a raison : *« Je vous refais les comptes ? »* Et le voilà qui lui énumère les députés, groupe par groupe, avant de conclure : *« Donc c'est pas si débile et tordu. »* Un président ne devrait pas textoter comme ça avec n'importe qui ? On se demande s'il ne se doutait pas de quelque chose. Le jour où Degois lui avoue qu'elle le trouve bon sur l'Ukraine, la réponse ne tarde pas : *« N'hésitez pas à le dire publiquement, hein ? Je prends. »* Il y en aura pour trouver l'opération bien calculée. Il est vrai qu'il ne s'en sort pas si mal. Degois le trouve drôle, moins sûr de lui qu'il n'en a l'air, et finit par lui découvrir une sensibilité qu'elle ne soupçonnait guère. De là à imaginer qu'il avait prévu la publication de ces échanges…

Il y a aussi des soirs où l'explication la plus simple suffit. Le 17 octobre 2024, au milieu de ses pairs européens, le président français trouve le temps d'écrire à cette confidente : *« Je m'ennuie. C'est triste et sans créativité. Mario Draghi et Angela Merkel me manquent terriblement. »* Textoter pour tromper l'ennui. Et cet autre soir, en juin, après lui avoir rappelé ce qu'il estime avoir fait en faveur du pouvoir d'achat et contre le séparatisme : *« Souvent, vous et les vôtres, vous êtes tous trop durs avec moi. »* Textoter pour tromper la solitude du pouvoir ? Étrange fin de règne. M



COUP DE GRÂCE OU COUP DE COM ? Le président français face aux médias à Lusail, au Qatar, le 21 octobre.

Benoît Tessier / Pool / Abaca – Robert Laffont



"Vous êtes tous trop durs avec moi". Conversations libres avec le président de la République, de Françoise Degois, Robert Laffont, 288 p., 20,50 €.

FONDATION VISIO

Autonomie Liberté et Espoir

Pour voir l'avenir autrement

En collaboration avec

FONDATION VISIO

Près de 2 millions de personnes vivent en France avec une déficience visuelle. Derrière ce chiffre : un enfant qui veut lire comme ses camarades, une étudiante qui veut poursuivre ses études, un adulte qui veut se déplacer en toute sécurité et faire du sport.

Chaque jour, la FONDATION VISIO innove pour que la déficience visuelle ne soit plus synonyme d'exclusion.

CHIENS GUIDES ET AIDES TECHNOLOGIQUES : *l'autonomie retrouvée*

Investir dans la liberté de mouvement est au cœur de la mission de la FONDATION VISIO. Avec la canne blanche électronique Tom Pouce, se déplacer devient plus simple et plus sûr. La Fondation a aussi créé un pôle de recherche vétérinaire unique en France pour protéger la santé et garantir le bien-être des chiens guides. Et un chien en pleine forme, c'est un maître serein.

CULTURE, ÉDUCATION, SPORT : *ouvrir le champ des possibles*

La Fondation multiplie les actions pour que chacun puisse s'émerveiller, s'accomplir, se dépasser.

CULTURE : films et spectacles audiodécrits, expositions tactiles, accessibilité du patrimoine architectural...

ÉDUCATION : adaptation de livres pour les enfants aveugles ou malvoyants, accessibilité des campus et bibliothèques universitaires...

SPORT : tatamis partagés avec la Fédération Française de Judo, ateliers de danse, matchs de rugby audiodécrits...

LA RECHERCHE MÉDICALE NEURO-OPHTALMOLOGIQUE : *repousser les frontières de l'impossible*

Et si on pouvait ralentir, voire inverser, certaines formes de cécité ? La FONDATION VISIO soutient la recherche sur le glaucome, la DMLA ou les maladies génétiques rares de l'œil. Avec l'Hôpital Fondation de Rothschild, elle s'est engagée dans un programme ambitieux autour de l'IA, pour ouvrir la voie à un avenir où la perte de vision ne sera plus une fatalité.

Chaque innovation, chaque action est une porte qui s'ouvre

FAITES UN DON

www.fondation-visio.org

Tél. 02 41 68 15 18 / contact@fondation-visio.fr

FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les paris sont ouverts

Une élection à haut rendement

Sur la plate-forme Polymarket, des apprentis tradeurs spéculent sur le scrutin présidentiel. À partir de leurs échanges, le site se targue de prédire l'issue du scrutin mieux que les sondages, avec des résultats parfois surprenants. ***Par Sébastien Grob***

Plutôt que l'avenir de la France, c'est celui de votre compte en banque qu'elles promettent d'assurer. Des plates-formes proposent de boursicoter sur l'élection présidentielle en misant pour ou contre le candidat de son choix. Avec une spécificité, par rapport à des paris classiques : pour poser une enchère, il faut acheter une sorte d'action, que l'on pourra revendre par la suite. Chaque titre rapporte un dollar à son détenteur si sa prédiction se réalise. Mais le prix d'achat varie selon les pronostics. Exemple : une action Marine Le Pen coûte aujourd'hui 44 centimes et rapportera un dollar si la candidate est élue. La mise serait donc plus que doublée. Précisons que chacun peut céder ses titres à tout moment : de quoi spéculer sur les candidats au fil de la campagne, sans attendre le soir des résultats.

Un marché de prédiction

Sur Polymarket, la plus connue de ces plates-formes, la présidentielle n'est qu'une échéance parmi d'autres : les internautes y parient sur la guerre en Iran, la température mesurée à Paris ou encore un éventuel retour de Jésus sur terre. Rien que sur le scrutin français, les enchères totalisent aujourd'hui 150 millions d'euros sur ce site, qui fait l'objet d'une interdiction en France (contournée par certains internautes). Le palmarès des plus grosses mises réserve des surprises : à ce jour, la plus importante a vu 88 000 € placés… sur une défaite de Mathilde Panot, présidente des députés La France insoumise, qui n'est même pas candidate. À croire que son auteur voulait seulement mettre à l'abri une grosse somme en optant pour une prédiction quasi certaine – qui offre donc un faible rendement (0,3 %). D'ailleurs, les cinq plus grosses enchères portent toutes sur la défaite d'un candidat.

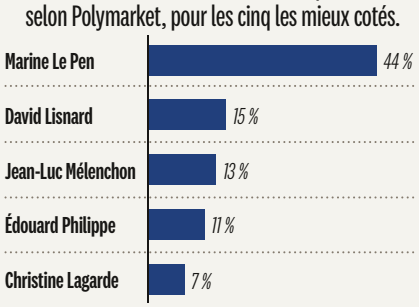
La valeur des pronostics est interprétée comme leur probabilité. La victoire de Marine Le Pen s'achète à 44 centimes : c'est donc que la plate-forme lui donne 44 % de chances de gagner. Sur la foi de ce mécanisme, Polymarket se présente comme un marché de prédiction, capable de mieux prévoir une élection que les sondages. Derrière la candidate RN, le mieux placé serait David Lisnard, le maire de Cannes, à qui le site donne 15 % de chances de succès. Suivent Jean-Luc Mélenchon (13 %), Édouard Philippe (11 %), puis Christine Lagarde (7 %). La présidente de la Banque centrale européenne, qui démissionnera de son poste en février 2027, n'a pas annoncé sa candidature et n'est d'ailleurs pas testée dans les sondages. Quant à David Lisnard, il n'est crédité que de 7 % d'intentions de vote par les dernières enquêtes.

La dynamique du maire de Cannes alimente les soupçons : sa cote aurait-elle été manipulée, pour faire monter la sauce sur les réseaux sociaux ? L'intéressé dément : « *Je ne sais pas comment ça marche* », a-t-il assuré au *Point*. Son entourage y voit plutôt un effet de sa popularité chez les jeunes CSP+, dont certains sont amateurs de cryptomonnaies. Reste que, parmi les comptes ayant parié sur lui, plusieurs ont été créés pour l'occasion et n'ont placé aucune autre enchère. Leurs choix laissent parfois songeur : le 11 octobre, l'un d'eux a misé 10 000 € sur le maire de Cannes en achetant certaines actions jusqu'à 16,50 centimes pièce. Quelques instants auparavant, le marché ne les cotait pourtant qu'à 13 centimes… Ce tradeur en herbe avait-il seulement une confiance aveugle en son poulain ? M

Rien que sur le scrutin français, les enchères totalisent aujourd'hui 150 millions d'euros.

Les favoris de Polymarket…

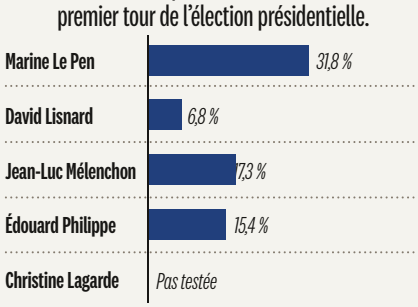
Probabilité de victoire de candidats à la présidentielle selon Polymarket, pour les cinq les mieux cotés.



Source : Polymarket.

… Et leur position dans les sondages

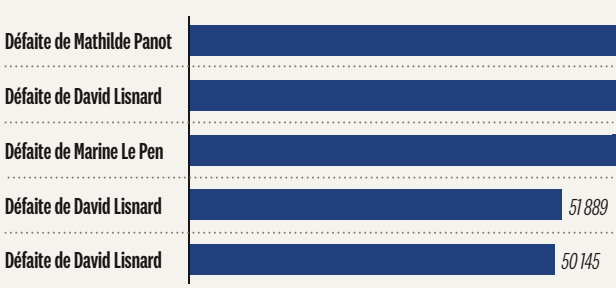
Intentions de vote pour différents candidats* au premier tour de l'élection présidentielle.



Source : moyenne de Cluster 17, Harris Interactive, Elabe et Ipsos.
*Il s'agit d'une configuration où Bruno Retailleau serait candidat, mais pas Gabriel Attal.

Top 5 des plus grosses transactions

Les cinq plus grosses enchères sur Polymarket au sujet de la présidentielle, en euros. Exemple de lecture : un utilisateur a misé 79 077 € sur la défaite de David Lisnard, ce qui en fait la deuxième plus grosse transaction.



Source : Polymarket.



À quelques mois des présidentielles,

Abonnez-vous à Marianne



1 AN - 52 N° (1)

125 € SEULEMENT

AU LIEU DE ~~202,80€~~ (2)

INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT
version numérique du magazine, accès à l'intégralité des contenus du site marianne.net en illimité et sans publicité, newsletters exclusives.

Retrouvez plus d'offres sur **abo.marianne.net**
Accès direct en flashant ce QR code

Satisfait ou **remboursé** des n° pas encore reçus

Livraison gratuite à domicile

Économie par rapport au prix de vente en kiosque

Service client **01 86 57 08 54**

Bulletin d'abonnement à renvoyer par courrier avec votre règlement

MR584

✓ **OUI, je m'abonne à Marianne,** et je choisis mon offre :

Je recevrai le magazine papier
+ la version numérique en avant-première
+ l'accès gratuit au site **marianne.net**

☐ **1 AN - 52 N°** (1)
pour **125€** seulement
au lieu de ~~202,80€~~ (2)
soit **38% de réduction**

☐ **6 MOIS - 26 N°**
pour **65€** seulement
au lieu de ~~101,40€~~ (2)
soit **36% de réduction**

Bulletin à retourner avec votre règlement
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MARIANNE
sous enveloppe affranchie à :
Marianne - 45 Avenue du Général Leclerc - 60643 CHANTILLY CEDEX

Si vous souhaitez régler par **CB** ou **PRÉLÈVEMENT**, **abonnez-vous sur abo.marianne.net** ou scannez ce QR code

PAIEMENT SÉCURISÉ & SIMPLIFIÉ

Mes coordonnées :

* ☐ Mme ☐ M. Date de naissance J J M M A A A A

Nom* :

Prénom* :

N°/Voie* :

Cplt adresse :

Code Postal* : Ville* :

N° Tél. :

* Champs obligatoires

J'indique mon email pour accéder à tous les services de mon abonnement :

▶ Mon e-mail :

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Marianne par courrier électronique. ☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires de Marianne par courrier électronique.

(1) 50 n° + 1 n° double 4,90€. (2) Prix kiosque : 3,90€. Offre valable 2 mois réservée aux abonnés de France Métro. Après enregistrement du règlement, réception du 1er n° sous 4 semaines max. L'envoi du bon vaut acceptation des CGV accessibles sur abo.marianne.net. Abonnement résiliable à tout moment (n° non reçus remboursés). Si litige, vous pouvez saisir le médiateur : SAS Médiation Solutions, 222 ch. de la Bergerie 01800 St Jean de Niost. Droit de rétractation de 14 jours après réception du 1er n° sur abo.marianne.net/cgv.html. Retour des n° déjà reçus à vos frais. Vos données personnelles sont destinées à la société CMI France, responsable de traitement & ses prestataires techniques afin de gérer votre abonnement et si vous y consentez à ses partenaires commerciaux, à des fins de prospection. Pour exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation et portabilité de vos données, et en cas de décès ou vous opposer à la prospection commerciale écrire à CMI France 92 av. de France 75013 Paris ou à dpo@cmimedia.fr. Consultez la Charte données personnelles (abo.marianne.net). Votre adresse postale pourra être transmise à des partenaires sauf opposition en cochant ici ☐.

Éditeur CMI France RCS Paris 324286319



Florian Wiegand / Dpa / Abaca

Allô Francfort ?

Dette : et si la BCE volait à notre secours ?

Alors que le taux auquel emprunte la France sur les marchés ne cesse d'inquiéter, le risque que notre pays doive recourir à l'aide de la Banque centrale européenne n'a jamais été aussi fort. Reste à savoir selon quelles modalités. *Par* ***Benjamin Masse-Stamberger***

Cette fois, on rentre dans le dur. Le taux d'emprunt à dix ans de la France a passé il y a peu le seuil des 5 %, pour la première fois depuis 2002, signe d'un grand scepticisme concernant la capacité de Paris à tenir ses engagements budgétaires. Et c'est un nouveau coup de semonce pour notre pays – même si le taux a légèrement reflué depuis – qui confirme ainsi son statut de maillon faible de la zone euro.

Un singulier retournement de l'histoire, aussi. Il y a un peu plus d'une décennie, la Grèce était l'épicentre d'une crise financière qui menaçait de s'étendre au continent tout entier. La France pouvait alors se permettre de donner quelques leçons de bonne gouvernance à Athènes, et avait même avalisé le plan drastique de remise en ordre des comptes grecs, sous l'égide des hommes en noir de la troïka (BCE, UE, FMI), venus tailler à la serpe dans les dépenses publiques.

De crise en crise

Aujourd'hui, c'est notre pays qui est au cœur des inquiétudes et, pour refinancer sa dette, Paris emprunte désormais à des taux supérieurs à Athènes (4,4 % pour l'emprunt grec à dix ans). Crise économique, crise sociale, incertitudes politiques… et bientôt, crise financière ? Le scénario d'une intervention de la BCE pour voler à notre secours – jadis impensable – semble désormais concevable. Reste à savoir suivant quelles modalités il pourrait se matérialiser.

Depuis la crise de l'euro du début des années 2010, la BCE s'est dotée de nouveaux instruments pour venir au secours de pays qui se retrouveraient en détresse. À l'époque, le principal outil à sa disposition était les opérations monétaires sur titres (OMT), qui lui permettaient d'intervenir sur le marché dit secondaire pour racheter de la dette d'un pays, dans le cas où ce dernier serait la cible des marchés financiers. C'est ce type de dispositif qui avait été mis en place pour Athènes au début des années 2010. Mais cette aide ne peut être déclenchée qu'en échange

d'un programme de coupes claires dans les dépenses, sous l'égide du Mécanisme européen de stabilité. Un paquet austéritaire auquel le pays concerné n'aurait pas les moyens de… couper. *« L'activation des OMT est extrêmement complexe et douloureuse pour un pays »*, rappelle Xavier Timbeau, directeur principal à l'OFCE. Complexe, d'abord, parce que la mise en place d'un tel programme – dont l'État concerné doit faire la demande – réclame une validation par le Conseil européen, ainsi qu'un droit de regard du Parlement européen. Douloureuse, ensuite, parce que la potion amère s'avère particulièrement difficile à ingurgiter : réforme dure des retraites, baisse drastique des dépenses publiques, hausse de la fiscalité. *« Concrètement, il s'agit d'une mise sous tutelle »*, précise Xavier Timbeau. Inimaginable pour la France en plein milieu du débat présidentiel, toute intervention extérieure dans nos comptes pouvant être considérée comme une forme d'ingérence dans la campagne.

Cependant, si notre situation financière devait encore empirer, la BCE ne pourrait rester les bras ballants. *« Le risque existe d'un effet de contamination de la crise aux autres pays de la zone euro*, décrypte Véronique Riches-Flores, économiste et fondatrice du cabinet RichesFlores Research. *Un risque que la BCE ne peut pas se permettre de courir. »* Pour mémoire, la crise de 2010-2012, dont l'épicentre était Athènes, avait fini par menacer la survie même de la zone euro – avant que la BCE ne finisse par intervenir… Or la dette hexagonale représente dix fois celle de la Grèce ! Le risque de contagion est donc encore plus important.

Casse-tête comptable

Alors que faire ? Depuis quatre ans, la BCE dispose d'un autre dispositif de rachat de dette, plus flexible et moins contraignant, pour venir en aide aux pays en difficulté. Il s'agit de l'instrument de protection de la transmission (IPT), dont l'activation est beaucoup moins contraignante que les OMT. Cet outil a été mis en place en 2022, au moment où l'Italie, pour la troisième fois depuis 2010, se trouvait dans le viseur des marchés. *« L'ITP n'implique pas l'application d'un programme d'austérité dicté de l'extérieur »*, indique Xavier Timbeau. Il est donc beaucoup plus simple à mettre en œuvre, et la couleuvre est moins difficile à avaler pour les pays concernés. Seules conditions requises : que soient à l'œuvre des dynamiques de marché « désordonnées » et « injustifiées ». Concrètement, cela signifie deux choses : la première, c'est qu'il faut que la tension sur les marchés des dettes européennes soit telle que la zone euro elle-même soit menacée de dislocation. La seconde, c'est que la hausse des taux d'intérêt du pays au centre des inquiétudes ne soit plus corrélée à ses fondamentaux économiques – d'où le terme « injustifié ». *« Un pays, même en difficulté financière, mais qui satisferait à ses engagements européens, pourrait être considéré comme éligible à l'ITP »*, ajoute Xavier Timbeau. Aujourd'hui, ce pourrait être le cas de la France, car ses engagements budgétaires pour 2027 sont même un peu supérieurs aux exigences du pacte de stabilité et de croissance (5 % de déficit budgétaire prévus, soit un peu moins que ce qui est requis par l'UE pour 2027).

Encore faut-il pouvoir tenir ces engagements. Or l'équation comptable hexagonale menace de virer au casse-tête. La détérioration de la croissance (0,4 % seulement prévue en 2026) remet en cause les promesses de coupes dans les dépenses. L'aggravation de la crise sociale rend moins crédible l'adoption de ces mêmes coupes. Enfin, la campagne présidentielle hystérise le débat parlementaire autour du budget, ce dernier risquant d'être raboté au point de devenir méconnaissable – à moins d'un passage en force législatif particulièrement périlleux par les temps qui courent. Sans compter que l'issue incertaine de la course électorale rend hasardeuse toute prévision sur la politique économique qui sera menée à partir du printemps 2027. Mixez ce cocktail, ajoutez-y une pincée de statistiques anxiogènes (3 600 milliards d'euros de dette, soit près de 120 % du PIB), et vous verrez que tous les ingrédients d'une « tempête parfaite » sur la France semblent désormais réunis. Ce jour-là, il sera toujours temps de taper à la porte de l'institution francfortoise. M

L'issue incertaine de la course électorale rend hasardeuse toute prévision.



Frère Adrien Candiard

“LE SECRET DE LA VIE EST LÀ”

Dominicain au couvent du Caire, le frère Adrien Candiard nous encourage dans son nouvel essai à réussir à vivre plutôt qu’à réussir sa vie. Mais pourquoi parle-t-il du bonheur ? Le christianisme a-t-il autre chose à dire sur le bonheur que les livres de développement personnel ? D’après lui, oui. Et si vouloir réussir sa vie était le meilleur moyen de la rater ?

Propos recueillis par Frédéric Taddeï – Photos : Pascal Vila pour “Marianne”

Marianne : ***Le bonheur ne fait pas partie des promesses du Christ.* « Le bonheur est une idée neuve en Europe », *disait Saint-Just en 1794. Aujourd’hui, c’est plutôt du registre du développement personnel, entre comment se faire des amis et comment devenir riche. Alors qu’est-ce qu’un prêtre dominicain vivant dans un couvent peut bien avoir à nous apprendre sur le bonheur ?***

Frère Adrien Candiard : Je ne suis pas sûr qu’on ait attendu la Révolution française. Le Christ en parlait déjà : heureux les pauvres de cœur, le royaume des cieux est à eux, heureux les doux, heureux ceux qui pleurent… Là, c’est un peu plus étrange : heureux les persécutés. Voilà un conseil que, même prêtre, j’aurais du mal à donner : sois persécuté, ça ira beaucoup mieux. Mais la Bible parle du bonheur comme de la plupart des réalités humaines.

Vous citez ce jeune homme dont parle l’Évangile selon Marc, qui vient trouver Jésus à genoux pour lui demander la clé du bonheur :* « Que dois-je faire pour avoir la vie éternelle en partage ? » *Jésus l’invite à vendre tout ce qu’il a, à donner l’argent aux pauvres et à le suivre. Est-ce que c’est ça le bonheur chrétien, devenir moine ?

Alors, ce jeune homme, s’il est vraiment jeune, il ne cherche pas son ticket pour le paradis, il cherche à vivre la vie pleinement. Et la réponse que Jésus lui fait, ce n’est pas « deviens moine », c’est « lâche tout et suis-moi ». Il n’y a pas de vie chrétienne sans sacrifice, sans choses à lâcher, et ce qu’il doit lâcher en premier, c’est son désir de réussir sa vie.

C’est quand même assez chrétien de voir dans la faiblesse, la pauvreté, l’humiliation, la persécution, une promesse de bonheur éternel.

Non, il n’est pas du tout chrétien d’envisager la vie après la mort comme une sorte de rattrapage. Dieu n’est pas un pervers qui prendrait plaisir à voir les gens souffrir. Ce que le Christ propose, qu’on appelle la vie éternelle, ça commence maintenant. Dieu en cette vie et dans l’autre, c’est le même. Si on n’a pas de joie à être avec lui maintenant, on n’aura pas de joie à être avec lui dans l’éternité. C’est maintenant que ça se joue, et c’est plutôt une bonne nouvelle !

Ce que Jésus pourfend, d’après vous, c’est de concevoir sa vie comme un projet à réussir, de comprendre le bonheur comme un accomplissement de soi. Pourquoi ?

Parce que si le projet, c’est d’arriver à la meilleure version de moi-même, alors tous les autres autour de vous vont passer au rang d’instruments ou d’obstacles. Si vous êtes incapable de regarder la personne à côté de vous, vous ne réussirez rien du tout. Tout projet de bonheur qui ne tiendrait pas compte du malheur de la vie est un pur mensonge. Aucune vie ne passe entre les gouttes : le chômage, le cancer, le décès d’un proche.

« Celui qui veut sauver sa vie la perdra, mais celui qui la perdra à cause de moi et de l’Évangile la sauvera. » ***C’est bien une phrase du Christ, ça ! Avec lui, tout est toujours remis à plus tard, une fois au royaume des cieux.***

Eh bien, pas du tout. C’est ce qui n’est pas donné qui est perdu. Vous avez des amis à dîner, vous cuisinez. Soit vous faites ça par devoir et vous passez une après-midi assez dégueulasse, soit vous le faites pour montrer que c’est vous le meilleur cuisinier de la bande et vous attendez des compliments. Il y a une troisième option : cuisiner par amour pour les gens que vous avez invités. Tous les efforts que vous allez faire seront déjà donnés. Et la soirée n’en sera que meilleure.

Il y a tout de même un côté contractuel dans le monothéisme. On suit le chemin tracé par Dieu et, en échange, Dieu prend soin de nous. Il peut parfois se montrer ingrat, cruel ou indifférent, mais c’est pour nous mettre à l’épreuve. Une fois que l’on sera mort, si l’on a fait tout ce qu’il préconise, on sera récompensé par un bonheur éternel.

Mauvaise interprétation. Ce que vous pointez n’a rien de spécifiquement monothéiste. Les païens passent leur temps à compter sur les dieux et à les acheter. Ça n’est pas du tout ce que propose le Dieu de Jésus-Christ, qui ne promet jamais de régler nos problèmes. Il ne nous promet qu’une chose, c’est ●●●



●●● « je serai avec toi ». La vie éternelle, c'est l'amitié avec Dieu. Je crois que, dans la vie, on a beaucoup plus besoin d'un ami que d'un plombier.

La parabole des marchands du Temple, ça n'est pas contre la marchandisation du monde, dites-vous, c'est contre le commerce avec Dieu. Dieu ne s'achète pas, c'est ça ?

Absolument. Mais ce n'est pas une parabole, c'est un épisode réel de la vie du Christ. Les marchands du Temple ne sont pas là pour se faire du blé sur la piété des gens, ils sont là pour permettre que les sacrifices aient lieu. Le Christ nous dit : Dieu ne veut pas avec vous une relation commerciale, mais une relation d'amitié.



Dieu ne s'achète pas, mais Jésus, lui, n'hésite pas à acheter ses adeptes :* « Nul n'aura laissé maison, frère, sœur, mère, père, enfant ou champs, à cause de moi et à cause de l'Évangile, qui ne reçoivent le centuple dès maintenant, au temps présent en maisons, frères, sœurs, mères, enfants et champs, avec des persécutions, et dans le monde à venir, la vie éternelle. »** ***Qu'est-ce qu'il faut comprendre à ces centaines de maisons de mères et d'enfants qu'il promet ? Il va les multiplier, comme les pains ?

Si Jésus achète ses disciples, on a vu des commerciaux un peu plus efficaces, puisqu'il leur promet des persécutions. Au fond, le fait de ne pas chercher à posséder change le rapport au monde, et on a effectivement des centaines, des milliers de frères et de sœurs, parce qu'on cesse d'avoir des concurrents, des rivaux, des ennemis. Le monde entier devient une maison où l'on peut habiter. Je ne fais pas l'éloge du squat et je crois que Jésus non plus. Il veut dire que le monde vous appartient quand vous cessez de vouloir le posséder.

Vouloir réussir sa vie, dites-vous, loin de conduire au bonheur, peut mener au contraire à la catastrophe, à l'isolement et à l'amertume. Si l'on échoue, vous avez sans doute raison, mais si l'on réussit ?

Mais on rencontre nécessairement l'échec, parce que le malheur fait partie de la vie.

On peut réussir sa vie en dépit des malheurs qui nous arrivent. On peut s'épanouir dans son métier, vieillir avec l'homme ou la femme qu'on aime, voir s'épanouir ses enfants. C'est ça, réussir sa vie ! Pas besoin de devenir milliardaire ou champion olympique.

Je ne dis pas que toutes les vies sont vouées à l'échec. Ce sont les recherches centrées sur la réussite qui, elles, le sont. Quand on arrive à intégrer le malheur, alors ça n'est plus une catastrophe.

Jésus nous demande de tout abandonner, même la volonté de « réussir sa vie » que vous opposez dans le livre à celle de « réussir à vivre ». Quelle différence faites-vous entre les deux ?

Réussir à vivre, c'est prendre en compte ces malheurs-là et réussir à ne pas se laisser détruire par eux. Et ce que j'appelle se laisser détruire, c'est perdre sa capacité d'aimer. Je ne suis pas en train de faire la morale aux gens amers. Mais le drame de l'amertume, c'est que ça empêche de lever les yeux et de s'intéresser aux autres. Or la vie humaine est faite pour se donner, pas dans la douleur, mais assez joyeusement.

La Vierge Marie est qualifiée de « bienheureuse ». En quoi a-t-elle réussi à vivre ?

Son bonheur n'a rien d'une réussite. C'est une vie mouvementée et difficile. Son fils est arrêté, torturé, mis à mort. Marie, si elle est bienheureuse, ce n'est pas parce qu'elle a tout réussi, c'est parce qu'elle a toujours continué à aimer.

La vraie question, selon vous, n'est pas « que suis-je prêt à abandonner ? », mais bien « pour qui est-ce que je vis ? »

Oui. Pour qui et pas pour quoi. Les grandes causes abstraites sont souvent des manières de se rechercher soi-même, parce qu'on s'y projette. L'enjeu, ce sont bien des personnes qui ont un nom, un visage.

Cela me fait penser à votre livre* Du fanatisme. *Quand la religion est malade : le fanatique, dites-vous, c'est celui qui remplace la relation à Dieu par une relation à quelque chose de proche de Dieu.

Oui, à quelque chose comme la liturgie, la loi de Dieu, une doctrine… C'est toujours s'attacher à quelque chose plutôt qu'à quelqu'un. Les moments de ma journée que j'ai vraiment vécus pour d'autres sont souvent les meilleurs moments. Et puis il y a ceux que j'ai vécus pour ma gueule… Il faudrait que j'arrive à donner davantage, pas parce que c'est une obligation morale, mais parce que le secret de la vie est là.

Si je ne donne pas assez, je dois me sentir coupable ?

Je ne vous dis pas qu'il faut le faire sur ordre. Si vous voulez vivre véritablement, alors c'est dans la relation aux autres que ça se passe. Il ne faut pas confondre l'interdit et l'impossible. La tentation, c'est de rêver un autre monde, où l'impossible n'existe pas. Un monde où on peut mentir en étant quelqu'un de fiable, être infidèle sans mettre sa famille en danger, se droguer et rester libre. Un monde où Adam et Ève peuvent manger du fruit défendu sans mourir. Vous connaissez l'histoire. Dieu leur dit : « *Le jour où vous en mangerez, vous mourrez.* » Ils comprennent aussitôt : « Le jour où vous en mangerez, je vais vous tuer. » Mais pas du tout. Ça veut dire simplement : attention, ce truc est mortel ! Il ne s'agit pas de faire le bien par obligation, mais d'aimer le bien, parce que le bien est bon et nous fait du bien.

Vous, par exemple, si je vous demande pour qui vous vivez, vous allez me répondre « pour Dieu » ou « pour mon prochain », mais c'est un peu facile, puisque vous êtes prêtre. Si on répond « pour ma famille », vous trouvez ça égoïste ?

Non, pas forcément. Ça peut l'être si ma famille est le prolongement de moi-même. Et non, si vous me demandez pour qui je vis, je ne vais pas vous répondre « pour Dieu » comme un joker. Le rapport à Dieu, il est toujours lié au rapport au prochain, et le prochain, ce sont des personnes : les frères avec qui je vis, mes paroissiens, mes étudiants, ceux que je rencontre…

Dieu nous veut-il heureux ?

[Long silence.] J'hésite à répondre. La foi chrétienne nous dit, bien sûr, que Dieu nous aime. Le problème est toujours ce qu'on met sous le mot « heureux ». Si, derrière le bonheur, on met le fait d'échapper aux problèmes de la vie, alors non, Dieu ne nous veut pas heureux en ce sens-là. Dieu ne fait pas de miracles tous les jours pour nous éviter les problèmes de santé, ce n'est pas lui qui les envoie non plus. En revanche, ce qu'il veut pour nous, c'est le bien suprême, la vie divine : il veut nous donner tout ce qu'il a. M

Réussir à vivre, d'Adrien Candiard (Éditions du Cerf), 128 p., 12 €.

Dévoilement

Quand la gauche interdisait le port… de la soutane

La volonté du RN de proscrire le voile dans l'espace public fait écho, plus d'un siècle plus tard, à la décision prise en 1900 par certains maires d'interdire le costume ecclésiastique. Et déjà des débats sur la "police vestimentaire" au nom de la laïcité. ***Par Audrey Levy***

Des affiches placardées sur tous les murs de la ville. Elles proclament : « Est interdit sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre le port du costume ecclésiastique à toute personne n'exerçant pas des fonctions reconnues par l'État et dans les limites du territoire assigné à ses fonctions ». Pris le 10 septembre 1900 par le jeune maire Eugène Thomas, élu en 1897 à l'âge de 40 ans, l'arrêté comporte un préambule plus virulent encore. L'édile y dénonce le *« régime de faveur »* dont bénéficierait le clergé et estime que le costume des religieux peut *« favoriser leur autorité sur une certaine partie de la société »*. *« Pour étayer ses propos, il s'était appuyé sur des textes de loi remontant à la période révolutionnaire »*, indique l'historienne Madeleine Leveau-Fernandez, auteure de l'ouvrage *Histoire du Kremlin-Bicêtre**.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté, Égalité, Fraternité

Commune du Kremlin-Bicêtre

ARRÊTÉ

interdisant le port de la SOUTANE

sur le Territoire de la Commune

LE MAIRE DU KREMLIN-BICÊTRE,

Vu les dispositions de la loi du 5 Avril 1884, articles 91, 92, 94 et 97 ;
Vu les dispositions d'un arrêt de la Cour de Cassation du 26 Février 1847 ;
Vu les dispositions d'un arrêt de la Cour de Cassation du 11 Novembre 1881 ;
Vu les dispositions de l'article 43 de la loi du 18 Germinal an X ;
Vu les dispositions de l'arrêté du Conseil d'État du 3 Août 1883, fondé sur un arrêté des Consuls du 17 Nivôse an XII ;
Considérant qu'il n'est pas juste de laisser le clergé bénéficier d'un régime de faveur lui permettant de se soustraire aux obligations que supportent tous les autres citoyens ;
Considérant que le clergé est un groupe de fonctionnaires ; qu'il importe particulièrement, en raison de leur nombre, de leur indiscipline naturelle et de la nature intime de leurs fonctions complètement inutiles au bien de l'État, de les rappeler en toutes choses au respect absolu de toutes les lois ;
Considérant que, puisqu'ils profitent matériellement des dispositions de la loi du 18 Germinal an X, il est spécialement utile qu'ils se soumettent à toutes articles de cette loi essentielle ;
Considérant, en outre, que si le costume spécial dont s'affublent les religieux, peut favoriser leur autorité sur une certaine partie de la société ; il les rend ridicules aux yeux de tous les hommes raisonnables, et que l'État ne doit pas tolérer qu'une catégorie de fonctionnaires servent à amuser les passants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdit sur le territoire de la Commune du Kremlin-Bicêtre, le port du costume ecclésiastique à toute personne n'exerçant pas des fonctions reconnues par l'État et dans les limites du territoire assigné à ces fonctions.

ART. 2. — MM. le Commissaire de Police, l'Agent voyer communal, les Agents communaux et MM. les Gendarmes sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Kremlin-Bicêtre, le 10 Septembre 1900.

Le Maire, Conseiller général,
E. THOMAS.

ANNONCIATEUR L'arrêté pris par l'édile du Kremlin-Bicêtre allait encourager 32 villes à appliquer des règlements similaires avant que le Conseil d'État les annule.

Une décision controversée

Avec cette mesure d'un radicalisme assumé, le Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) fait la une de nombreux journaux, y compris nationaux, et l'affaire suscite de vives réactions à travers le pays. Les communes ouvrières, notamment celles qui sont acquises au radical-socialisme, saluent l'initiative, tandis que d'autres s'en offusquent. *« C'est une opposition entre différentes mouvances politiques et sociales, certaines étant plus à droite que d'autres »*, explique la spécialiste. La loi de séparation des Églises et de l'État ne sera votée que cinq ans plus tard, mais la laïcité s'impose déjà comme l'un des principes fondamentaux de la IIIe République. Face à l'influence du clergé, à la puissance des congrégations et au retour de l'ultramontanisme – courant du catholicisme conservateur –, les « républicains rouges bouffeurs de curés », comme on les surnomme, passent à l'offensive.

Proche de la pensée d'Auguste Blanqui et affilié au Parti socialiste révolutionnaire, Eugène Thomas n'en est pas à son coup d'essai. Dès 1897, il fait interdire les processions religieuses dans les rues de la commune, ainsi que la présence des prêtres lors des convois funèbres et les chants et emblèmes religieux qui les accompagnent. Il décide également de réaffecter les crédits alloués au culte à la caisse de retraite des vieux travailleurs. *« C'est que, issu du milieu coopératif, le maire du Kremlin-Bicêtre avait une vision davantage sociale que politique*, explique l'historienne. *Il avait beaucoup œuvré pour sa commune, construisant des écoles et des crèches, ouvrant un dispensaire et un bureau de bienfaisance, proposant soupe, vêtements et argent aux plus démunis, qui affluaient des communes voisines. »* Eugène Thomas entend ainsi donner à sa ville une identité républicaine, se chargeant des fonctions jusque-là assurées par les œuvres religieuses.

Le cas du Kremlin-Bicêtre n'est toutefois pas isolé. D'autres municipalités anticléricales cherchent à leur tour à proscrire la soutane dans l'espace communal. Selon le *Bulletin mensuel de la Fédération française de la libre-pensée* de mai 1901, pas moins de 32 communes auraient pris des arrêtés similaires. Certaines affaires défrayent alors la chronique : à Croix, dans le Nord, trois frères maristes et un prêtre sont verbalisés ; à L'Isle-Adam, des religieux sont poursuivis pour avoir revêtu la soutane ; à Saint-Étienne, cinq ecclésiastiques comparaissent à leur tour, exposés aux pires *« vexations anticléricales »*, selon une publication de 1901. Mais ces mairies se heurtent rapidement aux tribunaux : les procès-verbaux dressés contre les contrevenants sont annulés, les prêtres, acquittés, et les arrêtés municipaux, finalement annulés par le Conseil d'État.

La question revient dans les débats parlementaires qui précèdent la loi de 1905. Plusieurs députés défendent alors l'interdiction de la soutane, parmi eux le radical-socialiste de la Drôme Charles Chabert, qui dépose en juin 1905 un amendement en ce sens. Au moment de fixer définitivement les rapports entre les Églises et l'État, le législateur choisit finalement une autre voie : la loi du 9 décembre 1905 consacre la séparation, tout en garantissant la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, sans interdire le port de la soutane dans l'espace public. M

**Histoire du Kremlin-Bicêtre. L'identité d'une ville,* de Madeleine Leveau-Fernandez, L'Atelier, 1997, réédition 2013, 191 p.

Arrêté municipal / Domaine public

Tout est politique

Le crépuscule des **chanteuses woke**

La sortie du nouvel album d'Angèle a été fraîchement accueillie par la critique et le public. Va-t-elle subir le même sort que Camélia Jordana ou Yseult, dont les discours politiques ont fini par lasser jusqu'à leurs propres fans ?

Par ***Jérémy Sebbane***



BRUXELLES ELLE AIME La chanteuse Angèle lors de la fête surprise organisée pour la sortie de son nouvel album, le 16 octobre, à Bruxelles.

Emile Windal / Belga / Sipa

Assiste-t-on au crépuscule des égéries de l'intersectionnalité ? Le public a-t-il fini par se lasser de recevoir des textes (et des interviews) engagés contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme, la grossophobie, tous mêlés dans un grand gloubi-boulga ? C'est ce que veulent croire ceux qui se réjouissent de la chute des ventes de la chanteuse belge Angèle, à la fois icône pop d'une génération et accusée de contradictions. La critique n'a pas été plus tendre que le public avec son dernier disque : *Libération* l'a qualifié de *« laborieux »*, *le Parisien* de *« peu inspiré »*, *le Point* de *« poussif, formaté et artificiel »*.

En octobre 2018, le premier album de l'artiste, *Brol*, souffle un vent de fraîcheur dans la variété francophone, porté par des titres drôles, malins et fédérateurs comme *Tout oublier*, *la Thune* ou *la Loi de Murphy*, qui racontent avec poésie les déboires de la vie quotidienne d'une jeune femme de la classe moyenne. En couverture, plutôt qu'une illustration glamour et copieusement retouchée, l'artiste choisit une photo d'enfance où elle apparaît avec une dent de lait en moins. Le succès est immédiat auprès du public comme des « professionnels de la profession ». Son album se vend à 1 million d'exemplaires tandis qu'elle remporte trois Victoires de la musique en deux ans. Son titre *Balance ton quoi* devient un hymne dans nombre de manifestations féministes alors que le mouvement #MeToo prend de l'ampleur. Son image de « fille normale » assumant son naturel et ses maladresses lui vaut un grand succès intergénérationnel.



***Instinct*, l'album d'Angèle,** 2026

Huit ans plus tard, la donne a changé. Le troisième album de la chanteuse, *Instinct*, sorti le 16 octobre, peine à trouver son public. Numéro un en première semaine mais avec seulement 10 913 ventes physiques (16 296 en comptant les écoutes en ligne, soit deux fois moins que le précédent, qui s'était déjà vendu moitié moins que le premier), celui-ci a dégringolé dès la semaine suivante à la huitième place du classement. À cause d'un disque moins authentique et moins séduisant ? D'une volonté de la chanteuse de conquérir l'Amérique qui va de pair avec la production de musiques plus aseptisées et de textes en anglais ? Ou plutôt d'une incompréhension grandissante entre un public populaire qui appréciait ses titres légers et acidulés ainsi que son image de jeune femme bohème et accessible, mais ne se retrouve pas dans sa défense des discours décoloniaux… ni sans doute dans son statut d'égérie officielle de la maison Chanel – un contrat à 4 millions d'euros avec la marque de luxe, pas franchement anticapitaliste.

La sanction de la politisation

Une trajectoire que certains comparent hâtivement à celle de la chanteuse Yseult, dont les derniers projets ont été des échecs commerciaux après ses très nombreuses déclarations considérées comme communautaristes et racialistes…

Sacrée en 2021 révélation de l'année aux Victoires de la musique, Yseult, plutôt que de célébrer cette reconnaissance du métier, s'était

Angèle VL Records / Sony Music Entertainment

lancée dans une longue litanie victimaire en recevant son prix : « *Le chemin est long en tant que femme grosse. En tant que femme oubliée de la société, oubliée de la culture.* » Un chemin pas si long, sachant qu'elle n'avait que 26 ans… Trois ans plus tard, son dernier album, *Mental*, a tourné au crash industriel : à peine 450 exemplaires vendus en première semaine. Pas de quoi néanmoins pousser l'artiste à se remettre en question : « Mental *est l'un des meilleurs projets sortis en France cette année. Ceux et celles qui ne sont pas d'accord, étouffez-vous* », avait-elle élégamment déclaré après la révélation de ses désastreux premiers chiffres de ventes. Avant de se demander « *si la France mérite vraiment la puissance, le cœur et l'amour* » qu'elle « *donne sur scène* ». De fait, le grand public a semblé rester froid face à une posture où le grief permanent et l'injonction idéologique ont fini par étouffer la proposition musicale. D'autant plus quand l'intersectionnalité revendiquée – qui consiste à considérer toutes les formes de discriminations comme un ensemble systémique (racisme, sexisme, grossophobie) – est récupérée par une grande marque, L'Oréal, qui a fait de la chanteuse son égérie.

Autre ancienne candidate du télécrochet « Nouvelle star », Camélia Jordana est aussi sur le déclin. Si ses premières chansons étaient entrées dans le cœur des Français, ses déclarations sur les plateaux de télévision ont beaucoup plus clivé. On l'a ainsi entendue dire qu'en France « *des hommes et des femmes se font massacrer quotidiennement pour nulle autre raison que leur couleur de peau* » par les forces de l'ordre ou que « *les hommes blancs sont, dans l'inconscient collectif, les responsables de tous les maux de la Terre* ». Verdict du public : un gap de 1 à 200 entre le nombre de streams (écoutes en ligne) de ses premières chansons (dépassant parfois la barre des 20 millions) et les plus récentes (rarement au-dessus de 100 000).

Le cas de Christine and the Queens (qui a changé plusieurs fois de nom, passant de Christine à Redcar et renonçant finalement à Rahim par crainte de se faire taxer d'appropriation culturelle) pourrait aussi faire méditer Angèle. À ses débuts, en 2014, avec l'album *Chaleur humaine*, l'artiste incarnait une pop nouvelle et inspirée capable de faire danser la France périphérique comme les élites branchées. Là encore, le schéma fut le même : pluie de Victoires et ventes d'albums à foison. Mais, douze ans plus tard, la machine s'est fracassée sur l'écueil de « déconstructions identitaires » devenues illisibles pour le commun des mortels.

Injonction à se positionner

L'artiste anciennement populaire a vu ses ventes s'effondrer (37 000 écoutes en ligne pour les titres de son dernier album quand ceux du premier atteignaient 137 millions !) au fil de projets boudés par le public, de tribunes décoloniales ou antisionistes en déclarations victimaires sur le système qui ne le comprendrait plus. Un phénomène que l'auteur-compositeur Frédéric Zeitoun, longtemps expert et chroniqueur musical pour France Télévisions, trouve symptomatique de l'époque : « *Tout y est excessif, on brûle ceux qu'on a portés au pinacle, on prend autant de plaisir à les faire exister qu'à les zigouiller et, dans ce milieu, tout va de plus en plus vite. Angèle ne méritait ni les critiques dithyrambiques de ses débuts ni celles, assassines, d'aujourd'hui. Comme Zaho de Sagazan ou Theodora ne méritaient pas forcément quatre victoires la même année. Ce que j'ai écouté du nouvel album d'Angèle n'est pas indigne, mais beaucoup de gens ont été agacés par ses discours politiques. Les artistes de sa génération pensent qu'il faut forcément s'exprimer politiquement aujourd'hui, mais cette injonction leur fait finalement le plus grand mal.* »

Combative, Angèle a cependant tenu à répondre à ses détracteurs, qui avaient notamment expliqué son absence à la dernière minute des NRJ Music Awards par un coup de mou face à l'insuccès de son nouveau disque : « *Ça va chier !* » Une formule qui sonne comme un défi, mais qui ne répond pas encore à des questions essentielles : après avoir tant voulu parler à son époque, sait-elle encore parler à son public ? M



BATAILLE culturelle

par ***Thibaut Solano***

Humour cassant

Il n'y a malheureusement pas de raison que l'humour échappe à la polarisation qui frappe la politique : les centristes ont Sophia Aram, les LFistes, Radio Nova. Parmi les « talents » de la station, propriété du millionnaire de gauche Matthieu Pigasse, voici l'humoriste Pierre Metzger. Sa ligne éditoriale est assez claire : de Gaulle était « *un résistant en télétravail* », les Russes ont libéré la France et « *on vote LFI à défaut de vous baiser* » (« Vous » désignant les riches ? La droite ? Les méchants ? On ne sait pas). Bien sûr, c'est de l'humour.

Sa chronique du 14 octobre a fait plus de bruit que d'habitude : il révélait les adresses personnelles supposées de Bernard Arnault et de Vincent Bolloré. Bien sûr, c'est aussi de l'humour. Il appelait les manifestants à « *attraper* » le second pour lui mettre « *un petit nœud de cravate coulissant autour du cou* », mais aussi à jouer à la balle au prisonnier avec les dirigeants du Medef et à « *tirer dans la tête* ». C'est de l'humour, on vous dit. Résultat ? Les intéressés ont porté plainte. Le *doxing* (fait de révéler des adresses personnelles) étant un délit, une enquête a été ouverte et l'humoriste convoqué par la police. Metzger a pu compter sur le soutien de plusieurs élus LFI au nom de la liberté d'expression – dont le *doxing* fait manifestement partie, à leurs yeux.

Nova, en revanche, ne l'a pas défendu – alors que Pigasse n'a pas hésité à soutenir un autre humoriste de l'équipe, Akim Omiri, lorsqu'il a été accusé d'antisémitisme. Au contraire, la radio a publié un communiqué assurant que le sketch ne reflétait « *ni* [ses] *valeurs ni* [sa] *ligne éditoriale* ». Et de cingler : « *La liberté d'expression est un principe fondamental. Le refus de la violence l'est tout autant.* »

Il y a sans aucun doute des choses plus urgentes pour la police que d'auditionner un humoriste. Il y a aussi des militants qui se planquent derrière l'humour pour éviter de répondre de leurs propos. M

“Mozart” de la finance, vraiment ?

Une catastrophe nommée Macron

Dix ans après avoir alerté sur les impasses du programme du président de la République, l’économiste Thomas Porcher revient sur les conséquences de sa politique dans “l’État de la France après Macron”.

Par Kévin Boucaud-Victoire

Automne 2016. Quelques mois après avoir quitté son poste de ministre de l’Économie et fondé En Marche !, Emmanuel Macron est en train de devenir le chouchou des médias, qui le présentent comme le renouveau. Pourtant, *« si Emmanuel Macron est un nouveau visage du paysage politique français, son originalité n’est guère probante. Ses propositions pour redresser la France s’inscrivent dans la continuité de ce qui a été fait depuis plus de trente ans. Les remèdes qu’il préconise ont déjà connu une large application et leur bilan demeure pour le moins décevant »*, alertent Thomas Porcher et Frédéric Farah. Dans leur *Introduction inquiète à la Macron-économie* (Les Petits Matins), les deux économistes montraient que les mesures du candidat, banalement libérales et proches de celles qui étaient proposées avant lui par Nicolas Sarkozy, risquaient de mener la France dans le mur. Dix ans plus tard, Thomas Porcher revient, seul cette fois, pour dresser le bilan d’Emmanuel Macron.



L’État de la France après Macron, de **Thomas Porcher,** Plon, 182 p., 20 €.

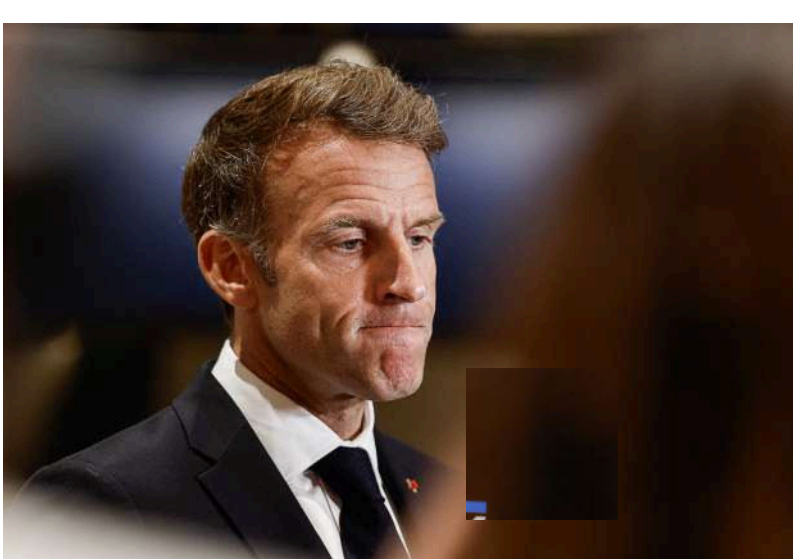
Depuis plusieurs mois, il est difficile de trouver des soutiens à l’actuel président. *« On lèche, on lâche, on lynche »*, expliquait Jean-François Kahn pour décrire un cycle récurrent dans les médias. Ils ne dérogent pas à cette règle, tant nombre d’éditorialistes qui l’ont initialement admiré se sont depuis retournés contre Emmanuel Macron. Thomas Porcher n’est pas de ceux-là. Mais surtout, ce n’est pas tant sa personne, sa psychologie, son style ou ses trahisons présumées qu’il critique, mais ses idées. *« Très rapidement*, souligne l’économiste, *est apparu un homme déterminé à réformer la France, exhortant chacun à se prendre en main, multipliant les attaques contre le service public et le modèle social, et présentant le capitalisme de plate-forme, alors principalement incarné par l’entreprise Uber, comme l’horizon même du progrès. »*

Cette pensée s’articule autour de deux axes principaux. D’abord, il y a la défense de la « flexisécurité », c’est-à-dire, d’un côté, la flexibilisation du marché du travail, et, de l’autre, l’ouverture de nouveaux droits. Malheureusement, constate Porcher, cette ouverture de nouveaux droits n’est qu’un leurre face à la baisse des prestations sociales. Ensuite, l’idée selon laquelle réduire la fiscalité des plus riches et des grandes entreprises favoriserait l’investissement et bénéficierait au plus grand nombre. C’est ainsi que l’impôt sur la fortune a été transformé en impôt sur la fortune immobilière, tandis que le CICE a mué en baisse de charges, et que l’impôt sur les sociétés a été diminué.

L’échec du ruissellement

Hélas, la théorie du ruissellement ne se vérifie jamais. Ces mesures, en plus d’enrichir les plus riches, ont surtout contribué à creuser l’endettement : *« L’État a ainsi dégradé ses propres recettes* […] *au nom d’une promesse d’un surcroît de croissance. Mais cette croissance espérée n’est pas venue. Dès lors, faute de recettes et de résultats, le pouvoir a cherché à compenser en trouvant ailleurs des économies, en comprimant autant qu’il le pouvait la progression de la dépense publique. Et cette stratégie, présentée comme du sérieux budgétaire, s’est traduite très concrètement par un affaiblissement continu des services publics et du modèle social. »*

Dans le même temps, les moyens mis à disposition pour réindustrialiser le pays ont été trop faibles, tandis que le plan de relance n’en a jamais vraiment été un. Résultat : le macronisme a été balayé par les crises successives qu’ont provoquées les Gilets jaunes, le Covid, l’inflation et le retour des empires (États-Unis, Chine et Russie). *« Que les choses continuent comme avant : voilà la catastrophe »*, écrivait le philosophe allemand Walter Benjamin à la fin des années 1930. Thomas Porcher montre que c’est précisément parce qu’il s’inscrit dans la continuité de trente ans de politiques néolibérales que le macronisme a conduit à la catastrophe. M



AMBIANCE FIN DE RÈGNE pour le président Emmanuel Macron, ici à Lusai, au Qatar, en octobre, pour le 9e sommet du Club des fonds souverains pour la planète.

Benoît Tessier / Pool / Abaca - Plon

LE POING SUR LA TABLE *par* Gautier Battistella



Allumer le feu

Comment pimenter sa vie en sept leçons

“Travailler comme si on devait vivre cent ans, et vivre comme si on devait mourir”, préconisait Bocuse. Cette semaine, j’ai essayé d’être à la hauteur de l’adage. Ou comment mettre, littéralement, du piment dans sa vie.

Il y a une poignée d’années, j’avais écrit une chanson (mise en musique par Marius Thorel) qui commençait ainsi : *« Toute ma vie, j’ai rêvé d’être un gangster/ Mais je n’avais pas le physique/ Alors j’ai laissé mes flingues au vestiaire/ Et je suis devenu critique gastronomique. »* Parfois, quand le soleil est au zénith, que je me tiens à l’écart de la bêtise contemporaine et des cyclistes parisiens, je me plais à croire que j’exerce le plus beau métier du monde. Tenez, l’autre soir, je passais devant Table, le restaurant de Bruno Verjus, le prophète maudit qui a proclamé que le *fine dining* était *dead*. Je toque, j’entre, un salut aux toques, et Bruno m’installe en face de Carole Bouquet, dont la beauté est intacte et l’appétit, éternel. Deux heures durant, nous parlâmes de Warhol, d’Artaud et de Milos Forman, d’huile d’olive, d’Italie et de vins piémontais. Entre-temps, une anguille d’anthologie s’était faufilée dans mon gosier. Le lendemain, réveil à Uzès, dans le Gard, premier duché de France, pierres d’or et brouhaha provençal, arrondi par le son des cloches et le festival Saveurs et Savoirs, lancé par François-Régis Gaudry. Je m’y trouve pour évoquer le siècle Bocuse, sa folie et ses quenelles aériennes. On y croise le capitaine corsaire Olivier Roellinger et l’ascète Michel Bras, verbe économe et huit marathons de New York à son actif.

Brûle-graisse, antiseptique, bouclier biologique…

Le soir même, nous dînons au prieuré Saint-Nicolas : par le petit jeu des étiquettes, me voilà installé auprès des déjantés du piment. À ma gauche, deux *spice girls* survoltées, Pénélope et Sonia, laquelle a signé un petit livre au charme explosif : *J’aime le piment*, chez Keribus. *« Je préfère la sincérité du piment à l’hypocrisie du sucre »*, me lance-t-elle. On va s’entendre.

Tout au long de la soirée, elles tirent de leur poche des piments, en forme de billes, de lianes ou de nez de Pulcinella, dont elles agrémentent leurs plats – dans l’assiette, les escargots en sabayon de comté se mettent à twerker.

Comme je suis un bon camarade, je vous partage ce que j’ai appris ce soir-là, histoire de brûler, pardon, de briller en société. **1.** Le piment est l’épice la plus consommée au monde. **2.** Les piments, venus du Nouveau Monde, ont longtemps été considérés comme des plantes ornementales avant de s’installer à Espelette. **3.** Selon les travaux du chercheur français Laurent Bègue-Shankland, votre consommation de piment serait directement liée à votre taux de testostérone, l’hormone *« des héros, des voyous et des amants »*. **4.** Le piment est tout à la fois brûle-graisse, antiseptique, il régule la pression artérielle et améliore la digestion. **5.** C’est aussi le premier bouclier biologique : utilisé comme conservateur naturel, il peut éliminer jusqu’à 75 % des bactéries présentes dans la nourriture (avis aux amateurs de kebabs). **6.** Les oiseaux sont les seuls êtres vivants à ne pas être affectés par les brûlures des piments, qu’ils avalent comme des bonbons. Si on vous demande comment voyagent les piments, répondez : à tire-d’aile ! **7.** Vous n’êtes pas un oiseau et vous venez de croquer dans une bombe de capsaïcine ? Ne buvez surtout pas d’eau, malheureux, elle propagera la brûlure : le gras du lait ou du fromage peuvent aider, le pain aussi, ainsi que l’acidité des agrumes. Et j’ajouterais, suite à un hoquet mémorable dû à une ingestion de piment vietnamien, deux morceaux de nougat chinois ! Voilà le secret pour vivre mille ans et en voir de toutes les couleurs : un Bouquet de piments. M



À lire d’urgence :
J’aime le piment. Petit précis du goût piquant,
de Sonia Lounes, Éditions Keribus. Sonia est aussi la créatrice du collectif Hot in here, qui a pour vocation de valoriser le piment en France, insta @hot_in_here.

QUELLE ÉPOQUE !

Petit précis des *néomanifestants*

Il n'y a pas que les slogans et les pancartes qui ont changé : les cortèges des défilés ne ressemblent plus tout à fait à ceux d'autrefois. Voici les militants TikTok, les révolutionnaires de la rive gauche ou les pros des lacrymos. Des looks très divers pour des causes bien différentes. ***Par* Elsa Margueritat**

Le lycéen des beaux quartiers

Avec sa coupe brocoli savamment entretenue, ses baskets dernier cri à 200 € et son keffieh acheté pour l'occasion, le lycéen des beaux quartiers s'est fait une place de choix dans les cortèges. Rien de bien nouveau, les révoltés du bon côté du périph existaient déjà du temps de leurs parents. À 16 ans (environ), il affiche déjà des convictions politiques inébranlables, forgées par des TikTok d'extraits de discours de Jean-Luc Mélenchon, dont il connaît les meilleures tirades par cœur. Très au fait des codes militants, il brandit fièrement sa pancarte « Bismillah, c'est les ténèbres[1] » et distribue des « camarade » à tour de bras. Après avoir demandé 25 € à ses parents pour aller manifester, il ne manque pas de leur reprocher, une fois rentré, d'avoir voté Macron.

L'instagrameuse féministe

On la repère à sa pancarte préparée avec amour la veille, lettres arrondies, couleurs pastel et slogans d'une grande profondeur politique, tels que « aCACAb[2] » ou « Bouffe ma ch…, pas mon avenir ». Elle a prévu de composer un post Instagram de plusieurs slides, cinq vidéos « Pourquoi il faut soutenir les manifestants dans la France à [sic] Macron » et de repartager les vidéos de son triptyque d'intellectuels organiques favoris : Camille Étienne, Clément Viktorovitch et Salomé Saqué. Elle en tire des analyses politiques étonnantes de clairvoyance, comme *« c'est trop grave ce qu'il se passe »* ou *« les fachos, ça fait trop peur »*. Elle doit néanmoins filer très vite avant la fin de la manif : elle a une collaboration rémunérée avec Shein avant 17 heures.

Le jeune de banlieue en lutte

Il est venu pour la Palestine. Ou contre la police. Ou parce que ses copains lui ont proposé de les suivre. Difficile à dire. Tout se passe bien dans le cortège, *« bonne ambiance en vrai »*, se satisfait-il. Jusqu'à ce qu'il croise une pancarte « Bismillah, c'est les ténèbres ». Le détournement du nom d'Allah ne l'amuse pas du tout, et le lycéen bien coiffé qui la brandit fera mieux de ne pas trop résister quand le jeune de banlieue lui arrachera l'affront des mains. Il affiche une mine désapprobatrice devant les slogans LGBT+ et féministes. À quelques mètres de là, son cousin politique, version Bondy Blog, n'a pas ces états d'âme là. Lui connaît son vocable décolonial et défend farouchement l'intersectionnalité. Pour le bien de la convergence des luttes, mieux vaut que les deux ne fassent pas connaissance.

Le bobo trentenaire

Il arbore un sourire béat et trimballe une poussette dont le prix dépasse celui d'une voiture d'occasion. En veste Patagonia et



en baskets Veja, une Stanley Cup à la main, cet urbain surdiplômé défile pour protester contre la vie chère et parce que, *« quand même, les jeunes, c'est l'avenir, quoi »* (sans blague). Sa pancarte « Réchauffe mon cœur pas la planète » n'a absolument aucun rapport avec le sujet du jour. Après avoir marché une heure avec Céleste (sa femme) et Pimprenelle (sa fille), il rentrera à temps pour une séance d'indoor cycling, avant de se vautrer dans son canapé Bubble devant « Quotidien ».



Et la manif à l'ancienne ?

Lui était là en 1986, en 1995, en 2003, en 2010 et en 2023. Peut-être même en mai 1968. Professeur d'histoire-géo, cheminot retraité ou permanent CGT, il possède une impressionnante collection de badges syndicaux et de pancartes rafistolées. Il connaît tous les hymnes de manif, se désole de n'entendre que « Acab » et « Tout le monde déteste la police », lui qui vibrait dès les premiers accords du *Chant des partisans* version Motivés et de l'*Internationale*. Clope au bec, comment regarde-t-il les lycéens costumés et leurs slogans incompréhensibles ? Il n'a pas Instagram, n'a jamais entendu parler d'Elwan, figure de la contestation lycéenne, et préférerait qu'on arrête de lui demander de poser pour des vidéos.

Le Gilet jaune

Attention, tous les porteurs de gilet jaune ne sont pas des Gilets jaunes. Les authentiques, ceux de l'hiver 2018, se comptent désormais sur les doigts d'une main. Sûrement pas la leur, arrachée à la suite d'une grenade de désencerclement. On les reconnaît à leur vieux gilet élimé, souvenir des ronds-points occupés, des palettes brûlées et des samedis à respirer du lacrymo. Certains y ont même laissé un œil. Désabusé, le Gilet jaune regarde autour de lui, se demandant où sont passés ses copains d'antan, qui ont failli renverser le pays lorsque le prix du gazole est passé à 1,50 €. Aujourd'hui, il dépasse les 2,20 €. *« Faut passer à l'électrique de toute façon ! »*, lui aurait jeté le bobo trentenaire, outré.

L'activiste d'ultragauche

Impossible de distinguer son visage sous ses lunettes noires, son masque FFP2, sa capuche et son écharpe XXL, potentiellement pas aux normes Vigipirate. Vêtements noirs et suffisamment de sérum physiologique pour alimenter une petite pharmacie en poche, il connaît les différentes techniques de dispersion policière, repère les caméras et passe une bonne partie de son temps à cramer des poubelles. Il ne se reconnaît dans aucun parti, méprise les syndicats et considère les cortèges déclarés comme une concession à l'ordre bourgeois. Il attend surtout que les choses sérieuses commencent. Après tout, il ne s'est quand même pas déguisé en braqueur pour suivre un ballon de la CGT.

Le pillard opportuniste

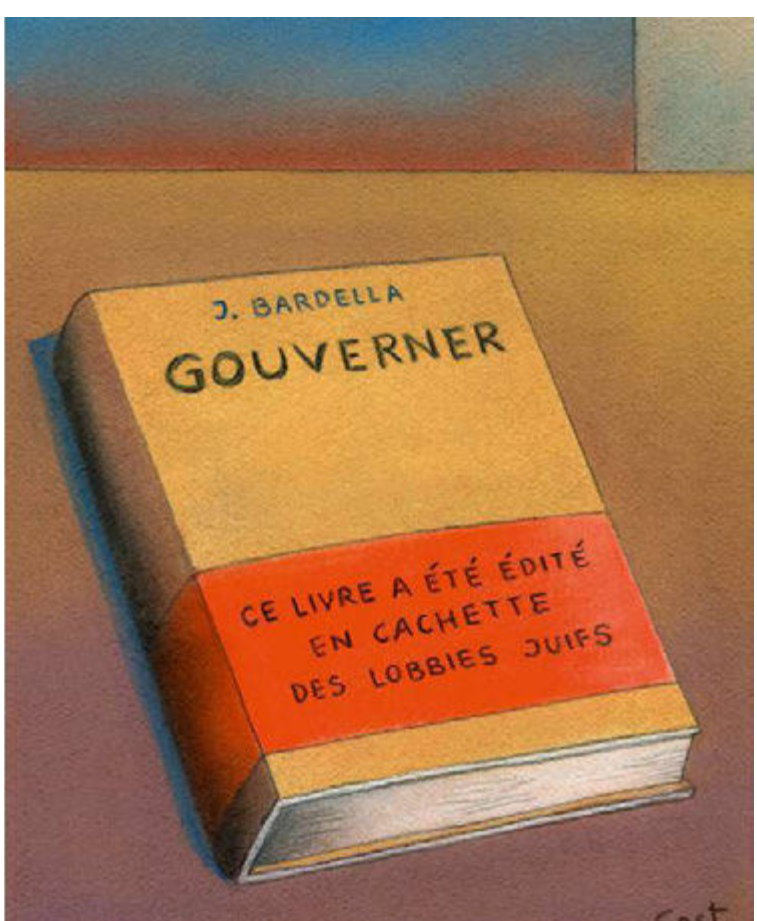
Sacoche Lacoste en bandoulière, Nike TN aux pieds et cagoule remontée jusqu'aux yeux, il ne sait pas pourquoi on manifeste, mais ce n'est pas vraiment son affaire. Ce qu'il connaît parfaitement, en revanche, c'est l'emplacement de tous les magasins Foot Locker et JD Sports sur le parcours. Il reconnaît d'ailleurs une vitrine bien mal protégée à quelques mètres. Quand les premiers affrontements éclatent, il abandonne le cortège pour des activités plus lucratives. Interrogé sur ses motivations, il explique volontiers que les gens n'ont plus rien à manger et que les grandes enseignes exploitent les plus précaires. Une analyse sociale qui justifie, à ses yeux, l'acquisition par truanderie de trois paires de baskets et d'une doudoune neuve (Nutri-Score A). M

1) Mot d'ordre ironique des manifestations lycéennes.
2) Dérivé de l'acronyme anglais Acab (« All cops are bastards », « Tous les flics sont des salauds »).

Dessins générés par l'intelligence artificielle







Mieux vaut en rire !

La goutte d'eau

Ça ne rigole pas, mais alors pas du tout, en Bretagne. *Le Télégramme* nous narre l'histoire abracadabrantesque d'un Breton de 51 ans jugé par le tribunal de Quimper (Finistère) pour avoir agressé son collègue dix ans après que celui-ci lui a donné à manger un gâteau breton *« sans beurre »*. L'agresseur, condamné à dix mois de prison, a estimé que la pâtisserie n'était pas authentique, et que le geste était donc *« arrogant »*. Certains ont de vrais soucis dans la vie…

BÊTE DE SCÈNE

Des années après la fin de son émission du samedi soir sur France 2, l'ancien animateur de télévision Patrick Sébastien ouvre Chez Patoche, le plus petit cabaret du monde, en Corrèze, et promet que son cercueil *« finira sur la scène »*. Ça ne sera pas la première fois que des spectateurs le verront raide en plein spectacle.

ANALYSE

Le mensuel *l'Incorrect,* qui se décrit comme *« culturel, conservateur et corrosif »*, met les pieds dans le plat et pose enfin la question qui fâche, celle que les médias aux ordres des banques, du pouvoir et du grand complot mondial refusent de poser : *« Le séparateur de caisse est-il de droite ? »* Vive la presse libre.

ARNAQUE

***Libération* nous livre une enquête santé sur ces *« business »* qui *« vendent un placebo à 200 balles pour arrêter de fumer »* : des séances de laser dans les oreilles. À ce prix-là, au lieu d'un traitement inefficace, autant acheter des clopes.**

DÉLIQUESCENCE PETITE-BOURGEOISE

Ça faisait bien longtemps que le Parti communiste français ne faisait plus des scores très réjouissants aux élections nationales, mais il restait tout de même des choses aux camarades, comme la culture du chef et la discipline interne… Eh bien, même ça, c'est fini ! Une majorité de députés communistes s'est exprimée en faveur de Jean-Luc Mélenchon pour 2027, alors même que Fabien Roussel est officiellement candidat. Tout se perd, et si le pauvre secrétaire national essaie d'appliquer les bonnes vieilles méthodes en rétorsion, il finira en prison : il est absolument interdit, en France, de faire fusiller des membres de son parti politique.

La garde pas rouge

Il y a des gens qui ne nous surprennent jamais. Nous en faisons peut-être partie, mais Dominique Seux aussi ! Dans son quotidien, *les Échos,* l'économiste libéral vante les mérites de Christine Lagarde, qu'il décrit comme *« une fierté française »*. On veut bien acquiescer sur le fait que la présidente de la BCE a eu une belle carrière mais restons mesurés sur la qualification de « fierté française », ce n'est pas Zinédine Zidane non plus…

PARTI COMMUNISTE TANCÉ

Quelques jours avant d'être lâché par ses députés, Fabien Roussel avait encore mis un coup de barre à gauche en balançant sur le plateau de France Info : *« Moi, je vais aller prendre Emmanuel Macron à l'Élysée par les pieds, je vais le secouer et vous allez voir que l'argent, il va tomber. »* Malheureusement, la menace physique n'aura pas suffi à convaincre les adeptes de la révolution prolétarienne au sein de son parti.

HUMOUR D'ULTRARICHE

On ne la connaît pas en France, mais elle a fait du bruit chez nos amis américains : Martha Stewart, femme d'affaires qui dispose d'une fortune estimée à 400 millions de dollars, a décidé de se déguiser en « pauvre » pour Halloween. Comble de l'indécence, la *businesswoman* a posté une photo d'elle sur les réseaux sociaux avec une pancarte en carton sur laquelle était inscrit : « J'ai faim aidez-moi ! » Elle s'en est tirée avec un *bad* buzz et une lettre d'excuse, mais il n'est pas certain que cela suffise lors du Grand Soir…

À LA SOURCE D'INSPIRATION

Dans sa chronique au *Monde*, Nicolas Santolaria s'interroge sur l'avenir du réseau social préféré des gens chiants : « L'IA va-t-elle tuer, aussi, les posts LinkedIn inspirants ? » Sa réflexion se fonde principalement sur une étude qui affirme qu'environ 40 % des textes longs sur le site sont générés par intelligence artificielle. Que le message soit rédigé par un humain ou une machine, le vrai problème est que quelqu'un trouve « inspirants » des messages longs comme la Bible qui expliquent comment augmenter la productivité de « vos équipes » de 12 % en leur distribuant des madeleines.

ON PLAISANTE, BIEN SÛR

Le journal *Courrier picard* nous fait savoir que La Providence, ensemble scolaire d'Amiens qui a notamment vu passer dans ses classes le président de la République Emmanuel Macron, est en état de cessation de paiements, en raison de ses difficultés financières. On comprend mieux maintenant où le « Mozart de la finance » a appris à gérer les comptes. Habituellement, *Marianne* se désole des difficultés de l'Éducation nationale, mais bon, si on peut casser le moule…

La croix rouge

On critique, mais quand c'est bien, il faut le dire aussi ! La Chine a décidé de céder un bâtiment d'une valeur de 30 millions d'euros à la Cité internationale de Paris. Celui-ci contient 300 chambres qui sont restées vides depuis l'inauguration, en 2023. Sans doute un hommage à la Cité interdite.









Analyse politique

Mécontent de sa déroute aux élections législatives, Donald Trump a rappelé en direct sur Politico qu'il disposait d'un droit de veto sur tous les textes, tout en précisant qu'il allait travailler avec les démocrates et ne souhaitait pas tout bloquer pendant deux ans. Alors, quelle option va-t-il choisir ? Certains experts des États-Unis ont sûrement déjà leurs certitudes, alors que le président américain lui-même n'en a probablement aucune idée.

COURSE FOLLE

Après les couvre-feux en plein centre de la capitale et les marchés de Noël fermés à double tour, les *safe places* pour *runneuses*. À Paris, l'association Sine Qua Non et l'équipementier Hoka ont ouvert deux boutiques « refuge » destinées aux femmes désireuses de pratiquer le running sans se faire harceler. Qui sait, un jour, quelqu'un aura peut-être l'idée révolutionnaire de s'en prendre aux délinquants…

MINISTRE TRÈS EXTÉRIEUR

Laurent Nuñez a beau être au cœur du chaudron, il semble avoir un certain détachement par rapport à sa situation. Beaucoup lui reprochent le fiasco sécuritaire du 17 octobre, mais le ministre de l'Intérieur, dans un portrait paru dans *Libération*, confie être tout à fait serein. Et de lâcher très tranquille : *« Il faut quelqu'un comme moi, plutôt apaisant. »* Flics et manifestants n'ont pas l'air de cet avis…

BATAILLE CULTURELLE

Davide Tamburella, un chef italien vivant en Australie, s'est fait virer d'un restaurant de Brisbane pour avoir refusé de réaliser une pizza hawaïenne, en mettant de l'ananas dessus. Devant la justice, il a dénoncé un licenciement abusif et a justifié son animosité envers ce fruit : *« Une insulte à sa culture. »* Il n'a pas eu gain de cause, mais travaille désormais dans un autre restaurant… où aucune pizza hawaïenne ne figure au menu.

CRISE DE FOIE

Polémique à Frejus : le maire RN, David Rachline, a décidé d'interdire la vente et la consommation de foie gras sur le marché de Noël. Sale temps pour les électeurs locaux : on croit voter pour des défenseurs du patrimoine gastronomique et on se retrouve avec Sandrine Rousseau chauve.

ORACLE MAL RÉGLÉ

Peu avant les élections de mi-mandat, *le Figaro* a donné la parole à un devin. Plus précisément à Matthieu Hocque, secrétaire général adjoint du think tank Le Millénaire, lequel a déclaré : *« Notre modèle affirme que Donald Trump ne va pas prendre une déculottée monumentale comme le prévoient certains sondages. »* On peut donc consulter ce monsieur pour savoir qui va gagner les élections, il suffit d'inverser sa prédiction.

VOLONTARISME

Tonnerre d'applaudissements sur le plateau de « Quotidien ». Lorsqu'on lui demande quelle première mesure il prendrait s'il était président de la République, l'humoriste Ilyes Djadel ne se démonte pas : *« J'abolirais le racisme ! »* Eh bien, voilà, problème réglé, comme quoi, c'est pas si compliqué quand on y met un peu de bonne volonté…

IPPON

La nouvelle est tombée ce lundi 9 novembre : le champion olympique de judo Teddy Riner est candidat à la présidentielle de la République. Alors, loin de nous l'idée de penser qu'un sportif de haut niveau ferait forcément un bon chef d'État, mais on fera juste remarquer que face à Poutine et à Trump, il sera un peu plus intimidant que Raphaël Glucksmann ou Gabriel Attal.

NÉGOS MUSCLÉES

Encore sonné par le résultat des midterms, Donald Trump a proposé le poste de porte-parole de la Maison-Blanche à Dana White, le patron de la principale fédération de MMA. La rencontre diplomatique avec le président Teddy Riner s'annonce musclée.

IA UN PROBLÈME

Le géant de la tech Nvidia vient de lancer une enquête interne sur son grand patron, Jensen Huang, un homme de 63 ans qui a entretenu une liaison avec une femme soupçonnée d'être une espionne chinoise. Une bonne leçon pour les hommes âgés, pas particulièrement charmants et extrêmement riches : les jeunes et jolies femmes qui deviennent vos partenaires ne veulent pas forcément toucher l'argent de votre héritage, elles peuvent aussi être des espionnes à la solde de puissances étrangères.

LA CROISIÈRE S'AMUSE

Une gigantesque croisière échangiste a quitté Miami ce lundi 9 novembre. Au programme, à bord du paquebot *Wonder of the Seas :* sept jours de donjon sadomaso, d'espaces nudistes et de soirées à thème (« Alice au pays des merveilles », « Fétichisme », « Dieux et déesses grecs », etc.), le tout en voguant sur la mer des Caraïbes. Des retraités qui stimulent l'activité (économique, bien sûr) en consommant au lieu d'épargner leur pension, on dit bravo !

NE L'APPELEZ PLUS JAMAIS "FRANCE"

Michel Sardou s'exprime dans *la Tribune dimanche* : *« Si Christine Lagarde se présente, je voterai pour elle ! »* Passer pendant plusieurs décennies pour le punk de la droite réactionnaire pour finir par se ranger derrière la première centriste conformiste venue : Mitterrand avait bien raison lorsqu'il disait que la droite avait des intérêts, peu d'idées, et les idées de ses intérêts.

Culture soviétique

***Courrier international* nous apprend cette semaine qu'un petit scandale culturel a eu lieu à Moscou en raison de la tenue d'une soirée de « rave littéraire » à la bibliothèque Lénine. Après le plan quinquennal, les Moscovites enclenchent le plan Teknival.**





Marianne ET VOUS

Réagissez en écrivant à *Marianne* : lecteurs@journal-marianne.com / "Journal des lecteurs", 28 rue Broca, 75005 Paris

LE PLUS LU SUR *marianne.net*

1. **À Saint-Denis, Bally Bagayoko face au désenchantement**
2. **Frédéric Taddeï : "La victoire de Le Pen est sur le point d'arriver et, si ça se trouve, ça ne va rien changer"**
3. **Christine Lagarde quitte la BCE : abandon de poste et petits calculs**

Période du 30 octobre au 5 novembre 2026.

Vous avez AIMÉ

"L'HOMME DES SERVICES RENDUS" : À SAINT-DENIS, LES AMITIÉS SULFUREUSES ET DÉCOMPLEXÉES DU MAIRE BALLY BAGAYOKO



Chang Martin / Sipa

LE DÉBAT SUR *marianne.net*

Pensez-vous que le Président a déjà appliqué des mesures inspirées par l'extrême droite ?

50 %

OUI

Après les piteux gouvernements Barnier et Bayrou, Macron a livré la gouvernance du pays à un gouvernement de droite, qui, pour des raisons de proximité avec la présidentielle, se sent de plus en plus légitime pour marcher dans le pré carré de l'extrême droite. Le durcissement des lois antimigrants, la volonté d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale, celle aussi de la responsabilité collective en lieu et place de la responsabilité personnelle pour toute personne qui se trouve à proximité d'un pillage ne sont que quelques dérives vers le RN afin de remettre les candidats LR dans la course pour l'Élysée.

Robert Padiran

44 %

Sans opinion : 6 %

NON

C'est quoi quelqu'un d'extrême droite en 2026 ? Quelqu'un qui aime son pays, ses traditions, qui veut pérenniser une France accueillante depuis des siècles, quelqu'un qui a attendu pour être naturalisé avec de la patience et qui veut profiter de sa quiétude et de ses efforts fournis, quelqu'un qui respecte son pays… Beaucoup prennent un raccourci pour attribuer une étiquette aux gens. Les communautaristes de tout bord font l'amalgame entre racisme, xénophobie et régulation de l'immigration… C'est leur fonds de commerce.

Rhétrice Discrète

Résultats relevés le 6 novembre à 10 heures. Votez, étayez vos points de vue et soutenez les meilleurs arguments sur marianne.net/espace-debat/debats

FALLAIT QUE ÇA SORTE

Calmos !

Les tensions sociales, les violences, les affrontements, les divisions politiques, la haine entre les citoyens et la perte de confiance envers les institutions créent un climat de plus en plus explosif. On a parfois l'impression que le pays glisse progressivement vers une guerre civile, sans que les responsables politiques mesurent réellement les conséquences de leurs discours et de leurs décisions. Une nation ne peut pas vivre éternellement dans la confrontation, la provocation et la division. La France a besoin d'un sursaut de responsabilité, de dialogue et d'un véritable projet de rassemblement avant qu'il ne soit trop tard. ***Fouad Salem***

Et la tendresse, bordel ?

Il faut barrer la route à la propagande de la haine et du racisme ! Autrefois, la télévision éveillait les consciences, cultivait l'intelligence et transmettait des valeurs humaines, la solidarité et l'altruisme. Aujourd'hui, trop souvent, on préfère attiser les divisions plutôt que nourrir la réflexion. Quand la haine devient un spectacle, c'est toute la société qui s'appauvrit. La culture doit émanciper les peuples, pas les dresser les uns contre les autres. ***Vanessa Legrand***

Jupiter à terre

Derrière les interdictions de manifestation, les couvre-feux, le masque du démocrate est tombé. Macron révèle sa vraie nature, celle d'un homme politique craignant le peuple et détestant la contestation de sa personne qu'il imagine infaillible. Jupiter est tombé de l'Olympe. ***Maurice Lafont***

Marianne

28, rue Broca, 75005 Paris
Tél. : 01 53 72 29 00
Fax : 01 53 72 29 72.
MARIANNE publication hebdomadaire éditée par CMI France.
Siège social : 92, avenue de France 75013 Paris. RCS PARIS B 324 286 319.

FONDATEURS :
Jean-François Kahn, Maurice Szafran
PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Valérie Salomon
ÉDITEUR : Aaron Fonvieille-Buchwald

RÉDACTION
DIRECTEUR : Frédéric Taddeï
DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Ève Szeftel
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ : Thibaut Solano
DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION : Hadrien Mathoux
RÉDACTION EN CHEF :
Gaëlle Gauducheau (photo), Kévin Boucaud-Victoire (débats-idées), Mégane Chiecchi (vidéo et réseaux sociaux), Franck Dedieu (économie, agora), Ahmed El Keiy (monde), Gaël Vaillant (web-actu)

CONSEILLER ÉDITORIAL :
Franck Dedieu
FRANCE :
Étienne Campion, Violaine des Courières, François Darras, Laurence Dequay (grand reporter social), Sébastien Grob, Emilien Hertement, Maël Jouan, Aurore Malval (grand reporter), Antoine Margueritte, Louis Nadau, Marie-Estelle Pech
INVESTIGATION :
Emmanuel Lévy (grand reporter), Laurent Valdiguié (grand reporter)
CORRESPONDANTS :
Diane Cambon (Espagne), Ariel F. Dumont (Italie), Fabien Perrier (Grèce), Thomas Schnee (Allemagne)
ASSISTANTE : Elsa Bessot
JEUX : Jean-Paul Cordier
JOURNAL DES LECTEURS :
lecteurs@journal-marianne.com

RÉALISATION
ÉDITION : Christophe Barré (révision), Julien Vallet (web)
MAQUETTE :
Louise Godard, Christian Kuc, Marc Navarro
PORTRAITS DES CHRONIQUEURS :
Seb Jarnot

ADMINISTRATION
SERVICES GÉNÉRAUX :
Marie Filipovic

DIFFUSION
VENTE AU NUMÉRO :
Julie Chahinian (directrice), Nathalie Philippe
ABONNEMENTS :
Armelle Colin (directrice), Marine Bobière (chef de produit)

IMPRIMERIE :
Newsprint Lieusaint (77).
ISSN : 2425-4088 (imprimé) / 1286-4749 (en ligne)
N° CPPAP 1027 C 89227
Printed in France / Imprimé en France

PUBLICITÉ : MEDIAOBS
Sandrine Kirchthaler, Corinne Rougé
44, rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 Paris. Tél : 01 44 88 93 70

ACPM **Origine du papier** Suède. **Taux de fibres recyclés** 0 %. **Certification** 100 % PEFC. **Ptot** 0,0054 kg/t.
PEFC PEFC/10-31-3364

SERVICE ABONNEMENTS : Pour nous contacter : 01 86 57 08 54
abonnements@journal-marianne.com
MARIANNE - Service abonnement - 60643 Chantilly Cedex

TARIFS ABONNEMENTS :
POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE :
Particuliers : 1 an (51 nos dont un double) 135 €.
POUR LA SUISSE : Asendia Press Edigroup S.A., chemin du Château Bloch 10, CH-1219 Le Lignon.
Tél : 022 860 84 01. abonne@edigroup.ch - 1 an (51 nos) CHF 225.
POUR LA BELGIQUE : Asendia Press Edigroup S.A., Bastion Tower Etage 20, place du Champ-de-Mars 5, 1050 Bruxelles.
Tél. : 070 233 304. abonne@edigroup.be -
1 an (51 nos) 159 €. Autres pays : nous consulter.

Ce numéro comporte une lettre de bienvenue et un courrier, posés sur une sélection d'abonnés.



À vous de jouer par Jean-Paul Vuillaume

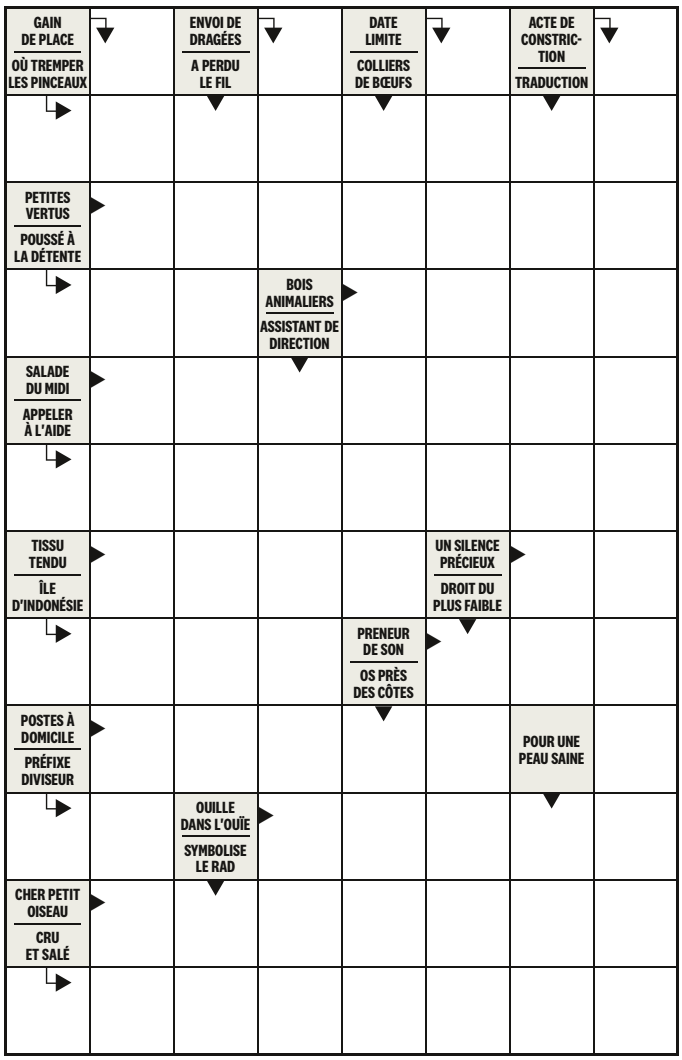
Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2					■					
3							■			
4			■						■	
5					■					
6		■						■		
7										
8						■				
9				■						
10										

Horizontalement : 1. N'est suivi que si on y met le feu • **2.** Tranche après avoir pesé. N'a cure des cures • **3.** Parcourus par un étalon. Attestation de multipropriété • **4.** Le praséodyme symbolisé. C'est peu dire • **5.** Coupe de belles côtelettes. Que des bêtises surtout lorsqu'ils sont petits • **6.** Accompagnés d'une belle addition. Salle de billard apocopée • **7.** Ses œuvres sont précieuses • **8.** Préparer une teinture. Jouer les babas • **9.** Ne peut cacher sa peine. Accident de montagne • **10.** Pour ce qui est juste mais pas généreux.

Verticalement : I. Mouillée en faisant tremper • **II.** Salle des coffres. Lion en bonne part • **III.** Quand le temps n'est pas de l'argent. Chercher en profondeur • **IV.** Garde-manger pour faim de loup • **V.** Marron ou chocolat. Ancien tueur • **VI.** Faire prendre du galon. Arobase à l'anglaise • **VII.** Le lumen symbolisé. On s'en moque • **VIII.** Un truc à couper le souffle. Sont à prendre pour le réveil • **IX.** Grande en cours. Mises à la portée de tous • **X.** Condamnée à une longue peine.

Mots fléchés



Sudoku

		4		2			7	
		9		4				1
	3	7		8	5		9	6
7	5							
3		1				6	2	
8						3		
			3		1			
			4			9		
			2	6		7		4

SOLUTIONS du numéro 1547

Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	R	H	E	T	O	R	I	Q	U	E
2	A	E	R	E	■	H	E	U	R	T
3	D	R	E	S	S	A	■	A	I	R
4	O	B	■	T	U	B	A	S	■	A
5	T	U	E	E	■	I	R	I	E	N
6	E	■	P	E	R	L	E	■	M	G
7	U	T	E	■	A	L	C	O	O	L
8	S	O	L	I	D	E	■	V	U	E
9	E	M	E	R	I	■	R	E	L	U
10	S	E	R	M	O	N	N	E	U	R

Sudoku

6	7	8	5	4	2	1	3	9
4	9	5	6	1	3	7	8	2
3	1	2	8	7	9	6	4	5
5	8	6	1	2	7	3	9	4
1	4	9	3	5	6	2	7	8
7	2	3	9	8	4	5	1	6
9	3	4	7	6	5	8	2	1
8	5	7	2	9	1	4	6	3
2	6	1	4	3	8	9	5	7

Mots fléchés

	E		D		P		D
I	N	T	I	M	I	D	E
	S	A	T	I	N	E	R
F	O	I		L	E	N	A
	R	A	P	L	A	T	I
E	C	U	R	E	U	I	L
	E	T	E	S		E	L
I	L		C	I	D	R	E
	A	B	I	M	A		M
A	N	I	S	E	T	T	E
	T	E	E		E	O	N
G	E	N	E	R	E	N	T



FRÉDÉRIC TADDEÏ

La morale de l'histoire

Le cinéma français s'est lancé dans une vaste entreprise de « relooking » de notre patrimoine historique et culturel. Et le résultat, quand on regarde à la file *Moulin*, *la Bataille de Gaulle*, *les Misérables*, *le Comte de Monte-Cristo*, *les Trois Mousquetaires*, n'est pas piqué des vers. Jean Moulin danse devant Klaus Barbie. Terrifié à l'idée de parler, il tente de se suicider. D'ailleurs, il n'a pas réussi à unifier la Résistance, il est obligé de mentir dans le télégramme qu'il envoie à Londres au général de Gaulle. Le général lui-même retire son uniforme au mois de novembre 1942, il reconnaît la défaite de la France libre et la victoire de Vichy. Le véritable sauveur de notre pays, c'est le garçon de 20 ans qui décide de son propre chef d'assassiner l'amiral Darlan à Alger, le 24 décembre 1942, et périt sous les balles d'un peloton d'exécution. Sans lui, on n'aurait plus jamais entendu parler du général de Gaulle. Jean Valjean, lui, se reproche la mort de sa sœur et de sa nièce, c'est pourquoi il veut sauver Fantine et Cosette. Javert ne se tue plus parce qu'il s'est trompé sur l'ancien forçat mais parce qu'il est poursuivi par le fantôme de sa propre mère. Le comte de Monte-Cristo rate sa vengeance et il est trahi par Haydée, qui lui préfère un garçon de son âge. D'Artagnan ne couche plus avec Milady, il reste fidèle à Constance Bonacieux. Milady n'est plus une garce, c'est une femme battue ; elle n'empoisonne plus Constance, c'est Constance qui lui sauve la vie. Athos est accusé de féminicide. Portos se propose d'épouser la sœur d'Aramis, qui est tombée enceinte. Louis XIII est visé par un attentat terroriste…

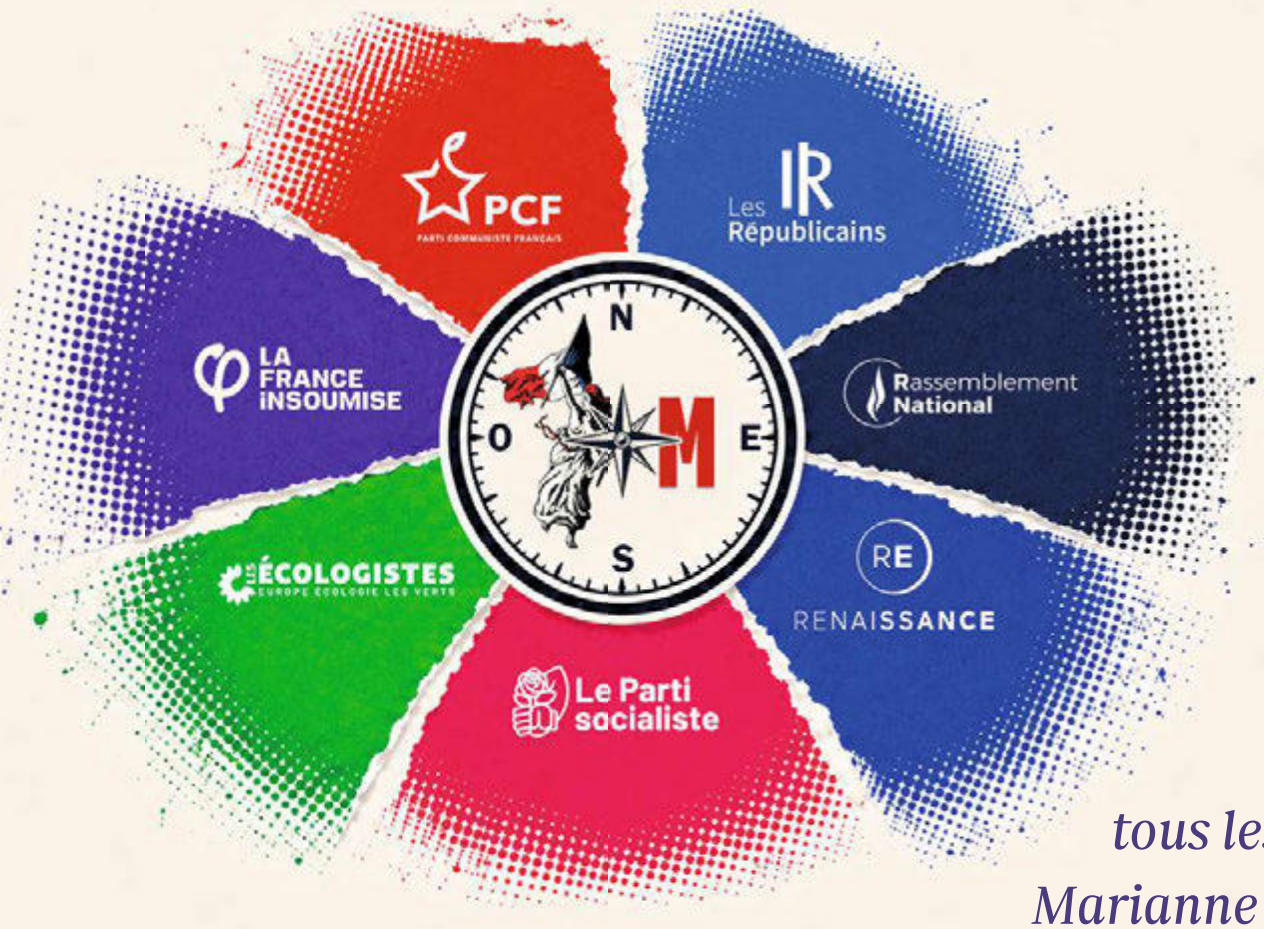
Peu importe, à vrai dire, les libertés prises par les scénaristes. Pour une fois qu'ils font preuve d'imagination, je ne vais pas le leur reprocher. Même si la disparition totale de l'Union soviétique du cours de la Seconde Guerre mondiale dans *la Bataille de Gaulle* m'a paru un peu osée (c'est sans doute pour ne pas avoir à mentionner que de Gaulle s'était en partie préservé des manigances de Churchill et de Roosevelt en faisant reconnaître la France libre par Staline dès septembre 1941). Non, ce qui m'intéresse, c'est la relecture qui est faite de tous ces personnages, réels ou imaginaires, bons ou méchants, et ce que cela révèle de notre époque et du cinéma français d'aujourd'hui. Ce ne sont plus des héros, mais des victimes. On les explique par les souffrances et les humiliations qu'ils ont subies, non par leurs réactions, leurs pensées ou leurs dires. C'est pourquoi il faut passer très vite, dans *Moulin*, sur la création du CNR, le Conseil national de la Résistance, la plus grande réussite de Jean Moulin, qui aura des répercussions jusqu'après la Libération, pour mieux s'attarder sur le martyre que lui fait subir Klaus Barbie. Ou que l'on saute le passage de de Gaulle au gouvernement, en juin 1940, dans *la Bataille de Gaulle*. Au lieu de reconnaître qu'il a déjà rencontré Churchill à plusieurs reprises en tant que ministre envoyé par un pays allié – ils ont travaillé ensemble à un projet d'union franco-britannique et c'est dans un avion anglais qu'il est retourné à Londres –, on le présente comme un officier solitaire, sorti de nulle part, qui fait antichambre au 10 Downing Street. Gavroche est un autre exemple. Dans *les Misérables* de Victor Hugo, il sort ramasser des cartouches pour les insurgés. Les soldats rient en lui tirant dessus. Blessé, il se redresse et continue de chanter : « *Je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire. Le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau…* » Il faut une dernière balle pour le faire taire. Dans le film de Fred Cavayé, il se contente de ramasser deux fusils et de tomber sans dire un mot. Priver Gavroche de son insolence, il fallait le faire ! Jean Valjean, lui, est privé de son triomphe. Il ne meurt plus chez lui, entouré de l'amour des siens, il finit seul sur un banc. Le comte de Monte-Cristo aussi finit seul sur son bateau. Privé de l'amour de Haydée, il n'est plus qu'une âme perdue, voguant au hasard sur les flots. Le malheureux est toujours amoureux de Mercedes ! Quant aux *Trois Mousquetaires*, c'est le cimetière des illusions. D'Artagnan, chez Dumas, a d'autant plus de panache qu'il est agressif, très susceptible, et qu'il frise parfois le ridicule. Il se vexe parce que Rochefort se moque de son cheval. Il se fait rosser et perd la lettre par laquelle son père le recommande à M. de Tréville. Plus tard, il trompe Milady sur son identité pour pouvoir coucher avec elle. Le film ne mange pas de ce pain-là, il préfère lui donner d'emblée une image rassurante : ce brave garçon tente de sauver une inconnue et son cheval n'est pas jaune. Athos, c'est encore pire. Il a dans le roman cette autorité souveraine des gens que personne n'a élevés en grade et que tout le monde respecte. Il est intelligent, courageux, secret, aristocratique, capable d'une cruauté effrayante. Dumas ne prend pas de précautions pour nous le faire aimer. Les auteurs du film ont trouvé plus pratique (et plus sain) de glisser un cadavre de femme dans son lit et de le faire accuser de meurtre. Athos victime de #MeToo, à l'instar d'un vulgaire PPDA ! Dès lors, nous savons pourquoi nous sommes de son côté : parce qu'il est innocent…

Ce qui m'intéresse, c'est la relecture qui est faite de tous ces personnages, et ce que cela révèle de notre époque et du cinéma français d'aujourd'hui.

Admirer tous ces gens (ou les redouter) nous force à reconnaître qu'ils nous dépassent. Les plaindre, au contraire, nous donne le beau rôle. Le cinéma français a choisi la solution la plus confortable : celle qui nous permet de nous sentir meilleurs sans avoir à le devenir. La morale de l'histoire ? C'est dans ses blessures que la France doit puiser les raisons d'être fière d'elle, et non dans une hypothétique grandeur passée ou à venir. Quel programme ! M

Marianne
INDISPENSABLE

Votre guide de survie en période électorale



Accédez à tous les contenus Marianne en illimité sur le site et l'application et recevez-nous dans votre boîte aux lettres chaque semaine !

Votre formule à 1€ le premier mois.

Rendez-vous sur le site MARIANNE.NET et cliquez sur **S'ABONNER**

Abonnement papier + numérique
1€ le premier **mois**
puis **9,99 €** tous les mois

ou

Abonnement 100 % numérique
1€ le premier **mois**
puis **6,99 €** tous les mois

Accès direct à nos offres en scannant ici

Comment se faire un nom quand on est la première mutuelle des agents du service public ? Paraître dans le magazine d'info qui a su se faire un prénom.

MGEN est la première mutuelle des agents du service public, et couvre 72% de celles et ceux qui s'engagent pour l'intérêt général.

Mais cette position va bien au-delà d'un simple classement.
C'est être responsable de 4,7 millions d'adhérentes et adhérents partout en France, et les protéger pour qu'ils puissent mieux vivre au quotidien.

C'est aussi rester au plus près d'eux, grâce à 130 agences et espaces d'accueil répartis sur le territoire.

C'est faire vivre un modèle mutualiste où la performance est au service du progrès social, sans actionnaire et au service de l'intérêt général.

Alors, si on s'adresse à vous aujourd'hui, c'est surtout pour vous dire :

Être la première mutuelle des agents du service public, ça nous engage.

mgen
GROUPE VYV

Santé
Prévoyance
Épargne
Retraite

MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 399 soumise au code de la mutualité et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2025.